



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Slav 3687.11

THE SLAVIC COLLECTION

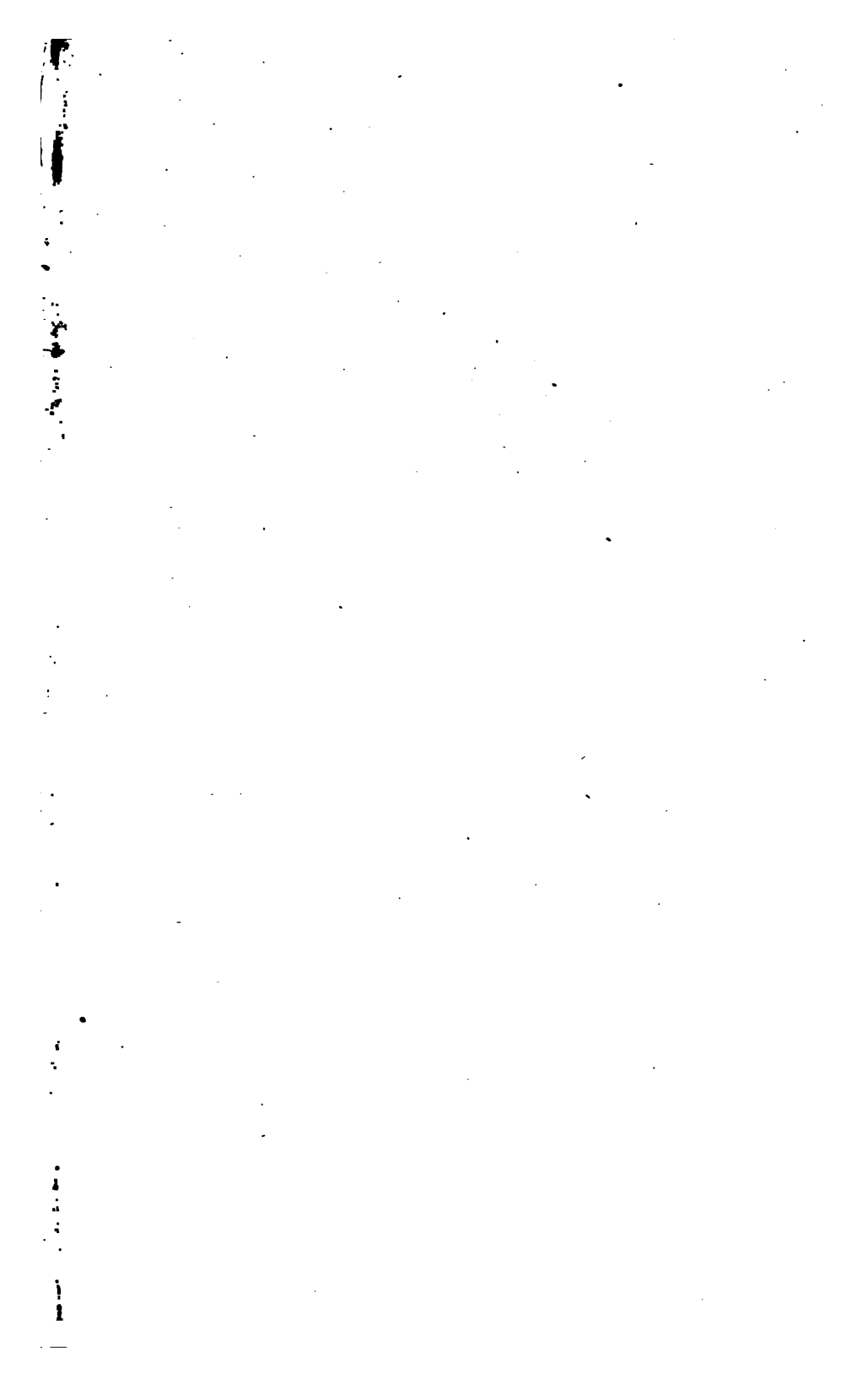


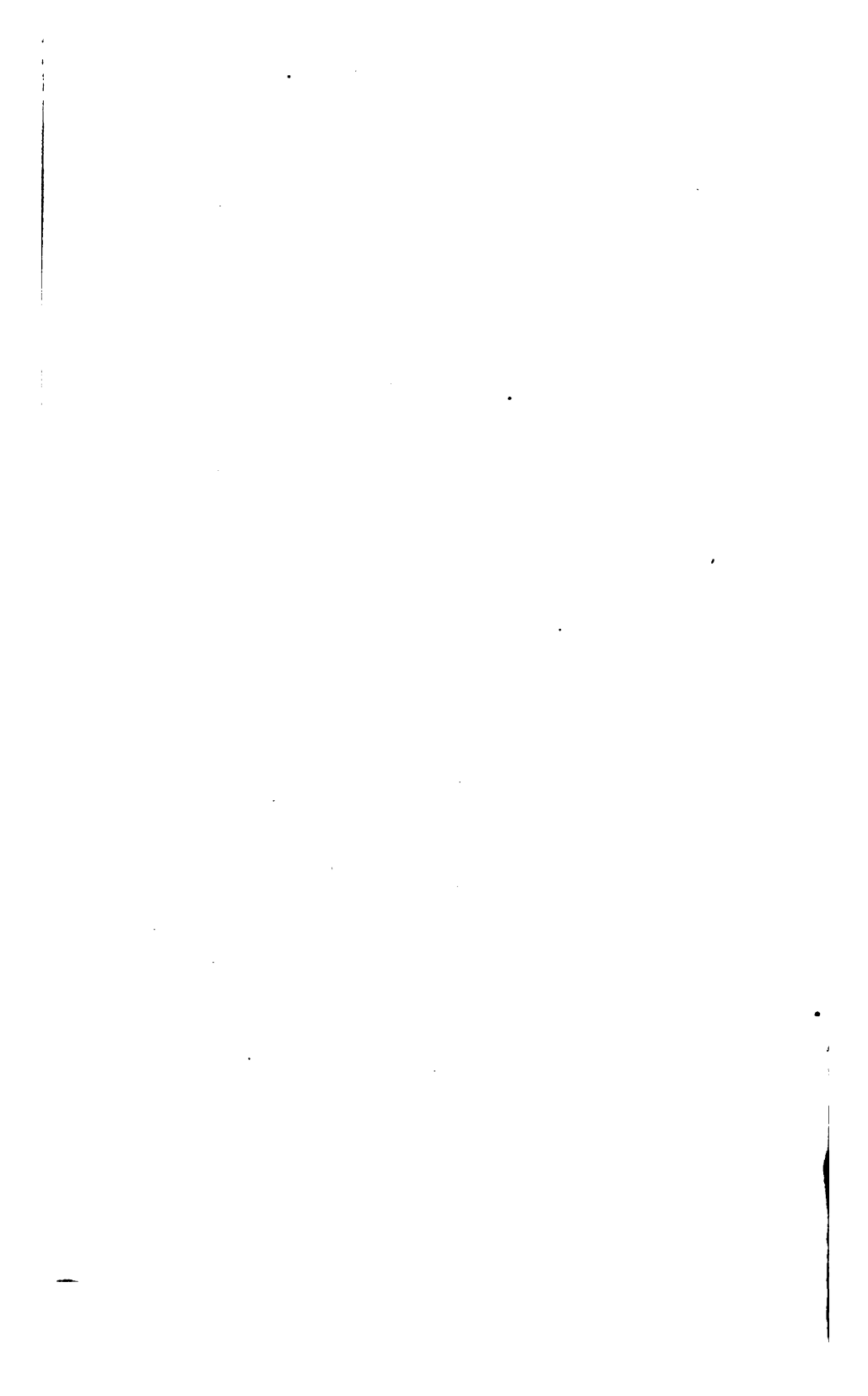
Harvard College Library

GIFT OF

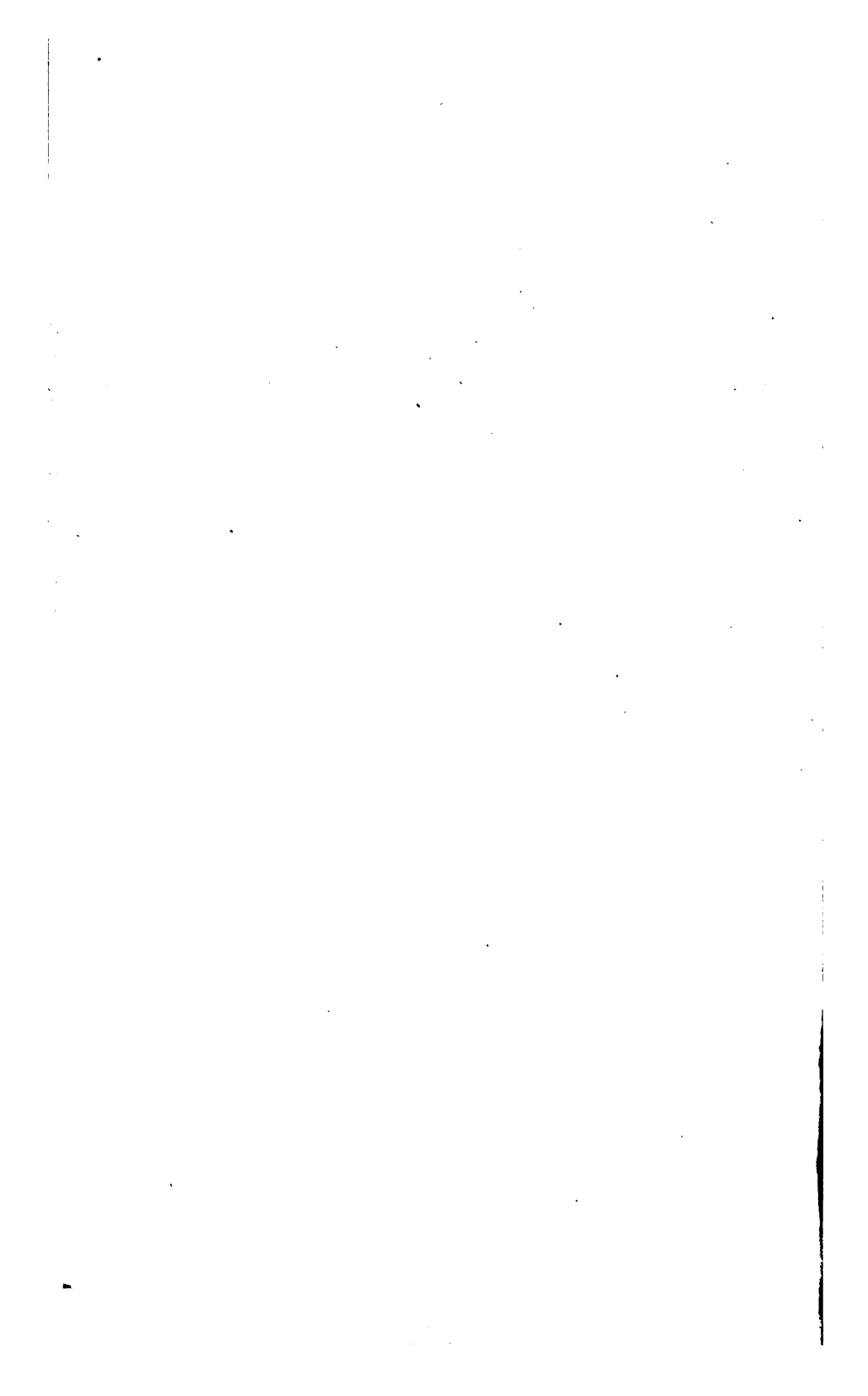
Diplomatic Review

15 Jan. 1898.

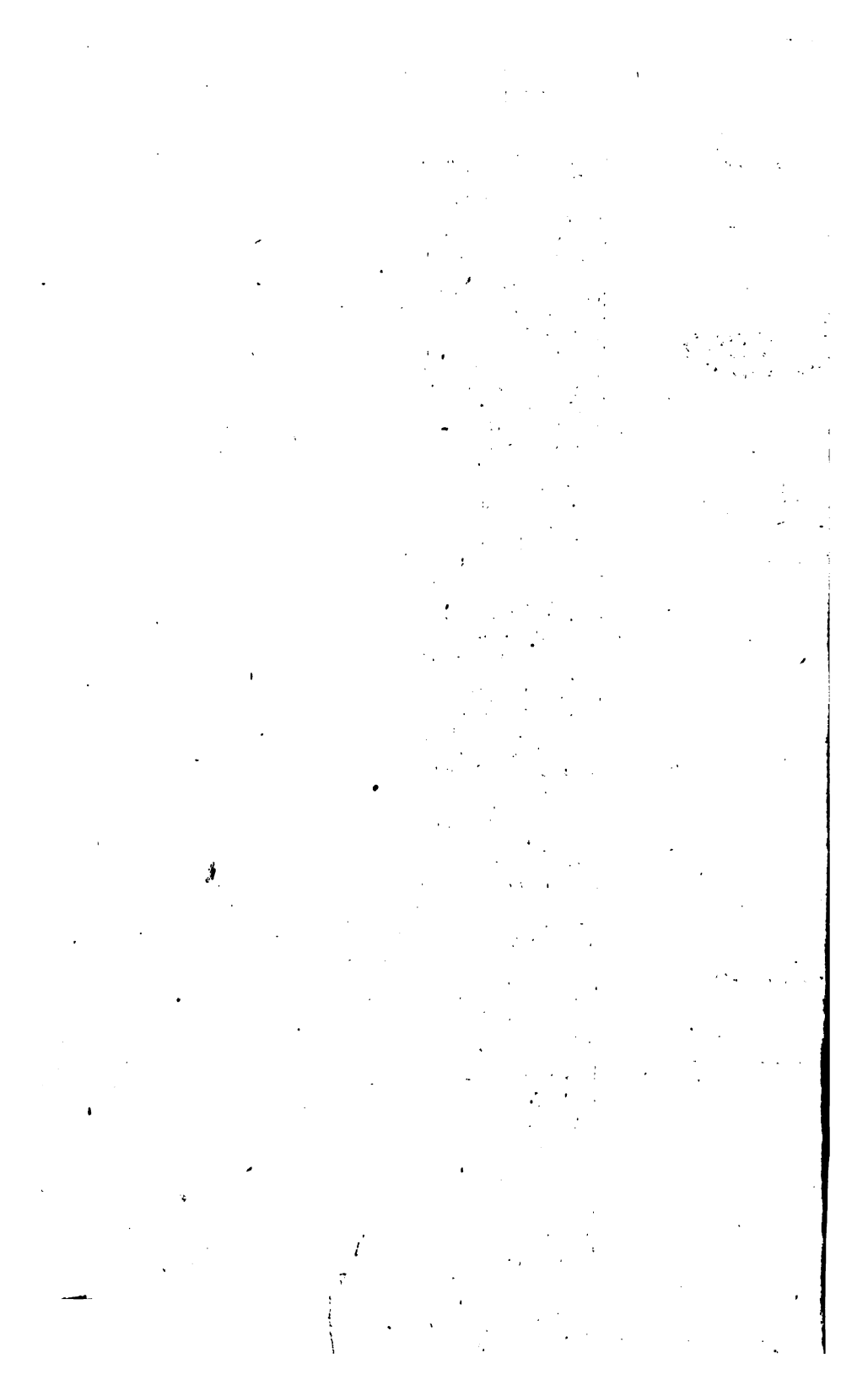








Slaw 701.6



PROGRÈS

ET

POSITION ACTUELLE

DE LA RUSSIE

EN ORIENT.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

PROGRÈS
ET
POSITION ACTUELLE
DE LA RUSSIE
EN ORIENT;

OUVRAGE TRADUIT DE L'ANGLAIS,

ET ACCOMPAGNÉ

D'UNE CARTE COLORIÉE REPRÉSENTANT LE TABLEAU
DES ACQUISITIONS TERRITORIALES DE LA RUSSIE,
DEPUIS L'AVÈNEMENT AU TRÔNE DE PIERRE 1^{er}.

by
Sir John W. Bull.

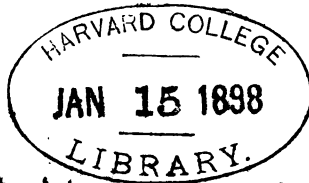
PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE, || LE DOYEN, LIBRAIRE,
BOULEVARD DES ITALIENS, N° 18. || PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÈANS, N° 31.
ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

DÉCEMBRE 1836.

~~Slaw 701.6~~
Slaw 3687.11

819
/37



Diplomatic Review

PROGRÈS
ET
POSITION ACTUELLE
DE LA RUSSIE
EN ORIENT.

CHAPITRE I^{er}.

Pierre I^{er}, fondateur de l'agrandissement de la Russie en Orient. — Prise d'Azof. — Désastreuse campagne du Pruth, et perte d'Azof. — Mission et entreprise sur Khiva. — Affaires de Perse. — Armement de Pierre I^{er} contre ce pays. — Conquêtes sur les bords de la mer Caspienne. — Traité conclu par Ismaël Beg. — Mort de Pierre I^{er}. — Avènement de Nadir Shah en Perse.

ONZE ans après la bataille de Pultava, Pierre-le-Grand établit une ligne de postes militaires entre le Don et le Volga pour protéger son empire contre les incursions des tribus encore indépen-

dantes du Midi. Maintenant les postes des frontières russes se trouvent sur les rives de l'Araxe, à deux cents lieues plus loin que la position qu'ils occupaient alors.

Il serait intéressant de s'enquérir, ne fût-ce que comme question d'histoire générale, par quels moyens la Russie se trouva à même d'ajouter à son empire, du côté du Midi, un territoire égal en étendue à la France ou à l'Espagne, quand en même temps elle s'emparait en Europe de la Finlande, de l'Ingrie, de l'Estonie, de la Livonie, de la Courlande, de la Lithuanie, de la part la plus importante de ce qui restait de la Pologne, de l'Ukraine méridionale, de la Crimée, de la Bessarabie, etc., etc. Mais cette investigation devient infiniment plus intéressante, si l'on y découvre le rapport de la politique russe avec ses conquêtes en Orient; si l'on parvient à y trouver une lumière qui nous éclaire sur les vues et les principes de cette politique, par un examen de la marche qu'elle a suivie à une époque où ses procédés ont été moins exposés aux regards des nations européennes, et moins contrôlés par

leurs influences : c'est là que le génie de la politique russe se découvre avec le plus d'évidence, c'est là que le voile qui dissimule toute la difformité de ses traits aux yeux de l'Europe devient plus transparent, puisqu'il est ajusté avec moins de soin.

Lorsqu'en 1689 Pierre monta sur le trône de la Russie, celle-ci ne possédait encore qu'un seul port commercial, Archangel. Le génie de Pierre, éclairé par les relations qu'il eut avec les Européens, lui fit de bonne heure sentir l'immense importance du commerce; et comme celui des Indes était toujours regardé comme une source de richesse et de bien-être pour toutes les nations qui en avaient joui à différentes époques, sa première entreprise militaire fut une tentative, en 1695, de s'emparer d'un port sur la mer d'Azof, et son but avoué était de ramener à son ancien canal¹ ce que, faute de notions plus pré-

¹ Les Grecs, pendant que leur empire florissait, les rois du Pont avant eux, et les Génois après, établirent en Crimée un entrepôt pour le commerce des Indes, qui se faisait en partie

cises, on appelait communément le commerce de l'Orient. Taganrog fut destiné à devenir l'entrepôt de ce commerce qui devait enrichir son empire; et deux petits vaisseaux construits à Voronége, et descendus par le Don jusqu'à la mer, formèrent la première force navale du czar.

Son voyage en Europe lui suggéra d'autres projets, et lui aprenant l'importance du commerce européen, lui fit désirer un établissement sur la mer Baltique. Il paraît que c'est alors déjà qu'il convoita la possession de la Livonie, à laquelle la Russie croyait pouvoir élever quelques prétentions surannées. Les succès du czar contre les Suédois le rendirent maître d'un port sur cette mer septentrionale, et quand la bataille de Pultava le délivra de toute crainte de la puissance militaire de Charles XII et vint établir la renommée des armées russes, il se re-

par le golfe Persique, la Perse, la Géorgie et l'Imérétie, en partie par Hérat, la mer Caspienne, pour remonter par la rivière de Kur jusqu'en Géorgie, d'où les marchandises étaient transportées de la même manière au Phase et en Crimée.

tourna vers la Turquie, dont la puissance à cette époque était déjà supposée chancelante, dont la population chrétienne paraissait disposée à la révolte, et sur les ruines de laquelle on ne doutait pas que le vainqueur de Charles ne pût aisément asseoir sa puissance.

M. de Voltaire, parlant d'un traité que Pierre conclut avec les Chinois, observe : « Il ne fut pas « si aisé d'avoir la paix avec les Turcs : *le temps* « *même paraissait venir de s'élever sur leurs rui-* « *nes....* Pierre profita de ces circonstances pour « aguerrir ses troupes et pour se donner, s'il « pouvait, l'empire de la mer Noire. »

La désastreuse campagne de 1711 dissipa pour quelque temps l'illusion que l'on se formait sur la faiblesse et la prochaine dissolution de l'empire ottoman, ainsi que sur le mécontentement de ses sujets chrétiens; et le traité de Falksen¹, qui stipulait la restitution de Taganrog et d'Azof, détruisit les projets commerciaux que Pierre

¹ Village sur le Pruth, où, en juillet 1711, fut signé le traité qui sauva l'empereur, l'impératrice et l'armée russe, enveloppée, affaiblie et affamée.

avait basés sur la possession de la mer de ce nom. Mais la persévérance était un des élémens de sa puissance , et le dessein d'établir un commerce oriental ne l'abandonna jamais. Ni ses succès dans le Nord , ni sa défaite en Turquie , ne parvinrent à le détourner de la poursuite de ce but. Ayant échoué dans la tentative de tourner une des extrémités du Caucase , il l'entreprit du côté opposé , et abandonna la mer d'Azof pour s'occuper avec plus d'activité de la mer Caspienne. Telle était la force de son désir d'atteindre ce projet favori , que tout respect pour la foi jurée et l'honneur semblait l'abandonner dès que cette considération pouvait l'entraver dans l'accomplissement de son but. Le même homme qui , se trouvant dans une position des plus critiques , déclara qu'il aimerait mieux perdre une grande partie de ses états que ternir son honneur en livrant le rebelle Cantemir à son maître , ne fut point guidé par ces sentimens quand il s'agissait d'accomplir les stipulations du traité qui le sauva de sa perte , jusqu'à ce qu'une menace de guerre et l'intervention des puissances

étrangères l'eussent forcé enfin , après deux ans employés en subterfuges , à remettre Taganrog et Azof à la Porte.

En 1717, il envoya le prince Alexandre Bekovitsch en ambassade auprès du khan de Khiva , et faisant accompagner son représentant , qui paraissait n'avoir à remplir qu'une mission de paix , par une escorte de quelques milliers d'hommes , il lui ordonna de s'emparer , dans le pays d'un prince auprès duquel il était accrédité , des mines d'or que l'on y supposait. Un acte de trahison plus vil et plus sordide pourrait difficilement être imaginé , et l'on ne saurait même faire un crime de la ruse par laquelle une violation aussi atroce de la foi et de l'honneur fut déjouée. Les habitans de Khiva , trop faibles pour opposer une résistance ouverte , dissimulèrent leur ressentiment , et prétextant l'impossibilité de fournir des vivres à une aussi grande masse de troupes réunies sur un même point , obtinrent du diplomate conquérant la répartition de son armée en petits détachemens qui furent cantonnés pour l'hiver dans des villages éloignés les uns des

aùtres. A un signal convenu, les habitans tombèrent sur ces troupes éparpillées, et les taillèrent en pièces, à l'exception de quelques individus qui restèrent esclaves pour la vie.

L'année suivante, Pierre envoya une ambassade en Perse, dans le but d'étendre ses relations commerciales avec cet empire, et de s'ouvrir un commerce avec les Indes. On fit un arrangement en vertu duquel toute la soie exportée de la Perse devait passer en Russie; mais la tentative de s'ouvrir une communication avec les Indes fut infructueuse, quoiqu'un agent russe eût déjà pénétré quarante ans auparavant jusqu'à la cour d'Aurengzeb, et que des commerçans russes se fussent établis aux Indes dès les premières années du règne de Pierre.

L'ambassade russe rencontra à Ispahan Mir Weis, gouverneur du Kandahar, qui plus tard mena les Afghans à la conquête de la Perse; le trouvant probablement dégoûté par les outrages et les folies du gouvernement de Shah Sultan Houssein, l'ambassadeur russe parvint à s'aboucher avec lui, et l'impression que ces communi-

cations laissèrent dans l'esprit de Mir Weis fut telle, qu'il exprima sans réserve ses craintes sur les projets ambitieux que les Russes avaient déjà sur la conquête de l'Orient. Cependant il leur fournit plus tard lui-même un prétexte de traverser la grande barrière naturelle qui paraissait les séparer des pays du Midi.

Les derniers souverains de la dynastie des Sophis, qui gouverna la Perse pendant trois siècles, furent des princes faibles et dégénérés, auxquels la nation n'obéissait que par suite de l'ancien attachement et du respect religieux qu'elle portait à leur race. — Mais ces princes avaient laissé tomber en décadence toutes les institutions, et leur autorité n'était plus suffisante pour protéger les classes laborieuses contre l'oppression des petits tyrans, dont les exactions ne pouvaient jamais être réprimées que par l'exercice vigoureux du pouvoir suprême.

Dans les pays mahométans, en général, le monarque et le peuple se trouvent ordinairement ligüés jusqu'à un certain point contre les gouverneurs des provinces et autres fonction-

naires de l'état. — Le souverain se repose sur la masse du peuple pour trouver les moyens de réprimer l'ambition des nobles, et le peuple tourne ses regards vers le trône pour implorer sa protection contre ses oppresseurs. L'effet le plus immédiat de la faiblesse et de l'incapacité du prince, et l'un des plus grands maux qui se manifestent pendant un tel règne, c'est l'impunité acquise à l'exaction arbitraire dirigée contre l'avoir du peuple, et qui annule de fait le droit du paysan d'appeler contre l'injustice. Abandonné dans ce cas et sans autre protection que ses moyens de défense physiques, auxquels il est fort lent à recourir, le paysan prend rarement les armes avant qu'il ne lui reste plus rien à défendre. Alors ceux qui sont plus hardis s'adonnent au brigandage, les timides se soumettent, et appellent seulement de leurs vœux des temps meilleurs.

Tel était l'état de l'empire du shah sultan Houssein, empire qui s'étendait depuis Derbend jusqu'à Kandahar. Profitant de la faiblesse de la Perse, la Turquie s'empara de toutes ses pro-

vinces occidentales depuis le pied du Caucase jusqu'aux rives du Passitigris, et occupa le pays jusqu'à Hamadan et Ardebil. Déjà, en 1712, vingt mille Lesguis étaient descendus du versant oriental du Caucase pour ravager les plaines du Shirvan, et se faire indemniser par ses paisibles habitans du don annuel par lequel le shah avait coutume d'acheter leur tranquillité, mais qu'ils ne recevaient plus depuis quelque temps, soit à cause de l'indigence du souverain, soit à cause des dilapidations de ses ministres. — Les sauvages montagnards mirent tout le pays à feu et à sang, tuant indistinctement tout ce qui leur résistait. Les habitans de Shamakhi, parmi lesquels se trouvaient trois cents sujets russes, furent massacrés, et leurs propriétés, qui s'élevaient, à ce qu'on prétend¹, à quatre millions de roubles d'argent, devinrent le butin de ces brigands. Peu de temps après ces événemens,

¹ Quatre millions de roubles d'argent équivalent à seize millions de francs; cette somme surpasse de beaucoup le montant annuel de tout le commerce de la Russie avec la Perse à cette époque.

les Afghans s'insurgèrent dans la partie méridionale de l'empire, et, guidés par Mir Weis, partirent du Kandahar pour assiéger le shah à Ispahan.

Pierre demanda en vain raison des brigandages commis par les Lesguis. Le malheureux shah ne se trouvait pas en position de lui faire rendre justice, et se bornait à prolonger une résistance désespérée contre les rebelles, tout en implorant l'assistance du czar. — Mais ce monarque avait ses propres intérêts à servir et ses projets à réaliser. Les circonstances se trouvaient favorables, et il s'empressa d'en profiter. — Sous prétexte de punir les Lesguis (après un laps de dix ans), et de porter secours au shah, il se prépara à s'emparer de la plus grande part possible des provinces de ce souverain.

« Pierre, » dit son historien et panégyriste, Voltaire, « résolut de se faire justice lui-même, « et de profiter des désordres de la Perse. »

« Nous verrons, » dit le même auteur, « comment le shah ou l'empereur persan Hussein,

« persécuté par des rebelles , implora l'assistance
« de Pierre , et comment Pierre , après avoir
« soutenu des guerres si difficiles contre les
« Turcs et contre les Suédois , alla *conquérir*
« trois provinces de Perse. »

La soif des conquêtes et du commerce d'Orient fut toujours chez Pierre trop puissante pour ne pas l'emporter sur ses sentimens de loyauté et de justice. Ayant éprouvé un échec signalé dans la tentative de s'élever sur les ruines de la Turquie , il légua cette entreprise à ses successeurs , et se prévalut de la situation plus délabrée de la Perse , qui lui promettait un succès plus prompt et plus certain.

« Pierre méditait depuis long-temps le projet
« de dominer sur la mer Caspienne par une
« puissante marine , et de faire passer par ses
« états le commerce de la Perse et d'une partie
« de l'Inde. Il avait fait sonder les profondeurs
« de cette mer , examiner les côtes , et dresser
« des cartes exactes. » (VOLTAIRE).

Après avoir préparé un armement considérable à Astrachan , il publia , le 15 juin 1722 ,

un manifeste dont les expressions contrastent singulièrement avec son but réel. C'est en tout cas un document remarquable : plein d'assurances d'attachement pour le shah, au moment où il allait le dépouiller de son empire et où il reconnaissait son impuissance à tirer satisfaction de la conduite des Lesguis, Pierre le nomme son « bon ancien ami le shah, » son « grand ami et voisin, » son « cher ami. » — Il promet aux sujets de la Perse et de la Turquie sécurité et protection, s'ils ne portent aucun secours aux Lesguis et se tiennent tranquilles dans leurs maisons ; mais il les menace du pillage et de la mort s'ils désertent leurs habitations ; il ajoute enfin, en véritable blasphémateur : « Vous seuls serez « coupables si tout cela arrive, et vous aurez à « répondre de votre conduite à la seconde venue « de Jésus-Christ notre Dieu. » C'est ainsi qu'à cette époque déjà les Russes savaient colorer leurs actions les plus déloyales par un appel à la religion !

Le mois suivant, Pierre partit pour l'expédition de Perse, accompagné de l'impératrice et à

la tête d'une armée de plus de cinquante mille hommes. Vingt deux mille hommes d'infanterie et trois mille matelots exercés au service de débarquement traversèrent la mer Caspienne dans 442 vaisseaux; la cavalerie prit le chemin de terre. Cette entreprise n'était point sans quelques apparences de danger; on avait à traverser des défilés étroits et faciles à défendre; « mais dans « l'état d'anarchie où se trouvait la Perse, on « pouvait tout tenter (VOLTAIRE). »— L'attaque d'une tribu détachée des Lesguis fut facilement repoussée, et les échos des défilés du Caucase répétèrent pour la première fois le tonnerre du canon russe et les chants de triomphe de ses armées. Derbend fut occupé sans résistance et les clefs d'argent¹ de la ville et de la citadelle

¹ Ces clefs, comme celles de Tabriz, envoyées par le général Paskiéwitsch à l'empereur Nicolas, furent fabriquées, selon toute probabilité, pour la circonstance, car les serrures employées dans les forteresses asiatiques n'auraient pu être ouvertes avec des clefs d'argent. On assure que les clefs de Tabriz n'ont pas été seulement faites exprès pour être envoyées en Russie, mais encore trempées dans un acide très fort pour recevoir une teinte d'antiquité.

remises au czar, qui revint en octobre à Astrachan, après avoir organisé le siège de Bakou. A son arrivée sur le Volga, il envoya des troupes pour occuper la province de Ghilan qui produit la majeure partie de la soie que l'on tire de la Perse. Ses troupes s'y retranchèrent et résistèrent avec succès à tous les efforts des Persans pour les en déloger. « Pierre ne put alors, dit son historien, « pousser plus loin ses conquêtes ¹. » Il fit, en 1725, son entrée triomphale à Moscou, et selon son habitude, il rendit compte au vice-czar de son expédition, ainsi que des provinces qu'il avait enlevées à *son cher ami le shah*.

La Porte, alarmée par les conquêtes de la Russie au-delà du Caucase, commença à se préparer à la guerre, et ne fut empêchée de prendre les armes que par l'intervention de l'Autriche et

¹ Dans l'examen des vues et des desseins de Pierre I^{er}, l'autorité de M. de Voltaire a été préférée à toute autre pour deux raisons : 1^o. parce que son histoire a été notoirement écrite sur des documens fournis par la cour de Saint-Petersbourg ; 2^o. parce qu'il ne saurait être accusé de la présenter sous un jour défavorable.

de la France. L'Autriche déclara que si le sultan se décidait à attaquer la Russie, elle se verrait obligée de la défendre ; et l'ambassadeur de France à Constantinople, trompé par l'idée que le czar avait envahi la Perse dans l'unique but de protéger le shah, s'empessa de prouver à la Porte la nécessité de concourir aux généreux efforts de la Russie, pour protéger le légitime souverain d'un empire voisin contre ses rebelles sujets. Ainsi dès les temps les plus reculés et depuis que la Russie surgit seulement à l'horizon européen, ses vues sur l'Orient se trouvèrent toujours secondées par cette ignorance qui fit des autres puissances ses dupes, et les fit servir de simples instrumens à sa grandeur.

Le shah avait, à cette époque, envoyé un nommé Ismael Beg en ambassade à la cour de Russie, pour implorer encore une fois les secours de l'empereur. Ismael parvint à Astrachan au moment où le siège de Bakou s'avavançait ; convaincu que les opérations militaires des Russes dans ces contrées n'avaient pour objet que la restauration du pouvoir de son maître, ou ce qui est plus probable

encore , influencé par des considérations d'un ordre moins honorable, il adressa une lettre aux habitans de Bakou dans laquelle il les pressait, au nom du shah, de rendre cette place au czar. Ce document fut remis au général Matushkin, qu'Ismael rencontra sur les bords du Volga, conduisant des renforts à l'armée devant Bakou, dont il était destiné à prendre le commandement, et ne contribua pas peu à hâter la reddition de cette place.

Pendant les Afghans se trouvaient déjà à Ispahan , et le sultan Hussein était prisonnier en leurs mains ; son fils , le prince Tamazb , qui avait été employé pendant quelque temps à lever des troupes dans les provinces du Nord , se proclama shah, recommença la guerre contre les rebelles , et renouvela auprès de la cour de Russie des sollicitations pour obtenir son assistance. Ismael Beg , ambassadeur du père , devint celui du fils , et en cette qualité , conclut un traité avec Pierre, par lequel il engageait son maître à céder à la Russie non seulement les provinces de Daghestan et de Ghilan qu'elle occupait déjà , mais en-

core celles de Mazanderan et d'Astrabad, dont ses armées n'avaient pas encore approché, ainsi que Shamakhi, possédé par les Turcs, mais dont la Russie voulait s'emparer à son profit. En retour de ces immenses cessions de territoire, Pierre s'engageait à faire entrer une armée en Perse, pour protéger le jeune shah contre les rebelles qui avaient détrôné son père.

Il est évident que la Russie ne pouvait élever aucune prétention au territoire à elle concédé sous ces conditions avant de les avoir remplies. Pierre ne porta aucun secours au shah, et perdit ainsi nécessairement tout droit au territoire qui devait, d'après la teneur du traité, en être le prix. Mais il y a encore d'autres circonstances qui rendent toute cette négociation également honteuse pour l'ambassadeur persan et pour l'empereur de Russie.

Par le traité d'Ismaël Beg, la Russie acquérait non seulement toute l'étendue de la côte possédée par la Perse sur la mer Caspienne, que Pierre convoitait depuis si long-temps, et toutes les provinces qui produisaient la soie, dont il

voulait s'assurer le monopole , mais encore les seuls pays sur lesquels le shah Tamasp pouvait compter pour résister aux Afghans. Les Turcs se trouvaient en possession de toute la Géorgie, d'Érivan; d'Azerbïjan, de Khamza, de Kullumrow et de Kermanshah. Les Afghans occupaient Arak, Fars, Yezd, Kerman, et tout leur pays natif; Malik Mahmoud, un aventurier du Siestan, s'était rendu maître de la plus grande partie du Khorassan, où Nadir Kouly seul osait encore lui résister. La Russie s'était établie dans le Daghestan et le Ghilan : il ne restait donc au shah Tamasp que le Mazanderan et Astrabad, où Futteh Ally Khan Kajar, arrière-grand-père du dernier Futteh Ally Shah, avait pris son parti.

Il serait absurde de supposer que le shah eût autorisé son ambassadeur à céder à la Russie les derniers restes de son royaume : cette question devint d'ailleurs suffisamment éclaircie par les faits; car non seulement le shah désavoua le traité d'Ismaël Beg, mais s'apercevant alors pour la première fois des desseins de son dangereux allié, il envoya des troupes pour s'opposer aux

Russes, et cela dans un moment où toutes ses forces étaient à peine suffisantes pour maintenir sa lutte avec les Afghans. Il est donc hors de doute qu'Ismaël Beg fut induit à trahir la confiance que l'on avait mise en lui ; il est incontestable que le traité se trouva nul par le désaveu du shah, et malgré cela, l'empereur Pierre agit toujours ultérieurement comme si le traité eût subsisté dans toute sa force. Non seulement il conserva ses positions dans le Daghestan et le Ghilan, mais il envoya des forces pour occuper Salian, le delta du Kur ; et le premier détachement ayant été massacré par les habitans de l'île, un autre y fut envoyé avec ordre de s'y retrancher. On ouvrit des négociations avec la Porte pour se partager les dépouilles de la Perse, et Pierre, basant ses prétentions sur le traité désavoué, demanda à la Turquie que ses frontières et les frontières russes en Perse fussent définitivement réglées. — Pierre mourut en janvier 1725, avant la fin de ces négociations. L'année suivante, sous les auspices de Catherine I^{re}, il fut conclu avec la Porte un

traité par lequel, sans égard pour les droits de la Perse, sans l'adhésion de son souverain¹, et sans qu'elle eût eu la moindre participation à cet acte, les frontières des trois empires se trouvèrent rigoureusement déterminées, de manière à laisser à la Russie les provinces auxquelles elle aurait pu seulement prétendre si le traité d'Ismaël Beg eût été ratifié et si elle eût rempli les obligations qui y avaient été stipulées.

Tamasb réclama contre le démembrement de son empire, et se plaignit de l'injustice de ses alliés. La conséquence en fut singulière. La Russie entama des négociations avec les rebelles Afghans. Ayant échoué dans toutes ses tentatives pour gagner pied dans le Mazanderan

¹ M. de Voltaire concluant, sans doute d'après la nature des choses, que la Perse a dû participer à un traité qui déterminait ses limites, pose en fait qu'elle y a participé; mais ce n'est qu'une erreur. Le shah ne prit aucune part à ces arrangements, et aussitôt qu'il en fut informé, non seulement il protesta contre, mais il s'opposa même avec succès à leur exécution.

et à Astrabad, elle abandonna ses prétentions a ces provinces, et s'efforça, en le faisant, de consolider sa position dans le Ghilan, qui était pour elle la possession la plus précieuse, et où elle avait réussi à se maintenir, quoique son autorité s'y trouvât réduite aux seules villes de Resht et d'Anzeli. La Russie conclut une convention avec Ashref, ce même chef des Afghans que le traité d'Ismaël Beg, seule base de ses prétentions aux provinces persanes, l'obligeait à expulser du royaume, et en abandonnant ses prétentions au Mazanderan et à Astrabad, elle établit sur les autres provinces des droits que ce traité seul aurait pu lui conférer.

Mais cette politique tortueuse, ce renversement de toute justice et vérité, ne profita pas à la Russie, car soudain un autre acteur surgit sur la scène et la changea rapidement.

Nadir Kouly, appelé plus tard Nadir Shah, était un soldat de fortune, un bandit du Khorassan, sans éducation, excepté celle qui résulte de l'expérience et des luttes pénibles d'une vie orageuse; mais doué de génie pour la guerre,

il devina d'inspiration les difficultés de l'art militaire, et apprit à guider, avec l'intelligence d'un capitaine expérimenté, la première armée qu'il eût jamais commandée. Hardi, mais prudent; fougueux et rusé en même temps; d'une constitution de fer, capable de soutenir toute espèce de fatigues; d'un esprit à la hauteur de toute circonstance; soldat le plus formidable dans le camp, et, malgré son ignorance des chiffres, premier calculateur du royaume; possédant un cœur impitoyable, une intelligence gigantesque et une ambition sans bornes, il apparut à une époque de troubles qui semblait faite pour des hommes de cette trempe, et sut la diriger comme si elle lui avait appartenu.

Ayant rassemblé autour de lui un corps d'aventuriers militaires, et s'étant emparé de plusieurs points fortifiés, il se trouvait déjà maître d'une grande partie du Khorassan quand le fugitif shah Tamasb fut réduit à accepter sa protection, et à le rejoindre dans son camp. Après une lutte de courte durée sur la prééminence dans les conseils du faible monarque,

l'influence de Nadir prévalut, et après avoir mis à mort le chef kajar, seul rival formidable qu'il y eût, il se trouva libre de poursuivre ses desseins sans contrainte ni contrôle; la présence du shah, au nom duquel il commandait, donnant à ses actes une apparence de légitimité, et lui assurant ainsi l'appui d'une grande partie de la nation.

Après avoir subjugué son pays natal, Nadir Shah s'avança contre les rebelles et les envahisseurs étrangers du royaume, dans la vue de relever l'esprit belliqueux de sa nation, et de lui faire recouvrer son territoire perdu. — Avec des troupes peu disciplinées, il défit les Afghans en cinq combats opiniâtres, et, profitant de chaque victoire avec une énergie et une persévérance jusque-là sans exemple dans les guerres d'Asie, il les poussa dans une seule campagne, malgré un hiver rigoureux, d'une extrémité du royaume à l'autre, les pourchassant ainsi à plus de trois cents lieues, et les forçant de faire à travers des déserts, pour regagner leur pays, une retraite précipitée et désastreuse. Tournant ensuite ses armes contre les Turcs, il remporta

sur eux une suite de victoires, interrompue par une seule défaite, et il leur fit abandonner toutes leurs conquêtes en Perse.

Pendant qu'il se trouvait ainsi engagé dans de rudes combats, Nadir conserva ses relations d'amitié avec la Russie, et envoya en 1734 une ambassade à cette cour pour lui annoncer qu'il avait déposé le shah Tamasb, et placé le jeune prince Abbas sur le trône. — En 1735, il conclut un traité d'alliance défensive avec la Russie contre la Porte, et fit un an après connaître à l'impératrice Anne qu'il avait succédé à Shah Abbas sous le nom de Nadir Shah. — En 1738, il signa un traité avec la Porte, par lequel toutes les acquisitions que cette puissance avait faites sur la Perse lui furent restituées, et qui fixa entre les deux états la ligne de frontières telle qu'elle existe encore aujourd'hui. — La Turquie abandonna par conséquent toutes ses prétentions à la souveraineté de la Géorgie et des provinces avoisinantes, que le traité restituait à la Perse.

L'évacuation du territoire persan, occupé par

les troupes russes, s'effectua paisiblement, par suite sans doute d'une négociation préalable. Le droit du souverain de la Perse à toutes ses anciennes possessions fut reconnu, et la Russie se désista de toutes ses prétentions aux pays situés au sud du Caucase. Nadir fut non seulement reconnu comme souverain légitime de la Perse, y compris la Géorgie, le Daghestan et Shamakhi, mais sa médiation en cette qualité fut même admise par la Russie dans ses différends avec la Porte, et cette médiation contribua à la conclusion du traité de Belgrade, en 1739. Par ce traité, les deux Cabardies furent déclarées indépendantes, et la Russie s'engagea à n'avoir point de flotte sur la mer d'Azof.

La Russie n'atteignit ainsi aucun des objets pour lesquels elle avait sacrifié tout sentiment d'honneur et de bonne foi. — Le mauvais succès de son agression sur Khiva lui ferma tous les pays situés à l'est de la mer Caspienne. La guerre que se firent les peuples de cette partie de l'Asie intercepta ses communications avec l'Inde, ce premier objet de son ambition. — La licence

effrénée de ses soldats, les vexations et la débauche de ses officiers, leur mépris pour les opinions religieuses des Persans, et, avant tout, la brutalité de leurs manières et de leurs habitudes, portèrent les habitans du Ghilan et du Salian à une résistance qui priva la Russie de tous les rapports commerciaux qu'elle s'était flattée de voir consolider par la possession d'un pays produisant l'article principalement convoité par elle. — La soie cessa d'être cultivée dans les districts qui jusqu'alors en avaient approvisionné les marchés russes, ou du moins elle s'offrit désormais en si petite quantité qu'elle ne satisfaisait nullement à la demande habituelle. — Cet article était devenu un monopole entre les mains des officiers russes, et le paysan ne voulut plus cultiver un produit qu'il était forcé de vendre à un prix arbitrairement fixé par l'acheteur. — Habités à regarder les paysans comme esclaves, les Russes paraissent être incapables d'apprendre à gouverner des hommes libres.

Des maladies épuisaient l'armée, obligée de

tirer ses vivres et ses munitions par le Wolga ,
et son entretien exigeait des frais immenses
qu'aucun avantage ne compensait.

La Russie n'était donc pas tentée de s'efforcer
à garder une position que toutes ses ressources
n'auraient peut-être pas pu maintenir contre la
puissance de Nadir.

Même les forces maritimes de la Russie sur
la mer Caspienne se trouvaient alors inférieures
à celles de la Perse. MM. *Elton* ¹ et *Woodrow*,
en abandonnant d'une manière peu honorable
pour eux la compagnie de commerce qui les em-
ployait, pour entrer au service de Nadir, con-
struisirent et armèrent sur les côtes persanes

¹ M. Elton, homme habile et entreprenant, mais d'un ca-
ractère léger, et sans principes, était un des agens de la com-
pagnie anglaise formée dans le but de faire le commerce
d'Orient à travers la Russie. — L'impératrice Elisabeth avait
accordé à cette compagnie des privilèges spéciaux qu'elle
perdit par suite de la jalousie des Russes, et de la mauvaise
conduite de M. Elton. — M. Jonas Hanway a publié un récit
circonstancié à ce sujet; il était l'agent principal de la compa-
gnie en Perse, et l'un des voyageurs les plus intelligens qui
aient visité ce pays.

(30.)

une flotte qui se rendit maîtresse de la mer Caspienne, et força les Russes à baisser leur pavillon devant elle. C'est ainsi que les projets de la Russie furent abandonnés pour un moment du côté de la Perse, et remis à un avenir plus favorable.

CHAPITRE II.

Relations des Russes avec les Tscherkesses (Circassiens), les Nogais et les Kalmouks. — Conversion des Ossétiens au christianisme. — Situation de la Géorgie, et premiers rapports de ce pays avec la Russie. — Guerre entre la Russie et la Turquie, terminée par le traité de Kutschuk Kaynardgi. — Progrès de la première de ces puissances du côté du Caucase. — Ses intrigues en Perse.

LA nécessité de s'occuper presque exclusivement des affaires intérieures et des soins du gouvernement, imposée aux successeurs de Pierre I^{er} par le peu de fixité des droits en vertu desquels ils tenaient leur couronne; le désir de maintenir l'influence en Europe et les relations avec ses principaux états, que l'habileté de Pierre avait fondées; les révolutions qui à peu d'années de distance placèrent sur le trône de Russie des souverains issus de différentes familles: toutes ces causes réunies réprimèrent pendant un certain temps l'ardeur des Russes pour les conquêtes

orientales, et arrêterent l'impulsion qui leur avait été donnée dans cette direction par le fondateur de leur grandeur. Le règne d'Élisabeth, si remarquable par des succès belliqueux contre la Prusse, se distingue par la négligence qui fit abandonner les affaires d'Orient.

Les steppes ou grandes plaines situées entre les populations sédentaires de la Russie méridionales, et la chaîne du Caucase, sont habitées par beaucoup de tribus nomades, qui, sans se reconnaître sujets d'aucun gouvernement établi, se voyaient néanmoins obligés d'accepter la *protection* nominale, soit de la Russie, soit de la Turquie, selon que l'un de ces deux états prédominait. Les Tscherkesses (Circassiens) se distinguent le plus parmi ces peuplades, et quoique d'origine Caucasienne, semblent, dans des temps plus reculés, s'être étendus jusqu'à l'Ukraine et à la Crimée. Il y a même lieu de croire que les Cosaques de ces contrées et une grande partie de ceux du Don tiennent des Circassiens leur origine et leurs mœurs. Le caractère distinctif de la république des Zaporogues, habitant les

rives du Dnieper, est identique avec ce que nous connaissons du caractère d'une partie considérable des Tcherkesses du Caucase, et ce fait est trop remarquable pour pouvoir être envisagé comme une coïncidence fortuite. Un grand nombre des premières familles en Turquie et en Perse sont fières de se reconnaître issues du sang Circassien, et une partie des Mamelouks gouverneurs de l'Égypte, aussi bien que des fonctionnaires mahométans des pays voisins, étaient aussi des Tcherkesses *.

Depuis que la Russie se mit en contact avec ce peuple, nous le voyons déjà comprimé dans un cercle circonscrit, et acculé à la basse chaîne du Caucase occidental et au pays qui de là s'étend aux rives du Térék et du Kouban; cependant il conserva une réelle indépendance qu'il conserve encore aujourd'hui, en ne prêtant hom-

* C'était une erreur fort répandue, que les Mamelouks et les autres esclaves chrétiens employés en Turquie et en Égypte étaient tous Circassiens. Le fait est que cette tribu se trouvant la plus renommée, on vendait sous le nom de Circassiens tous les esclaves venant de la Géorgie ou du Caucase.

mage que pour la forme aux khans de la Crimée.

On voit mêlés parmi les Tcherkesses, quoique souvent sous la forme de communautés à part, les Nogais et les Kalmouks, d'origine et de physiologie mongolienne. Ces peuples ont émigré de l'Orient à l'époque où les bords méridionaux du Volga n'appartenaient pas encore à la Russie, et où les principautés mongoliennes de Kazan et d'Astracan avaient une existence séparée.

La communauté de religion, de mœurs et peut-être d'origine, rapprocha les Nogais des souverains tartares de la Crimée, et c'est ainsi, aussi bien que par l'influence directe et politique du sultan, qu'ils se mirent naturellement en rapport avec la Turquie. Les Kalmouks d'autre part, originaires sujets de la Chine et sectateurs du Dalai Lama, conservèrent leurs relations avec le Thibet, d'où ils recevaient de temps en temps leurs instructeurs religieux.

Placés dans le voisinage d'une nation aussi puissante que la Russie l'était devenue, et habitant un pays qui ne présentait aucune barrière

naturelle, aucune frontière, si ce n'est une ligne imaginaire, où le cours des fleuves facilite en quelque sorte le torrent des conquêtes, sans que des montagnes puissent arrêter leurs progrès, il n'est pas étonnant que tous ces peuples aient dû bientôt ressentir l'influence de la Russie. La cour de Saint-Pétersbourg, en prenant part aux dissensions intestines et domestiques si communes chez des peuples pasteurs, en protégeant le faible contre le fort, le candidat moins heureux contre celui qui avait plus de chances de supériorité dans sa tribu, établit parmi eux graduellement son autorité, autorité sanctionnée de plus en plus par les engagements que prenaient vis-à-vis d'elle les rivaux en réclamant son assistance, autorité trop puissante pour qu'on ait pu lui résister, et à laquelle on ne pouvait échapper que par une émigration vers des pays lointains. Or c'est là une ressource ruineuse en général, même pour des peuples nomades. Les partis plus faibles se soumettaient donc à la protection de la Russie et devenaient plus forts par son appui, mais ils ne reconnaissaient que trop tard avoir

ainsi forgé des chaînes pour eux-mêmes ; et quoique toutes ces tribus aient fait en différentes occasions des tentatives courageuses et même héroïques pour secouer le joug qu'elles s'étaient involontairement imposé, la puissance à laquelle elles avaient affaire était trop forte , trop vigilante, trop perfide et trop opiniâtre, pour qu'elles aient pu échapper à sa domination. Les Circassiens seuls, trouvant appui dans les montagnes qui dominent et entrecourent leur territoire, ont résisté avec succès aux efforts qu'on faisait pour les subjuguier, et jurant fidélité, tantôt à la Russie, tantôt à la Turquie, ont su conserver une sauvage indépendance.

Les Nogais se divisèrent : une partie resta et se soumit ; d'autres en petit nombre s'unirent aux Circassiens. Une forte tribu abandonna ses foyers et chercha refuge sur le territoire des khans de la Crimée. Le joug russe devint insupportable pour tous ces peuples, et les Circassiens de la Cabardie, qui avaient embrassé le christianisme, l'abandonnèrent par la suite pour n'avoir rien de commun avec les Russes, et devinrent

mahométans dans l'espoir d'une assistance plus efficace de la part de la Turquie. Plus tard, en 1771, on vit les Kalmouks, ne pouvant plus supporter l'oppression et les avanies qu'on leur faisait subir, prendre la résolution étonnante de retourner jusqu'en Chine, d'où ils avaient originellement émigré, et présenter le spectacle extraordinaire d'un demi-million d'hommes fuyant la tyrannie d'un gouvernement européen et se frayant un passage à travers des tribus hostiles, pour venir du fond de la Russie chercher la paix et la sécurité sous le régime plus doux et plus paternel du céleste empire ¹.

Des prêtres zélés proposèrent en 1742 au gouvernement russe de convertir au christianisme la

¹ Les Chinois refusèrent de livrer les fugitifs, et répondirent avec dérision à la demande de l'impératrice Catherine à ce sujet. La pensée intime du gouvernement chinois se trahit dans sa réponse à l'ambassadeur russe, qui insistait sur le renouvellement d'un traité de commerce entre les deux états. « Que votre souveraine, lui dit-on, apprenne à respecter les anciens traités, et nous aurons assez de temps pour songer à en faire de nouveaux. »

tribu Caucasienne des *Ossétiens* ou *Ossétiniens*, et comme si la piété russe avait besoin d'un stimulant plus actif, on observa à ce sujet que cette tribu possédait beaucoup d'or et d'argent, et n'avait encore aucun maître. Des missionnaires y furent envoyés en 1745, et quelque faibles qu'eussent été leurs succès en fait de conversions, ils parvinrent néanmoins à disposer une grande partie de la tribu à se soumettre à la Russie. Cette liaison avec les Ossétiens facilita aux Russes des relations avec la Géorgie, qui jusque là avaient été peu sûres et peu régulières, et leur fraya une route pour subjuguier définitivement cette partie de l'empire persan.

La Géorgie avait été depuis plusieurs générations soumise à la couronne de Perse. Une garnison persane occupait la citadelle de Tiflis depuis plus de cent ans. Le Wally ou vice-roi recevait son investiture à Ispahan, et comme il était de la politique persane de maintenir la vice-royauté dans l'ancienne famille qui la possédait depuis long-temps, l'héritier présomptif de cette dignité était toujours placé à la cour du shah,

où, traité avec distinction et quelquefois employé dans des postes de confiance, il servait d'otage pour la fidélité de son père, s'habitua en même temps aux mœurs persanes, prenait du goût pour les plaisirs de la cour, et apprenait à respecter la faveur du souverain.

Le wally de Géorgie qui se soumit à la Porte quand la Perse se trouva trop faible pour le défendre, revint à ses premiers sermens dès que les succès de Nadir l'eurent mis à même de renouveler avec sécurité ses rapports avec le shah. Héraclius, fils et héritier présomptif de Tamaras, vice-roi de Géorgie, sous Nadir, accompagna ce conquérant dans son expédition de l'Inde, où il lui rendit même des services militaires importants. Voulant récompenser un guerrier aussi distingué, et désirant peut-être diviser et affaiblir le pouvoir de ses vassaux, Nadir créa en Géorgie deux vices-royautés et en donna une à Héraclius, en laissant l'autre à son père.

Après la mort de Nadir, la Perse fut pendant nombre d'années en proie à des factions qui s'entre-déchiraient entre elles; aussi les wallys de

Géorgie, fatigués par les irruptions fréquentes des *Lesguis* et autres montagnards, qu'ils ne pouvaient réprimer, invoquèrent simultanément en 1752 l'assistance de la Russie, assistance qui leur fut sinon donnée, au moins promise. On peut considérer cet incident comme le premier pas vers la séparation de la Géorgie de la Perse; car c'est depuis ce temps que la Russie a doublé d'activité pour établir des relations intimes avec cette province persane.

Environ huit ans plus tard, Héraclius chassa son père de sa vice-royauté (1760), et la réunit à la sienne. Il fut bientôt après requis par la Russie de coopérer avec le général Todleben, qui traversait le Caucase pour envahir la Turquie du côté de l'Imérétie. Le wally le joignit avec des forces considérables, mais il ne rompit pas encore alors ouvertement avec la Perse, et ne contracta aucun engagement formel avec le gouvernement russe. Celui-ci cependant manifesta son intention de s'allier avec la Géorgie, et Héraclius, encouragé par la Russie, profita des troubles intérieurs qui absorbaient les forces de *Kerim-*

Khan, pour préparer les moyens de se dégager avec sécurité de la dépendance persane par une relation plus intime avec la cour de Saint-Pétersbourg.

L'impératrice Catherine était activement intervenue dans les affaires de Pologne, et avait placé son favori sur le trône de ce pays. Elle avait augmenté l'armée qui occupait ce royaume, et les intrigues de ses agens y soufflaient la discorde parmi les nobles factieux, qui, assistés par les troupes russes, commettaient avec impunité les actes les plus injustifiables. L'ambition de Catherine ne pouvait plus se déguiser, et la Porte, alarmée de l'ascendant que la Russie exerçait par ses intrigues et ses violences sur ce malheureux pays, et prévoyant dans la chute de la Pologne un grand danger pour elle-même, et une violation manifeste des traités existans, demanda enfin que les troupes Russes évacuassent ce pays, et que des réparations fussent accordées pour certaines agressions commises sur les frontières, agressions que l'impératrice, de son côté, désavouait. La première des deux demandes de la Porte, après beau-

coup de promesses et de déclarations évasives, ayant été définitivement refusée, le sultan se décida à déclarer la guerre à la Russie (1769).

Dans les campagnes qui suivirent, la Russie déploya une énergie et des forces auxquelles ne s'attendaient pas même ceux qui avaient vu ses efforts précédens, et qui savaient déjà apprécier le caractère de l'impératrice. Sa flotte de la mer Blanche et de la mer Baltique parut dans la Méditerranée, et, dirigée par des officiers anglais, détruisit la marine turque, alluma la guerre civile en Grèce, en Égypte, en Syrie, et y joua presque toutes les scènes du drame dont nous venons de voir aussi de nos jours les effets si tragiques.

Cette guerre, si désastreuse pour les Turcs, se termina par le traité de Kutschuk-Kaynardgi (1774), qui assura à la Russie la libre navigation de la mer Noire et de toutes les mers ottomanes, y compris le passage des Dardanelles, à la seule condition de n'avoir jamais plus d'un vaisseau de guerre dans les eaux de Constantinople. Le même traité donna à la Russie Azof, si

long-temps convoité, Taganrog, Kertch et Kimburn, avança ses frontières jusqu'au Bog, et lui prépara les voies pour la conquête de la Crimée, et en établissant pour le moment son indépendance, lui valut enfin la souveraineté sur les deux Cabardies.

Ces avantages, bien que considérables, n'étaient pas encore ce que la Russie avait espéré de recueillir, ou ce que ses succès lui paraissaient promettre ; mais beaucoup de circonstances s'étaient alors réunies pour lui rendre la paix indispensable. Ses finances se trouvaient en désordre, la peste ravageait ses provinces, ses camps et ses flottes ; l'émigration des Kalmoûks avait laissé désert un pays vaste, jadis florissant ; la famine vint à se déclarer dans plusieurs de ses provinces, et surtout un tel esprit de révolte s'y manifesta, que l'existence même de l'empire se trouva un moment en péril. Kasan, Astracan et Orenbourg s'étaient insurgés ; les prêtres et les fanatiques russes favorisaient le mouvement ; et le sentiment général de mécontentement parmi les classes inférieures, que les levées fréquentes

de recrues pour l'armée de Turquie ne faisaient qu'aggraver, inspira de justes craintes que les succès du rebelle imposteur Pugatcheff¹ ne concentrassent contre le gouvernement tous ces élémens formidables. Ce ne fut donc pas la modération qui mit des bornes aux exigences de la Russie, c'était le simple résultat de sa mauvaise position : aussi, dès qu'elle eut mis un terme à ses embarras intérieurs, elle chercha même sans prétexte à se saisir, au risque d'une nouvelle guerre, de tous les avantages qu'elle semblait avoir abandonnés.

L'échec qu'avait reçu la Turquie, la destruction de la puissance des khans de la Crimée et l'ascendant que gagna la Russie sur toute cette frontière, étouffèrent tout espoir de résistance chez les tribus du Térék, du Kouban, des Cabardies et du Caucase. La Russie, épiant toujours

¹ Le Cosaque Pugatcheff, excité par le clergé, et profitant de sa ressemblance avec Pierre III, se fit passer pour ce monarque, leva l'étendard de la révolte, défit les troupes impériales dans plusieurs rencontres, menaça Moscou, et fit trembler l'impératrice.

l'occasion d'étendre ses frontières et son pouvoir, saisit le moment de leur découragement pour se fortifier dans ce pays, et deux ans après la guerre (1776), elle y érigea une trentaine de forts, qui formèrent une ligne depuis la mer Noire jusqu'à la mer Caspienne. Cette ligne, et le nombre considérable de troupes qui l'occupaient, tinrent en échec les hostilités des Caucasiens. Les fréquentes révoltes des tribus, sans en excepter celles qui s'étaient soumises, ou qui avaient reconnu la protection de la Russie, tout en attestant la défectuosité du système russe, servaient de prétexte pour le renforcer et le soutenir de plus en plus avec rigueur.

Une expédition pacifique fut envoyée dans le Caucase, en 1781, pour se mettre en relation avec les montagnards, explorer les routes, dresser des cartes, et préparer les voies à des succès ultérieurs vers le sud. — Un traité d'alliance et de protection avec cette partie des Ossétiens qui ne s'étaient pas encore soumis à la Russie ouvrit plus efficacement les passages qui condui-

sent à la Géorgie, et les conséquences de ces communications, rendues plus faciles, se firent bientôt apercevoir. On pressa les princes chrétiens de la Géorgie, de l'Imérétie et de la Mingrélie, séduits déjà par les flatteries, les présents et les promesses de la Russie, de renoncer à leur ancienne dépendance de la Perse et de la Turquie, et de chercher sécurité et abri sous la souveraine protection de l'impératrice chrétienne. — Les chefs des principautés moins considérables, et qui reconnaissaient la suprématie du sultan, furent également engagés ou contraints à se soumettre. — On fit entendre même au shah de la Perse qu'il ne serait solidement assis sur son trône à moins de former une alliance avec la Russie, et on organisa une expédition sur la Caspienne, pour s'emparer par force ou par stratagème d'une position sur les côtes méridionales ou occidentales de cette mer¹.

¹ La Russie jalousait si fort les Persans d'avoir des vaisseaux

« L'escadre qu'entretenait Catherine sur la mer Caspienne, dit un auteur qui a eu d'excellentes sources d'information, était construite de chênes de Kasan, et composée de trois frégates, cinq corvettes et une chaloupe bombardière. Ces vaisseaux parcouraient sans cesse les côtes de la Perse, et brûlaient tous les bâtimens, même le bois de construction qu'ils rencontraient. Leurs commandans avaient en outre l'ordre positif de semer la division entre les khans, et de soutenir toujours le plus faible contre le plus fort. Cette méthode était précieuse pour l'impératrice. Elle lui avait trop bien réussi en Pologne et dans la Crimée pour qu'elle s'en écartât en faveur des Persans.

« En 1781, cette princesse résolut d'exécuter le projet formé par Pierre I^{er} contre la Perse. Elle voulut étendre sa domination sur la côte occidentale de la mer Caspienne. Les dissen-

sur la mer Caspienne, que dès qu'elle eut appris que le gouverneur du Ghilan avait construit, en 1774, trois bâtimens à *Ameli*, elle prohiba immédiatement toute exportation de matériaux de construction maritime pour la Perse.

sions qui continuaient à désoler ces belles contrées semblaient favoriser son ambition. Mais elle rencontra des obstacles auxquels elle ne s'attendait pas.

« Le plus puissant des tyrans de la Perse était alors le khan Aga Mahmed.....

« Après la mort de Thamas Kouli Khan, la mère d'Aga Mahmed se remaria, et eut plusieurs autres enfans qui furent les plus grands ennemis de leur frère. L'un d'entre eux, Murtuza Kouli Khan ¹, croyant tirer de puissans secours de la Russie, se montra servilement dévoué à cette puissance, qui le soutint en le méprisant. Mais malgré Murtuza, malgré Moulfat, fils du dernier régent Kerim Khan, enfin malgré tous ses rivaux, Aga Mahmed sut se rendre maître du Ghilan, du Mazanderan, du Shirvan et de plusieurs autres provinces.

¹ La Russie, après s'être efforcée en vain de soutenir en Perse son protégé Murtuza Kouli Khan, donna des ordres au commandant de sa flotte dans la mer Caspienne de lui faciliter sa fuite en Russie : on le conduisit donc par conséquent à Astracan, pour s'en servir plus tard quand l'occasion se présenterait.

« L'impératrice donna ordre au comte Woïnowitsch ¹, commandant de son escadre sur la mer Caspienne, d'employer tous les moyens possibles pour former quelques établissemens sur les côtes de la Perse. Woïnowitsch partit avec des troupes et des munitions, et se rendit à Astrabad, le meilleur port du Mazanderan, qui est l'ancien pays de Mardes. Aga Mahmed résidait alors à Ferabad. Woïnowitsch lui fit demander la permission d'établir un comptoir sur la côte. Le khan, qui ne se croyait peut-être pas en état de chasser les Russes à main armée, ou qui aimait mieux employer la ruse contre eux que de les combattre, feignit d'accéder aux demandes de Woïnowitsch.

« Alors les Russes s'empressèrent de bâtir une forteresse, et y mirent dix-huit canons. Aga Mahmed l'apprit, et, toujours dissimulé, ne

¹ Le comte Woïnowitsch était Esclavon de naissance. Sept ans après son expédition en Perse, il servit sur la mer Noire en qualité de contre-amiral; mais n'ayant pas attaqué les Turcs, comme il paraît pu, il déplut à Potemkin, qui lui fit quitter l'uniforme russe, et le chassa honteusement.

tarda pas à s'en venger. Il vint voir la forteresse, on admira la construction, vanta l'activité des Russes, et s'invita lui-même à dîner avec sa suite à bord de la frégate de Woïnowitsch.

« Après avoir passé cette journée fort gaîment, et témoigné beaucoup d'amitié aux Russes, le khan les engagea à venir dîner à leur tour dans une maison de plaisance qu'il avait dans les montagnes. Ils s'y rendirent le lendemain; mais ils ne furent pas plutôt arrivés, qu'Aga Mahmed les fit charger de fers. Il menaça en même temps Woïnowitsch de lui faire trancher la tête, ainsi qu'à tous ses officiers, si la forteresse n'était rasée sur-le-champ.

« Woïnowitsch, qui vit bien que la résistance serait inutile, envoya ordre au commandant de la forteresse de la faire abattre. Le capitaine russe Nikita Baschkakoff, qui porta cet ordre au commandant, fut conduit entre deux cavaliers persans, et fouetté tout le long du chemin. Les canons furent rembarqués, et la muraille abattue. Aga Mahmed fit alors venir les officiers

russes ; et, non content de les accabler d'injures et de mépris, il livra les plus jeunes à ses esclaves.

« La cour de Pétersbourg ne se vengea de cette injure qu'en continuant à fomenter les dissensions de la Perse. Elle suscita à Aga Mahmed un rival qui devint bientôt le plus redoutable de ses ennemis, et lui enleva la province de Ghilan. Ce vainqueur, qui se nommait Ghedahed Khan ¹, profitant des armes et des munitions que lui faisaient secrètement passer les Russes, semblait devoir dépouiller Aga Mahmed de toute sa puissance. Mais ce dernier parvint à corrompre l'agent russe Tomanoffsky et le colonel Skilitch, qui l'un et l'autre résidaient à Zinzili ². Ils trahirent Ghedahed Khan, et le livrèrent à Aga Mahmed, qui lui fit trancher la tête, et redevint tranquille possesseur du Ghilan.

« Cependant les Russes affectaient hautement de ne point prendre part à ces querelles. Quelque

¹ Hadayut Khan.

² Anzeli.

temps après la mort de Ghedahed Khan ¹, Potemkin chargea un de ses officiers d'aller complimenter Aga Mahmed, qui était alors à Riatsch ², capitale du Ghilan. Il lui recommanda en même temps d'étudier le caractère du khan, et de seconder ses intentions à l'égard de la Russie. L'officier se rendit à Riatsch, et obtint facilement audience d'Aga Mahmed; mais en s'entretenant avec lui, il lui trouva un air sombre et pensif qui lui fit soupçonner quelque sinistre dessein. Alors il lui observa adroitement que, quoiqu'il fût au service des Russes, il était né Anglais, et que sa nation était très attachée aux Persans, avec lesquels elle faisait un grand commerce dans le golfe de Bassora. Aussitôt le

¹ C'est une erreur. Hadayut Khan, après avoir embarqué ses richesses et une grande quantité de bijoux (dont il possédait plus que le shah régnant lui-même) à bord d'un bâtiment de guerre russe, avec le dessein de se retirer en Russie, s'était mis dans une barque et allait aborder le vaisseau, lorsqu'il fut, à ce qu'on prétend, tué par un coup de fusil tiré du rivage. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'arriva point en Russie.

² Resht.

khan prit une mine riante, parla à l'envoyé d'un ton très doux, et le congédia avec des présens ¹.

« Ces témoignages réciproques d'une fausse bienveillance furent suivis d'une prompte agression. Murtuza Kouli Khan, soutenu par les Russes, tenta de faire une nouvelle invasion dans le Ghilan ², mais il fut repoussé par le khan Soliman, qui y commandait en l'absence d'Aga Mahmed, et ce dernier ne tarda pas à subjuguier la Perse entière et la Géorgie ³. »

¹ Nous tenons ces détails de la bouche de l'officier dont il s'agit.

² En 1788.

³ Depuis, les Russes se sont rendus maîtres de la Géorgie et de la Circassie.

CHAPITRE III.

La Russie conquiert la Crimée au milieu de la paix. — Héraclius , roi de la Géorgie , et Salomon , princes de l'Imé-
rie , se reconnaissent vassaux de l'impératrice Catherine.
— Guerre de Catherine et de Joseph II contre les Turcs.
— Intervention des autres puissances. — Paix de Jassy.
— Projet d'une invasion aux Indes. — La Russie com-
mence toujours par exercer son protectorat sur les peuples
qu'elle prétend subjuguier.

AYANT entraîné l'Autriche et la Prusse dans
ses projets contre la Pologne et étant parvenue à
éveiller chez l'empereur l'espérance d'un agran-
dissement territorial aux dépens de la Turquie,
la Russie pouvait compter sur son appui contre
l'unique puissance qui semblait apprécier au
juste les conséquences du démembrement du
royaume des Sarmates. La paix de Frederiksham
et l'engagement particulier par lequel le roi de
Suède s'était obligé à rester neutre , en cas d'une
guerre entre la Russie et la Porte , délivraient
Catherine de toute crainte du côté du Nord.

Trois années de paix rendirent à son empire la tranquillité, un favorable état sanitaire et l'abondance. Elle se prépara à tirer tous les avantages possibles de la supériorité de sa position et à se dédommager de la modération forcée que les circonstances lui avaient imposée à la fin de la dernière guerre.

La Crimée avait été déclarée indépendante, mais la Russie s'arrogea la protection de la souveraineté qu'elle y avait créée ou du moins renouvelée; et en entourant le khan de ses créatures, elle exerçait une domination réelle sur le pays.

Les chefs de second rang et le peuple s'attachaient d'autant plus à l'alliance avec la Turquie, qu'ils apprenaient de plus près à connaître les Russes. Mais l'impératrice, ne se contentant pas de la tutelle indirecte qu'elle exerçait en Crimée, résolut de s'en emparer. Poursuivant le même système qui lui avait si bien réussi en Pologne, elle y fomentait des dissensions intestines, et profitant de l'expérience faite sur le malheureux royaume que nous venons de men-

tionner, elle déclara le trône de la Crimée électif ¹.

Comme on ne pouvait espérer que la Turquie supporterait tranquillement une usurpation qui la menaçait de tant de maux, la Russie se préparait à une lutte inévitable, et ses préparatifs se faisaient sur une échelle proportionnée aux avantages qu'elle convoitait. Les armemens de l'empereur d'Allemagne étaient également formidables. La promptitude avec laquelle il était entré dans les projets de la Russie, la franchise des vues ambitieuses de Catherine sur Constantinople, le soin avec lequel, dans tous les manifestes publiés à l'occasion de la guerre précédente, on proclamait la Turquie l'ennemi commun de la chrétienté, sont autant de raisons puissantes pour croire qu'on se proposait déjà alors de ren-

¹ La souveraineté chez ces Tartares avait été élective à une époque reculée de leur histoire, mais avait cessé de l'être depuis plusieurs générations, et la Porte nommait le khan dans la famille des Geray. Un trône électif était donc pour le peuple de ce pays une institution aussi nouvelle que si elle n'y eût jamais existé.

verser tout-à-fait l'empire ottoman en Europe, et de s'en partager les dépouilles.

Potemkin couvrit avec ses troupes la ligne du Caucase ; Souworoff conduisit une armée vers le Kouban et envahit tout ce pays ; les frontières sud-ouest de la Russie regorgeaient de soldats, tandis que les rives du Danube étaient couvertes des armées de l'empereur, et le fleuve lui-même de ses embarcations. L'impératrice cependant semblait encore chercher un prétexte pour occuper la Crimée. Une révolution y éclata ; le khan expulsé chercha refuge et protection en Russie ; toutefois, la guerre civile ne s'y étant pas encore allumée, on eut recours à un nouvel expédient. On convoqua les Tartares pour l'élection d'un souverain. L'usurpateur se désista de ses prétentions, et le peuple assemblé élut, à l'unanimité, Shahin Geray à sa place. Mais ce n'était pas la tranquillité de la Crimée, c'était sa possession qui formait le vœu de la Russie : craignant donc une opposition nationale, elle chercha et trouva enfin le prétexte pour occuper le pays sans opposition. Un pacha turc s'était emparé de l'île

de Taman sur la rive opposée du bosphore Cimmérien, les Russes parvinrent à persuader Shahin Geray de demander son évacuation. Le fier Turc fit mettre à mort le messenger de Geray, et la Russie jeta les hauts cris pour demander vengeance. Poussé à bout par cette insulte barbare, le khan accéda à la proposition de ses amis et leur confia le soin de punir le pacha. Une armée Russe entra en Crimée sous prétexte de déloger les Ottomans de l'île opposée ; mais ayant pénétré jusqu'aux bords de la mer, elle se retourna subitement, occupa toute la péninsule, s'empara par trahison ou par force de toutes les places fortes, et força à la pointe des baïonnettes les imans et le peuple de prêter serment de fidélité à l'impératrice. Comme malgré les promesses spécieuses de divers avantages, les Tartares se préparaient à résister, le feld-maréchal Potemkin, informé de leurs projets, ordonna de mettre à mort les personnages marquans les plus compromis. Le premier officier qui reçut cette mission se refusa à l'exécuter ; mais le général Paul Potemkin, cousin du feld-maréchal, fut

un instrument plus docile, et « trente mille Tares des deux sexes et de tout âge furent massacrés de sang-froid. » C'est ainsi, qu'au milieu de la paix, la Russie fit l'acquisition de la Crimée. Le Khan reçut pour prix de son royaume une pension et des terres en Russie, et se retira à Moscou¹.

Sur ces entrefaites, des négociations avec la Géorgie, l'Imérétie et la Mingrélie, avaient été rapidement poussées vers un heureux dénou-

¹ Le sort de Shahin Geray a été tragique. Fatigué et dégoûté de sa résidence en Russie, se méprisant soi-même, il reçut de l'impératrice, à qui il venait quelquefois des vellétés de le traiter avec égards, une décoration russe. — Il déclara que comme musulman il ne pouvait la porter. On y changea la croix en croissant. — Il refusa de porter ce qui n'était plus une décoration, mais une habiole attachée à un ruban. — Enfin il reçut la permission de quitter la Russie, où il languissait en dernier lieu dans une obscure pauvreté. — Il se rendit en Turquie, — Après avoir demeuré quelque temps en Moldavie, désespéré et malheureux, il se rendit à Constantinople; on lui enjoignit de se retirer à Rhodes. Là, il fut étranglé dans la maison du consul français, où il chercha asile; était-ce par ordre de la Porte ou par le mouvement spontané d'une populace fanatique? Cette circonstance n'a jamais été éclaircie.

ment. Héraclius fut induit à envoyer une ambassade en Russie et à conclure un traité à Géorgiewsk ¹, sur la ligne du Caucase, par lequel il reconnaissait la suprématie russe, en son nom et en celui de ses héritiers, et la Russie s'engageait de protéger non seulement ses possessions actuelles, *mais même toutes celles qu'il pourrait acquérir plus tard*, et garantissait la royauté à lui et à ses descendans à jamais ². Une couronne faite pour la circonstance fut remise avec solennité entre les mains du représentant de l'impératrice, et offerte par lui, au nom de sa souveraine, à celui qu'elle créait en même temps roi et vassal de son empire.

Salomon, prince de l'Imérétié, se montra d'abord plus intraitable et prétendait n'avoir besoin d'autre protection que de celle de son sabre. Des présens magnifiques, une couronne faite à Saint-Pétersbourg et des promesses impériales,

¹ Le 24 juillet 1783.

² Nous aurons lieu de montrer de quelle manière cette garantie a été remplie.

le séduisirent enfin ; infidèle à la Turquie , il prêta hommage à l'impératrice.

Irritée et alarmée par les usurpations de la Russie et par l'accumulation de ses troupes sur toute la frontière, la Turquie n'avait cependant pas les moyens de venger les infractions faites au traité de Kaynardgi. Elle faisait des préparatifs de guerre, mais se décida à négocier, et conclut, sous la médiation de la France, une convention signée à Constantinople (1784), par laquelle la souveraineté de la Russie sur la Crimée, l'île de Taman et une grande partie du Kouban , se trouva reconnue. Tous ces pays se trouvaient déjà occupés et conquis par les troupes de l'impératrice, qui y étaient entrées sans aucune provocation. Dans le manifeste¹ que l'impératrice publia en incorporant la Crimée à son empire, on donne pour principaux motifs de cette mesure le désir de préserver la tranquillité du pays et d'y améliorer le sort du peuple, ainsi que le droit de profiter d'un pouvoir dont on n'a pas

¹ Daté de Saint-Petersbourg, le 8 avril 1783.

usé à la fin de la dernière guerre pour garder une conquête qui servirait à indemniser les frais de la guerre qu'elle a coûté.

Ces démêlés avec la Porte étaient à peine aplanis à l'amiable, que l'impératrice tourna de nouveau son attention vers la Géorgie. Appréhendant à sa juste valeur l'importance du résultat d'avoir franchi une barrière par des négociations, qu'elle aurait vainement voulu entamer par les armes, elle s'empressa d'y frayer un passage pour ses troupes vers les nouvelles acquisitions au-delà du Caucase. Le général Paul Potemkin porta à Tiflis (1785) la ratification du traité avec Héraclius, et reçut l'ordre de construire une route à travers les montagnes : cet ordre fut exécuté en peu de temps. Une pension de soixante mille roubles d'argent (environ 250,000 fr.) fut assignée au roi de Khartli, comme on l'appela, pour entretenir une armée et supporter les dépenses qu'il pourrait être appelé à faire *sous la direction du commandant russe.*

La Géorgie devint donc ainsi une dépendance de la Russie, et celle-ci la reçut en vasselage sans

aucun égard pour les engagements des wallys envers les rois de Perse, leurs souverains.

La politique de la Russie se montre clairement dans son engagement de protéger toutes les acquisitions territoriales futures du wally géorgien et dans les instructions données au feld-maréchal, prince Potemkin, et au général Goudowitsch, par lesquelles le premier est investi d'une autorité sans bornes pour accepter la soumission de tous les peuples qui désireraient devenir sujets de la Russie, et l'autre est informé que les khans de Bakou et de Derbend peuvent être admis à l'honneur de devenir vassaux de l'impératrice. Cependant ces deux pays, de même que la Géorgie, étaient des dépendances de la Perse, et leurs chefs ou gouverneurs n'avaient pas plus de droit de transférer leur hommage que n'en ont le hetman des Cosaques du Don ou le gouverneur d'Astrachan.

Il est impossible d'envisager sans étonnement l'étendue des vues et l'accroissement de l'ambition de la Russie, grandissant avec ses forces. — Occupée à partager les dépouilles

de la Pologne avec ses alliés, elle déchirait en même temps la Turquie pour son propre compte, et avouait déjà alors ses desseins de posséder une troisième capitale sur le Bosphore. Pendant qu'elle subjuguait les peuplades du Caucase, elle s'emparait en même temps des royaumes situés au-delà, et cherchait de nouvelles conquêtes sur les rives les plus lointaines de la mer Caspienne. — Elle avait ajouté à son empire une immense étendue de terrain et un million et demi de sujets en Pologne; toute la petite Tartarie et la Crimée, l'île de Taman et le pays du Kouban, avec une population également nombreuse, les principautés de Géorgie, Imérétie, Mingrélie, et les défilés du Caucase qu'elle enclava dans ses territoires, lui assuraient une domination sans contrôle sur la mer Noire, et le passage des Dardanelles. Les rêves les plus ardents de conquêtes auraient pu déjà être assouvis, si l'ambition pouvait jamais être satisfaite. Mais la Pologne conservait encore quelques provinces; la Courlande n'était pas encore russe; la Suède gardait la Finlande; la

Turquie possédait encore des territoires bons à prendre; son esprit d'indépendance restait à humilier; la Perse enfin n'avait pas encore payé tout son tribut aux triomphes et aux conquêtes de la Russie.

Après trois ans de repos, la Russie était de nouveau sous les armes. Mais, pour le coup, ce fut la Turquie qui déclara la guerre la première. Le voyage triomphant de l'impératrice en Crimée, les mouvemens des troupes qui l'accompagnaient, les conférences avec le roi de Pologne, et surtout les communications secrètes avec l'empereur d'Allemagne, qui paraissaient avoir pour but l'expulsion des Turcs de l'Europe, l'occupation de leur territoire, et l'établissement d'un empire grec sous le grand-duc Constantin élevé ostensiblement pour cette destination : toutes ces circonstances, jointes à l'impression de l'ancienne politique russe, quoiqu'elles ne parussent pas emporter une infraction directe aux traités existans, et quoique alors il eût été impossible de prouver la réalité de leurs intentions présumables, semblèrent

cependant à la Porte menacer jusqu'à son existence. Les consuls et les agens de l'impératrice embauchaient les sujets de la Porte dans toutes ses dépendances; ils s'étaient liés avec les mécontents de la Valachie et de la Moldavie, et avaient même facilité la fuite d'un vaivode contumace de la première de ces provinces; ils avaient préparé les Grecs à la révolte, et promis aux Mamelouks d'Égypte de garantir à chacun d'eux leurs possessions sous le patronage de la Russie. Joseph II s'empressa de quitter Vienne pour rencontrer l'impératrice à Kher-son, et paraissait disposé à souscrire à tous ses projets.

La Porte en appela à tous les croyans pour leur demander du secours dans son danger actuel, et tous les musulmans coururent aux armes; la guerre n'avait pas encore été déclarée, lorsqu'on découvrit une correspondance entre le bey rebelle du Caire et l'ambassadeur russe : après quelques nouvelles négociations, les Turcs publièrent donc leur manifeste et commencèrent les hostilités.

L'usage que Catherine fit de ses premiers succès fut d'offrir l'Égypte à la France pour prix de sa coopération au démembrement de l'empire ottoman, que l'empereur Joseph était déjà convenu, comme on l'apprit plus tard, d'appuyer.

L'étendue des préparatifs de la Russie dans son impatiente anticipation des hostilités, qui ne tardèrent pas à répandre enfin la joie à Saint-Pétersbourg; le succès de ses efforts à représenter la guerre actuelle comme une croisade contre les ennemis de la chrétienté; l'indifférence avec laquelle l'Europe s'était soumise au partage de la Pologne; la célérité avec laquelle l'empereur offrit de seconder les projets de Catherine, et l'assistance effective que quatre-vingt mille Autrichiens étaient capables de prêter; les troubles fomentés par les agens de la Russie dans toutes les dépendances de la Turquie, l'ardeur enfin et la confiance dont ses armées étaient animées au début de la guerre : toutes ces circonstances semblaient justifier les plus brillantes espérances de Catherine.

Mais la jalousie des autres puissances euro-

péennes avait été éveillée. La Suède fit un traité avec la Turquie, et attaqua les Russes. La Grande-Bretagne, favorisant la Porte, jeta toute sorte d'obstacles dans les arrangemens de la marine russe; la France regarda l'alliance de l'Autriche et de la Russie avec crainte, et trembla pour son commerce du Levant; la Prusse garda d'abord un morne silence, puis fit entrer une armée en Pologne, où son influence avait augmenté de beaucoup; un grand armement naval fut équipé enfin en Angleterre, avec la destination pour la Baltique¹. Les Turcs, quoique souvent battus, ne perdaient pas courage. Enfin la Prusse conclut un traité avec la Porte, et la convention de Reichenbach avec l'empereur. L'Autriche quitta la partie; les provinces polonaises de la Russie se trouvaient menacées. La paix devint donc nécessaire à Catherine; mais trop fière pour la demander elle-même, elle obtint que les pré-

¹ C'est en apprenant cet armement que Catherine dit fièrement à l'ambassadeur d'Angleterre : « Puisque votre cour paraît vouloir me chasser de Saint-Pétersbourg, elle me permettra, j'espère, de me retirer à Constantinople. »

liminaires en fussent arrangés entre les coturs de Londres, de Berlin et de La Haye, par le ministre danois Bernstorf. Un traité définitif fut conclu à Yassy (1792), par lequel la Russie avança ses frontières jusqu'au Dniester et ouvrit de cette manière la mer Noire à ses provinces polonaises. La Porte lui garantissait les royaumes de Géorgie et les pays voisins, promettait de lui obtenir les mêmes avantages dans le Caucase, confirmait les anciens droits et privilèges des principales villes de la Valachie et de la Moldavie, et déclarait valables toutes les stipulations précédentes. C'est ainsi que la ferme attitude de l'Angleterre et de la Prusse, et leurs préparatifs de guerre, non seulement obligèrent l'Autriche à renoncer à ses projets sur la Turquie, mais encore forcèrent la Russie d'abandonner les fruits d'une lutte qui lui avait coûté deux cent mille hommes, et qui avait coûté la moitié de ce nombre à l'Autriche son alliée. Une appréciation plus juste de leur propre position et une connaissance plus exacte des affaires auraient engagé ces deux puissances à imposer à la Russie des ter-

mes assez rigoureux, pour qu'elle n'ait pu résister à leur détermination primitive de rétablir simplement l'état de choses stipulé par le traité de Kaynardgi¹. La Suède seule avait pris les armes en faveur de la Turquie; mais après quelques efforts, sa puissance se trouva paralysée par des troubles intérieurs, qui en divisant sa population attachèrent à la Russie une grande partie de sa noblesse la plus influente. Gustave se vit ainsi dans la nécessité d'abandonner la Turquie et de conclure une paix séparée avec l'impératrice, deux ans avant la fin de la guerre engagée par la Porte. L'opposition de la France céda à l'habileté de Potemkin. L'Espagne était revenue de ses alarmes de voir la Russie s'emparer d'une île dans la Méditerranée, et semblait regarder désormais avec indifférence son établissement sur le Bosphore, puisqu'elle ne fit rien pour le prévenir. En définitif, la Turquie ne dut son salut qu'à

¹ Cela aurait établi l'indépendance de la Crimée et du Kouban, et aurait privé la Russie de ses ports importants sur la mer Noire.

son propre courage dans l'adversité et à la détermination de l'Angleterre et de la Prusse d'intervenir en sa faveur. La lutte cessa dès que cette détermination fut connue.

C'est vers cette époque que l'idée de troubler la domination britannique aux Indes fut pour la première fois suggérée au cabinet de Saint-Pétersbourg, comme un coup à porter à la puissance agressive que la supériorité maritime de l'Angleterre lui permettait d'employer contre la Russie. Le prince de Nassau-Siegen présenta à Catherine le projet de faire marcher une armée, par Bokhara et Cachemire, dans le Bengale, afin de chasser les Anglais des Indes. Le plan de cette campagne avait été tracé par un Français; le premier pas devait consister en un manifeste déclarant l'intention de l'impératrice de rétablir le Grand Mogol sur son trône. On supposait qu'un tel début assurerait à la Russie la coopération des états intermédiaires, et attirerait sous ses drapeaux tous les esprits mécontents dans l'Indostan. Ce projet, quoique tourné en ridicule par Potemkin, fut favorablement accueilli par l'im-

pératrice, et la Russie ne l'a jamais perdu de vue depuis.

Catherine retira ses armées de la Turquie pour les employer en Pologne et effectuer le second partage de ce royaume. Il est absolument étranger à l'objet des présentes observations d'entrer dans les détails des événemens qui ont amené cette catastrophe et qui d'ailleurs sont suffisamment connus de tout le monde. Un exposé des intrigues qui eurent pour résultat la réunion de la Courlande à la Russie serait de même déplacé; et ses procédés subséquens en Turquie, l'acquisition de la Bessarabie en 1812, la convention d'Akerman, la part qu'elle a prise aux soulèvements et à la séparation définitive de la Grèce; celle qu'elle a eue dans les révolutions de la Serbie, de l'Égypte et de la Syrie; — son attitude en Moldavie, en Valachie et à l'embouchure du Danube; — l'occupation de Silistrie; — les traités d'Andrinople, d'Unkiar Skelessi et de Saint-Pétersbourg; — les circonstances enfin qui ont accompagné la dernière guerre et la première occupation: tout cela a été déjà si bien et si complètement éclairci,

qu'il serait impossible de pouvoir rien ajouter à la lumière jetée sur cette partie intéressante et importante de l'histoire moderne. Au surplus ; fort heureusement il n'est plus nécessaire d'arrêter l'attention sur un sujet qui , très sagement et avec justice , a occupé le public de préférence à toutes les autres questions de politique étrangère. Toutefois, afin de compléter l'esquisse historique que ces observations ont pour but de reproduire d'une manière suivie, il est à propos de désigner brièvement les traits les plus saillans des relations entre la Russie et la Turquie depuis le règne de Catherine.

Le but auquel la Russie a visé , par ses agressions répétées sur la Turquie et par les manœuvres beaucoup plus dangereuses auxquelles elle a eu recours dernièrement , a été de temps à autre avoué à la face de l'Europe en remontant jusqu'à la bataille de Pultava. Pierre s'était proposé de s'élever sur les ruines de la Turquie. Catherine persuada l'Autriche et convia la France à participer au démembrement de la Turquie et à l'établissement d'un empire grec à Constantinople , sous

son petit-fils, qui fut élevé et reçut même un nom en vue de ce résultat. Nicolas, plus réservé, demande seulement *le protectorat exclusif* sur la Turquie. L'Europe, qui n'a pas oublié que la Russie a été protectrice de la Pologne, — protectrice de la Courlande, — protectrice de la Géorgie, de l'Imérétie, de la Mingrèlle, des tribus circassiennes et caucasiennes, — aura droit de se demander quel nouveau motif d'offense la Turquie a pu donner à l'empereur, pour qu'il la menace de la condamnation fatale au protectorat russe.

CHAPITRE IV.

Campagne des Russes en Perse sous Valérien Zouboff. — Mort d'Héracius. — Un ukase de Paul I^{er} incorpore la Géorgie à l'empire. — Tsitsianoff, gouverneur général des provinces trans-caucasiennes. — Ses campagnes contre les Persans. — Le shah recherche l'alliance de Napoléon. — Mission du général Gardanne. — L'Angleterre triomphe de l'influence française en Perse. — Traité de Goulistan entre la Perse et la Russie.

IL est difficile d'imaginer des frontières plus fortes et mieux déterminées que celles qui séparent la Russie de la Perse. D'un côté la mer Noire, de l'autre la mer Caspienne, réunies par la chaîne imposante du Caucase, semblent avoir été destinées par la nature elle-même à servir de limites à une puissante nation et de barrière contre un grand pouvoir. Les vues qui engagèrent le gouvernement russe à chercher avec une si infatigable persévérance une position au-delà de ces frontières, à la poursuite desquelles

Pierre I^{er} n'hésita pas à encourir les frais et les hasards de sa formidable expédition d'Astrachan, et de braver tous les reproches que souleva la perfidie qui caractérisa ses procédés dans cette expédition comme dans celle de Khiva ; ces vues qui, plus tard, engagèrent Catherine à acheter la souveraineté de la Géorgie et de l'Imérétie, au prix de larges dotations faites à beaucoup de chefs, d'une pension considérable accordée à Héraclius et de frais d'entretien des troupes pour le protéger, et qui en définitif l'amènèrent à entreprendre, par les moyens les moins scrupuleux, de s'assurer d'une position militaire sur le rivage méridional de la mer Caspienne ; — ces vues qui, de la conservation et du perfectionnement d'une position une fois acquise dans le Caucase et au-delà, au risque même d'un sacrifice immense de sang et d'argent, ont fait une partie intégrante du système russe ; — ces vues devaient certes être dirigées vers quelque objet définitif, bien autrement important que la seule acquisition de quelques provinces qui ne sont jusqu'à ce moment que des appendices dispen-

dieux de l'empire. Ces acquisitions ne peuvent avoir de valeur qu'autant qu'elles offriraient des facilités pour arriver à quelque grande fin, capable, dans la conviction de la Russie, de la récompenser de tout ce qui a été prodigué pour l'obtenir. — Dans toute autre hypothèse, cette politique ne se laisserait pas comprendre; ces conquêtes d'ailleurs ne sont pas le résultat d'actes provenus de la part d'autorités qui auraient dépassé les limites de leurs pouvoirs, et elles n'ont pas eu lieu à la suite d'une position dont on n'aurait pu sortir autrement. Bien au contraire, chaque pas fait en avant a été l'effet d'un acte délibéré du gouvernement russe, le résultat mûri de préparatifs faits de longue main. Pendant une centaine d'années, les souverains de Russie ont constamment poursuivi, *per fas et nefas*, le même objet, changeant de moyens, mais ne perdant jamais de vue le but qu'ils se sont proposé.

Après la mort de Kerim Khan, roi de Perse, il y eut une contestation prolongée entre les nombreux compétiteurs au trône vacant; et ce n'est que lorsque Aga Mahmed Khan parvint à

trionpher de tous ses antagonistes, et abattit jusqu'au dernier espoir de la famille royale des Zund, par la défaite et la captivité du chevaleresque Loutf Ally Khan, qu'il trouva le temps de tourner son attention sur la Géorgie et d'y châtier la révolte d'un vassal.

En 1795, il rassembla une armée considérable à Téhéran, et se portant rapidement en Géorgie, y battit Héraclius, près de Tiflis, et fit son entrée dans cette ville, avant que le général Goudowitsch, qui commandait les troupes russes sur la ligne du Caucase, eût pu arriver assez à temps pour s'y opposer¹.

Le désir d'intimider les Géorgiens, en faisant un exemple effrayant de leur capitale, porta Mahmed Khan à la livrer au pillage de ses sol-

¹ Le gouvernement géorgien avait reçu l'avis de l'invasion persane assez à temps pour en donner connaissance aux Russes; mais le souverain comme le peuple de la Géorgie redoutaient tellement la présence de leurs protecteurs, qu'ils préféreraient encourir tous les hasards de la guerre sans leur assistance, que s'exposer aux maux certains qu'elle amènerait.

dat ; d'un autre côté, l'enthousiasme religieux qu'il avait excité dans son armée, et la férocité naturelle à ses troupes, les disposèrent à profiter largement de cette licence.

L'impératrice Catherine II, irritée de l'acte de vengeance exercé sur la Géorgie, parce qu'elle s'était mise sous la suzeraineté russe, déclara immédiatement la guerre à la Perse, et l'année suivante, au commencement de l'été, le comte Valérien Zouboff marcha, avec des forces imposantes, sur Derbend, s'empara de cette forteresse par un assaut, et reçut la soumission de Bakou, Kouba et Schirvan, dont il changea les gouverneurs. En automne, il renouvela ses opérations, passa l'hiver à Moghan, et s'était emparé d'Anzeli (le port de Ghilan), de Lankeeran, de Ganja et de l'île de Sarée, lorsque Paul monta sur le trône et rappela l'armée.

Pendant ce temps, Aga Mahmed Khan se trouvait occupé dans le Khorassan; sur la nouvelle des succès de Zouboff, il retourna avec célérité pour s'y opposer; mais avant qu'il eût

atteint le théâtre de la guerre, les Russes avaient déjà abandonné presque toutes leurs conquêtes¹.

Ibrahim Kouli Khan, chef de Karabaugh, avait réussi jusqu'alors à retenir dans sa possession la place forte de Shisha; mais les habitans, las de subir un pillage systématique de leur pays d'année en année, se révoltèrent enfin contre leur chef, et après l'avoir forcé de s'enfuir vers le Daghestan, remirent Shisha entre les mains du shah, qui s'était avancé avec une puissante armée pour envahir la Géorgie.

Il n'était resté que quelques jours à Shisha, lorsqu'il y fut assassiné par un de ses domestiques qu'il avait menacé de mort, et le feu shah,

¹ Le rappel de l'armée sous Zouboff, effectué par des instructions adressées séparément à chaque commandant de corps, sans qu'aucun ordre eût été transmis à ce sujet au comte lui-même, a été un de ces actes dictés par les bizarreries auxquelles Paul se livra en montant sur le trône, et ne saurait être considéré comme un abandon de la politique qui avait jusqu'alors conduit la Russie à chercher une extension de ses limites du côté de la Perse.

qui lui succéda, fut trop occupé à consolider son pouvoir et à établir son autorité; pour avoir pu continuer la politique hardie de son prédécesseur.

En 1798, Héraclius mourut, dans la quatre-vingt-quatrième année de son âge et la cinquante-deuxième de son règne, laissant la couronne à son fils Gourgin Khan.

Le règne très court de ce dernier fut troublé par la révolte de son frère Alexandre, qui, à la tête d'une armée de Lesguis, entreprit de s'emparer du royaume pour son propre compte avec le secours des Russes; il fut défait et forcé de prendre la fuite; mais les montagnards continuèrent de temps à autre à exercer leurs déprédations, et Alexandre renouvela son entreprise, jusqu'à ce qu'après avoir long-temps erré dans le Caucase en fugitif, et essuyé une série d'aventures romanesques, il parvint à s'échapper en Perse à travers la Turquie.

Dans le but, comme on disait, d'apaiser les dissensions qui s'étaient élevées dans ce royaume, l'empereur Paul publia (1800) un ukaze par

lequel on incorpora ¹ la Géorgie à l'empire russe. Catherine avait garanti la couronne de Géorgie à Héraclius et à ses successeurs, à tout jamais ; mais c'était là un acte d'impératrice qu'un ukaze d'empereur pouvait annuler. L'année suivante, Gourgin, qui malheureusement pour lui-même possédait l'esprit fier de sa race, dégradé aux yeux de ses compatriotes par les indignes traitemens qu'on lui faisait subir, devint un objet de mépris ou de pitié pour chaque Géorgien, et après avoir vainement cherché dans la dissipation un moyen d'échapper aux chagrins qu'il n'avait plus assez de fermeté d'esprit pour supporter, réduit au désespoir, mourut à Tiflis ², à peu près à la même époque où Paul fut assassiné à Saint-Pétersbourg.

¹ Il est singulier que chaque royaume, principauté ou tribu sur lesquels la Russie a étendu sa protection, lui a toujours fourni le même prétexte pour se l'approprier. Telle cause, tel effet : cela n'a jamais manqué.

² La veuve de Gourgin, femme altière, d'un esprit entreprenant et mâle, s'étant rendue suspecte au gouvernement russe, reçut l'ordre de se rendre à Saint-Pétersbourg. Elle refusa de s'y soumettre ; et le général Lazareff ayant été envoyé

L'empereur Alexandre, en montant sur le trône, confirma l'ukaze de son père contenant l'incorporation de la Géorgie à l'empire russe, et envoya le général Tsitsianoff, Géorgien, de naissance ou d'origine, comme gouverneur général et commandant en chef dans les provinces trans-caucasiennes. On peut inférer de quelle nature étaient ses instructions, par les mesures qu'il prit. A peine arrivé à Tiflis, il fit marcher des troupes en Mingrélie, qui se soumit sans résistance et fut immédiatement occupée par les Russes. L'année d'après, il fit une expédition contre Ganja et prit cette forteresse d'assaut.

Mahommed Khan Kajar, alors (1804) gouverneur d'Erivan, s'étant révolté contre son souverain, et apprenant que le shah s'avancait à la tête de forces considérables pour le réduire à l'obéissance, invita le général russe à venir à son secours, promettant de lui livrer la forteresse

pour la forcer à obéir, et l'ayant, dit-on, saisie à bras-le-corps pour l'arracher de sa maison, fut tué par elle d'un coup de poignard.

ou d'y recevoir une garnison russe. Aucune guerre n'existait à cette époque entre la Russie et la Perse. Sept années s'étaient écoulées depuis que Futteh Ali Shah avait succédé à son oncle, et durant tout ce laps de temps, il n'avait pas même fait un effort pour défendre les provinces que la Russie avait successivement arrachées à son empire. Son attention avait été si exclusivement dirigée vers d'autres objets qu'il avait jusque-là négligé complètement le territoire appartenant à la Perse au-delà de l'Araxe ; et son premier mouvement vers ces pays n'avait lieu que dans l'intention de réduire à l'obéissance un serviteur rebelle, un membre de sa propre tribu, et qui avait été long-temps au service de sa famille. Cependant, sur l'invitation d'un rebelle contre son souverain et seigneur, l'armée russe, tentée par l'espoir de profiter de sa trahison, malgré qu'il n'y avait point de guerre entre les deux gouvernemens, se mit en marche pour occuper Erivan. Tsitsianoff s'était déjà avancé jusqu'au couvent arménien d'Etschmiadzin, à la distance de peu de lieues de la forteresse, lors-

qu'il rencontra l'armée du shah ; une action s'ensuivit, où les Persans furent battus et forcés de se retirer. Après cela, on investit Erivan, où Mahommed Khan ayant changé d'idée refusait de se rendre ; mais, par suite du manque de vivres, du tort que lui causaient les attaques passagères mais fatigantes des Persans, et de l'augmentation des maladies parmi ses troupes, Tsitsianoff trouva nécessaire de lever le siège et de faire une retraite précipitée, dans laquelle son armée eut à endurer les plus grandes fatigues.

C'était la première fois que les armées russes et persanes s'étaient rencontrées dans une action générale, et c'est là que commença la guerre entre les deux pays, pour la possession de la Géorgie et des provinces limitrophes.

Après la retraite des Russes, Mahommed Khan capitula devant le shah, qui lui ôta son gouvernement, mais lui accorda une pension dont il jouissait encore il y a peu d'années.

Au printemps de l'année 1805, l'infatigable Tsitsianoff conquit la province de Sheki. En juillet, il entra dans le Karabaugh, où il rencontra

peu de résistance ; après avoir placé une garnison à Shisha , chef lieu de la province , il s'avança , en novembre , avec un corps de trois mille hommes , sur Bakou , qui avait secoué le joug de la Russie . C'est aux portes de cette place qu'il fut lâchement assassiné , en se rendant à une conférence à laquelle on l'avait invité .

La guerre qui avait commencé de cette manière continua , avec des succès divers , jusqu'en 1814 ; mais excepté la prise de Lankevan , dans la province de Talish , la Russie se trouvait alors trop engagée dans les affaires de l'Europe , pour pouvoir beaucoup ajouter à ses acquisitions territoriales du côté de la Géorgie , depuis la mort de son premier gouverneur général .

On peut dire que les relations modernes de la Grande-Bretagne avec la Perse ne datent que de la mission de feu sir John Malcolm à Téhéran (1800) , et les premiers fruits de cette alliance furent les traités politiques et commerciaux conclus par lui l'année suivante , et par lesquels la Perse s'engageait à attaquer les Af-

ghans, en cas qu'ils voulussent envahir nos possessions aux Indes comme ils en faisaient alors la menace, et d'exclure les Français, avec lesquels nous étions à cette époque en guerre, du golfe Persique. Mais ce n'était là qu'une mission spéciale; aucun ministre britannique ne résida d'une manière permanente auprès de la cour de Perse pour maintenir l'influence que nous y avions acquise. L'Angleterre n'était connue au gouvernement persan que comme une puissance en possession des Indes, et le pouvoir et l'influence qu'elle exerçait en Europe continuaient à rester innappréciés.

Le shah, se voyant hors d'état de tenir tête à la Russie, adressa une lettre à Napoléon, parvenu à cette époque (1805) au zénith de sa gloire, et lui exprima le désir d'entrer en alliance avec l'empire français. La Perse était alors si peu connue en Europe, que la cour de Paris ne savait même pas si la personne qui avait adressé cette lettre possédait le rang qu'elle s'arrogeait, et M. Jaubert fut expédié à Téhéran pour reconnaître la situation du pays et apprendre qui en

était le souverain. A son retour , un nommé Mirza Reza , homme de peu d'importance , mais le seul individu d'une certaine éducation et intelligence qu'on pouvait engager à faire le voyage de Paris , fut chargé par le gouvernement persan d'une mission auprès de Napoléon , qu'il accompagna à Tilsit , et avec lequel il conclut un traité ratifié à Finkenstein en mai 1807.

Vers le même temps, Mahommed Nebbi Khan fut envoyé auprès du gouvernement anglais aux Indes , pour réclamer son assistance contre la Russie ; mais cette mission n'obtint aucun succès , et la Perse , perdant ainsi tout espoir d'être secourue par son ancien allié , n'eut d'autre alternative que de se jeter dans les bras de la France.

Les possessions de la Grande-Bretagne aux Indes étaient devenues d'une si grande importance , qu'on pensa qu'une attaque dirigée contre elles devrait affecter le pouvoir de l'Angleterre en Europe ; et Napoléon , tournant par conséquent son attention vers l'Asie , saisit volontiers l'occasion qui s'offrait d'établir des relations avec

la Perse, relations qu'il considérait à juste titre comme des démarches préliminaires et nécessaires pour des desseins qu'il pourrait méditer contre les Indes. Cet objet parut d'une si grande conséquence à ses yeux et aux yeux des personnes qu'il avait consultées là-dessus, que l'ambassade de Perse fut un moment destinée à son frère le plus capable et le plus distingué¹; mais en définitif, on la confia au général Gardanne, et il faut rendre cette justice au général ainsi, qu'à tous les membres de sa mission, qu'au milieu de circonstances fort embarrassantes et difficiles qui les entouraient, ils surent obtenir le respect de leurs adversaires eux-mêmes.

La non réussite de la demande de secours, adressée par la Perse au gouvernement anglais dans l'Inde, la gloire de Napoléon, la promptitude avec laquelle il entra en alliance et les promesses qu'il faisait, tout cela concourait à assurer au général Gardanne une réception brillante. Les officiers qui accompagnaient son am-

¹ Lucien Bonaparte.

bassade furent chargés d'introduire, pour la première fois, la discipline européenne dans l'armée persane. Des ingénieurs français construisirent les premières fortifications régulières qui eussent jamais été élevées en Perse, et là, comme partout ailleurs, ils déployèrent ce génie militaire, ce zèle et cette intelligence, qui ont de tout temps distingué la nation française.

Une brillante ambassade fut envoyée de Téhéran à Paris; elle était chargée de présents précieux et dignes de celui à qui ils étaient destinés. L'ambassadeur persan offrit à l'empereur deux sabres qui avaient été portés, l'un par Timour (Tamerlan), l'autre par Nadir Shah, déclarant, de la part de son maître, qu'il les remettait entre les mains de celui qui méritait le mieux de les posséder.

Le succès de la mission du général Gardanne força le gouvernement britannique à prendre des mesures en Europe et en Asie, pour déjouer les vues de Napoléon; et ce n'est que depuis cette rivalité de la France et de l'Angleterre, dans le but d'acquérir un ascendant dans

les conseils du shah , que datent les relations politiques entre la Perse et l'Europe.

Depuis ce temps , la Perse devint inséparablement liée à la politique européenne , et , bien que les circonstances qui , les premières , l'y avaient introduite , eussent cessé d'exister , d'autres se sont élevées depuis qui ont dû continuer à opérer avec autant de force et avec beaucoup plus de suite , pour l'attirer de jour en jour de plus en plus dans le cercle des calculs des cabinets européens. C'est en vain qu'on tenterait de borner l'influence de la Perse à l'Asie seulement. Les limites qui la séparaient de l'Europe ont été franchies , et aussi long-temps que l'Angleterre retiendra les Indes , et la Russie sa force militaire actuelle , l'intégrité et l'indépendance de la Perse sera , pour l'une de ces deux puissances , un objet d'une importance vitale , pour l'autre , une formidable entrave au plein exercice de son pouvoir.

Sir John Malcolm , dont la réputation était suffisamment établie par sa mission précédente , fut choisi par le gouvernement de l'Inde anglaise

pour regagner la position perdue à la cour de Téhéran ; mais telle était l'influence que l'ambassade française y avait acquise, qu'avec tout le talent éminent et la grande libéralité qui distinguaient le caractère personnel de sir John Malcolm, et toute l'estime qu'il avait su se concilier anciennement chez le shah et sa nation, il ne put même se procurer un accès à la cour ; et après avoir épuisé sans succès tous les moyens diplomatiques, il retourna aux Indes dans le but de rassembler une armée pour appuyer les vues de son gouvernement.

Sur ces entrefaites, sir Harford Jones fut chargé d'une mission de la cour de Londres auprès de celle de Téhéran ; et l'ascendant supérieur d'une mission provenant directement de la couronne, ses propres talens et son adresse, joints à l'influence des amis qu'il s'était faits en Perse dans un voyage entrepris précédemment pour affaires de commerce, les inquiétudes conçues par le shah sur les menaces d'hostilités du côté de l'Inde, et surtout, l'impuissance de l'ambassadeur français de remplir les promesses faites

par son maître, assurèrent à sa mission un accueil favorable, et forcèrent, en définitif, l'ambassade française à se retirer ¹.

L'expulsion des français de la Perse, à une époque où cette dernière soutenait encore sa guerre contre la Russie, mit fin pour un certain temps à toute concurrence, par rapport à l'amitié du shah ; et le succès de la mission anglaise amena une alliance entre la Grande-Bretagne et la Perse, confirmée par un traité préliminaire, pour la ratification duquel un ambassadeur persan fut envoyé à Londres, où il n'y en avait pas eu un depuis près de deux siècles ².

Au retour de sir Harford Jones (1811), sir

¹ Napoléon reprocha au général Gardanne d'avoir quitté la Perse quand il lui était encore possible d'y rester, quoique pas à la cour du shah ; mais l'influence qui avait amené son éloignement de la cour gagnait journellement plus de terrain, et aurait fini par l'expulser du pays, quelques mesures qu'il aurait pu adopter.

² Sous le règne de Shah Abbas, une mission fut envoyée en Angleterre sur l'instigation des Shirley, gentilshommes entreprenans, qui étaient entrés au service de ce monarque, et qui jouissaient auprès de lui d'une grande confiance.

Gore Ousely partit pour la Perse en qualité d'ambassadeur extraordinaire du roi d'Angleterre. Un traité définitif fut conclu sur les bases des engagements préliminaires, mais avec des conditions plus avantageuses encore pour la Perse. Des officiers anglais remplacèrent les Français dans les armées du shah, et leur apprirent à combattre, en plusieurs occasions, avec succès, contre les Russes. En attendant, on vit commencer la mémorable guerre entre la France et la Russie, guerre qui se termina par la défaite de Napoléon; les relations amicales, par conséquent, qui furent alors nouées entre la Grande-Bretagne et la Russie, puisque les deux pays se trouvaient engagés comme alliés dans le but de la délivrance de l'Europe, portèrent l'ambassadeur anglais en Perse à favoriser un arrangement des différends qui existaient entre les cours de Saint-Petersbourg et de Téhéran. Une médiation formelle de l'Angleterre fut rejetée par la Russie; mais on se servit des bons offices de l'ambassadeur, et un traité de paix fut à la fin conclu, en 1814, à Goulistan, dans le Karabaugh, par lequel la

Perse céda à la Russie les acquisitions faites par cette dernière au sud du Caucase, et s'engagea à ne point entretenir de force navale dans la mer Caspienne.

Les bases sur lesquelles ce traité avait été négocié furent que chaque partie contractante devait retenir le territoire dont elle se trouvait en possession au moment de la cessation des hostilités. La Russie, en vertu de cet arrangement, pour avoir eu une garnison à Lanckeran, aurait donc été en droit de réclamer une portion considérable du khanat ou seigneurie de Talish. Mais comme ce district avoisinait le Ghilan, que les Russes avaient attaqué à trois reprises, occupé temporairement deux fois, et dont ils convoitaient toujours la possession, le plénipotentiaire persan refusa d'accepter ces bases, à moins que Talish n'en fut exclu. Le général Ritescheff, alors gouverneur général, commandant en chef en Géorgie et plénipotentiaire russe, objecta à cette occasion que ses instructions faisaient de l'adoption de ces bases une question *sine qua non*, mais qu'il prenait sur lui de garantir so-

lennellement, si l'ambassadeur persan les acceptait, la restitution de Talish, comme un acte de grâce de la part de l'empereur, en faisant de plus entrevoir l'espérance que d'autres provinces pourraient encore être rétrocédées. L'ambassadeur anglais, ayant connaissance de ces négociations et satisfait de la sincérité de Ritescheff, se crut suffisamment justifié à fortifier les Persans dans leurs confiance, et à les assurer que les bons offices de son gouvernement seraient mis en œuvre auprès de la cour de Saint-Petersbourg, de manière à obtenir un arrangement relatif aux questions de territoires, non seulement conforme aux promesses positives du général Ritescheff, mais encore aux espérances plus favorables qu'il avait mises en avant.

Le gouvernement persan, accoutumé à placer la plus entière confiance dans l'honneur des Européens, et n'ignorant pas l'assistance libérale que l'Angleterre venait de prodiguer à la Russie à l'heure de son humiliation et de sa détresse, ne douta jamais un seul moment, ni de la bonne foi de Ritescheff ni de la gratitude d'Alexandre.

L'ambassadeur envoyé à Saint-Pétersbourg avec le traité ratifié fut chargé d'arranger l'évacuation de Talisch avec le gouvernement russe, et de se prévaloir des bons offices de l'ambassadeur anglais pour négocier l'évacuation des autres parties du territoire cédé en vertu du dernier traité, comme le plénipotentiaire de la Russie l'avait fait espérer au shah et à ses ministres. Lord Cathcart, ministre britannique à Saint-Pétersbourg, fut autorisé par son gouvernement à appuyer ces négociations; mais ses efforts secondés de tout le poids de son influence publique et privée; aussi bien que toutes les sollicitations de l'ambassade de Perse, *ne purent obtenir de l'empereur la cession d'un seul pouce de terrain*, et l'on répondit en définitif que le général Yermoloff, nommé ambassadeur près du shah et gouverneur général commandant en chef en Géorgie, discuterait la question avec les ministres persans à son arrivée à Téhéran. Le général, une fois arrivé en Perse, ne voulut consentir à aucune restitution : toutes les acquisitions de la Russie restèrent donc ainsi en son pouvoir.

CHAPITRE V.

Conséquences du traité de Goulistan. — Expulsion des chefs mahométans dans les nouvelles acquisitions de la Russie. — Vexations exercées envers les autres classes des habitans. — Guerres contre les montagnards du Caucase. — Disputes avec la Perse sur la question des frontières. — Mission du prince Menzikoff. — Rupture entre la Perse et la Russie.

LE rétablissement de la paix entre la Russie et la Perse n'avait eu lieu qu'au prix de sacrifices énormes de la part de cette dernière puissance. L'établissement de la Russie au sud du Caucase portait à la Turquie et à la Perse un coup que rien ne pouvait compenser, et d'ailleurs cet établissement fut accompagné d'un démembrement de l'empire persan. Par le traité de Goulistan, la Perse cédait à la Russie la Géorgie, l'Imérétie, la Mingrétie, Derbend, Bakou, le Daghestan, le Shirvan, le Shéki, le Ganja, le Karabaugh, et une partie de Moghan et de Ta-

lich. Les trois premières de ces provinces étaient habitées principalement par des chrétiens du rit arménien ou géorgien. La population de Karabagh était moitié chrétienne, moitié mahométane ; celle des autres pays acquis par la Russie, presque exclusivement mahométane. Chacune de ces provinces obéissait à un chef dont la dignité était héréditaire dans sa famille, et dont les relations avec l'autorité suprême et les populations soumises à ses lois ressemblaient à beaucoup d'égards à celles d'un baron féodal en Europe. Un pareil chef jouissait d'un pouvoir presque absolu dans son propre khanat ou baronnie, entretenait un certain nombre de troupes pour la défense du pays, payait un tribut fixe à la couronne, fournissait un contingent déterminé de cavaliers ou de fantassins à son souverain, et devait se tenir prêt à se ranger sous ses drapeaux en personne au premier appel. A la mort du chef, son héritier se rendait à la capitale, s'il n'y résidait pas déjà habituellement, et recevait l'investiture des mains du monarque. La succession en ligne droite se trouvait par fois dérangée par des

discussions de famille, des usurpations locales, des intrigues de cour ou des conquêtes étrangères, comme cela eut lieu lors de l'invasion des Turcs en Perse; mais la famille tout entière était fort rarement déplacée, et en cas de mutinerie ou même de résistance ouverte contre le gouvernement, on remplaçait le chef rebelle par un autre membre de la même lignée. Sous l'empire de ce système, les khans plus puissans ou plus éloignés du centre gouvernemental commettaient souvent des actes d'insubordination, et profitaient de la faiblesse du monarque et des discordes qui travaillaient le pays pour se déclarer indépendans, sans avoir cependant assez de forces pour conserver cette indépendance. Flattés de la haute idée de leur propre importance et de l'exercice d'un pouvoir illimité sur leurs domaines, ils considéraient la faiblesse du shah comme une condition de leur propre force, et profitaient des invasions ou du voisinage des gouvernemens étrangers, hostiles à la Perse, pour secouer leur dépendance envers le shah et le contraindre à se concilier par des concessions et

des largesses l'appui qui lui devenait indispensable pour la sûreté de ses états.

La Russie tira un grand profit de cet état de choses. Au milieu de la confusion qui suivit la mort de Nadir Shah, les khans des provinces septentrionales avaient acquis une réelle indépendance. Lorsque Aga Mahmed Khan eut établi son autorité dans les autres parties du royaume, il tourna son attention vers la Géorgie et les contrées adjacentes, et procéda systématiquement à les réduire à l'obéissance. L'intervention de la Russie dans les affaires de la Géorgie y suscita de formidables ennemis au shah, et plusieurs des chefs espérèrent assurer leur indépendance en se jetant dans les bras du puissant voisin dont ils croyaient être en état de se débarrasser dès qu'ils se seraient émancipés de la suzeraineté de la Perse. A la manière de tous les Asiatiques, ils étaient prêts à courir les chances quelconques d'un danger éloigné pour se soustraire seulement au péril du moment, et ils essayèrent le sort de tous les peuples qui ont cherché les secours de l'étranger contre un ennemi domestique. Ils ne

s'aperçurent que trop tard de la faute qu'ils avaient commise, et privés, par suite de cette même indépendance qu'ils avaient tant convoitée, d'un lien réciproque d'union et de confiance, au lieu d'opposer une résistance combinée et une masse compacte d'opposition, ils succombèrent un à un devant la Russie, dont ils avaient si mal apprécié les vues et les forces, et dont ils ne pouvaient plus même espérer désormais de secouer le joug.

Ces khans, une fois soumis, furent pendant quelque temps traités avec égards par leurs nouveaux maîtres. Il conservèrent leur influence et leur autorité héréditaires, en tant que celles-ci pouvaient devenir utiles au gouvernement russe ; on leur laissa des revenus suffisans pour soutenir leur rang, sinon avec éclat, au moins avec décence, et on leur distribua largement des grades militaires russes ainsi que des décorations d'ordres chrétiens. Mais dès que le nouveau gouvernement se fut affermi, le système changea par degrés ; ils subirent la mortification de voir leur autorité sapée par les officiers russes, ils eurent

à souffrir de leur part des offenses et même des insultes ; ils devinrent le jouet d'intrigues et de complots qui, peut-être même à l'insu du gouvernement, avaient pour but de les exciter à la rébellion et de les engager à la fuite par crainte des châtimens dont on les menaçait pour des crimes imaginaires¹, jusqu'à ce qu'enfin tous

¹ L'histoire suivante peut servir d'échantillon de cette conduite des autorités russes. « Mehdi Kouli Khan, chef héréditaire de Karabaugh, avait conservé les possessions de son père, et voulant s'assurer durant sa vie le tranquille exercice de son pouvoir, il adopta le général Madatoff (commandant russe de sa province), en le déclarant son héritier au préjudice d'un frère et de ses autres parens ; comme cependant il continuait de vivre plus long-temps qu'on ne se l'était promis de sa vie irrégulière et de sa mauvaise santé, on résolut de s'en défaire. Une querelle s'était élevée entre lui et Jaffer Kouli Khan, autre seigneur de Karabaugh. Ce dernier fut attaqué dans un voyage par des malfaiteurs qui le blessèrent à la main. On accusa Mehdi Kouli Khan de ce guet-apens contre Jaffer, et il eut beau protester de son innocence, offrir de rechercher et de saisir les coupables, on parvint tellement à l'intimider, que, de l'avis de son héritier *désintéressé* le général, il se décida à fuir en Perse. Des faits postérieurs semblent pleinement établir l'innocence de Mehdi Kouli Khan. »

les chefs mahométans se trouvèrent chassés de leurs possessions et obligés de chercher un refuge en Perse.

Jusqu'ici les paysans n'avaient pas beaucoup perdu à ces changemens, peut-être même, sous un gouvernement plus juste et plus équitable, l'éloignement des chefs aurait-il pu profiter aux classes inférieures, et des améliorations matérielles auraient pu leur faire oublier la différence des cultes, des coutumes et des préjugés. Mais la Russie, avec sa tolérance religieuse tant vantée, est une souveraine bigote, et son gouvernement n'est certes pas doux, malgré toutes ses prétentions à la modération. Ses employés civils, au moins ceux des grades inférieurs, sont généralement corrompus et ignorans, parce qu'ils sont tirés d'une classe de la société où ils n'ont pu acquérir ni vues éclairées, ni principes élevés; leurs appointemens, d'autre part, sont trop modiques; ils ont fréquemment le pouvoir de faire le mal et ne savent guère résister à cette tentation. Le service civil est d'eux peu considéré; tous les honneurs sont pour

l'armée. Quant à cette dernière, on ne voit dans ses rangs en Géorgie, à quelques exceptions près, que des officiers de basse origine et sans éducation ; le service dans cette armée est envisagé comme une punition par tout homme qui a devant lui quelques espérances : aussi sont-ce pour la plupart des hommes durs, insolens et cruels. Avec des officiers subalternes de cette sorte, quel est le gouvernement qui prétendrait à la popularité et à une bonne administration ? et quel peuple se trouverait tranquille ou content, lorsque de pareils agens représentent l'autorité ?

Le chiffre de l'impôt prélevé dans ces provinces n'est pas exorbitant, mais le mode de la perception y a toujours été onéreux. Le paysan, qui paye au gouvernement une partie de son impôt en grains, est souvent contraint de les transporter à ses frais à un magasin fort éloigné qui se trouve dans le cas d'exiger un approvisionnement, et se voit obligé d'attendre plusieurs jours, de se ruiner en dépenses pour son entretien et celui de ses bêtes de somme, jusqu'à ce qu'il plaise au magasinier de recevoir ses denrées, tandis que du-

rant tout ce temps ses travaux agricoles se trouvent nécessairement suspendus à son grand préjudice. Le passage des troupes, soit dans le cas de guerre, soit par suite de la mutation des corps d'armée, impose au paysan l'obligation de mettre ses moyens de transport au service des bagages militaires, quelle que soit la saison de l'année et quelque ruineux que cela devienne pour sa ferme. Des soldats d'une croyance religieuse différente viennent loger dans sa maison, et violent l'impénétrabilité de son intérieur de famille. On lui demande des services que le gouvernement n'a pas même ordonnés, mais dont on veut lui faire payer l'exemption. Il ne peut se transporter d'un village à un autre sans passe-port, il ne l'obtient pas sans perte de temps ou d'argent ; et quelque part qu'il se tourne, il ne rencontre qu'une grossière soldatesque, dont les habitudes et les manières indécentes le blessent dans toutes ses affections et lui font toujours craindre des insultes.

On s'était défait des chefs ; restait la petite noblesse. Son influence s'évanouit nécessairement

auprès du nouveau pouvoir, avec lequel elle se trouvait incompatible; ses revenus tombèrent sans pouvoir désormais se relever, sa fierté fut sans cesse blessée de l'arrogance et de la supériorité affectée par les officiers russes : cette noblesse se vit donc menacée d'une ruine totale et confondue sans remède avec la masse du peuple.

Le service russe restait, à la vérité, accessible aux jeunes nobles, aussi quelques-uns d'entre eux profitèrent de cette gracieuse permission; mais leur véritable importance ne s'attachait guère qu'à leur sol natal, et ne se fondait que sur l'attachement de leurs subordonnés. Pour entrer au service russe en qualité de cadet, il leur fallait abandonner ces avantages pour s'amalgamer avec une race haïe, renoncer aux usages et souvent même aux croyances religieuses du pays, et vivre avec les autres officiers sur des termes qu'on ne pouvait concilier avec la conservation des anciens principes. Les chrétiens eux-mêmes de la Géorgie et de l'Arménie avaient raison de se plaindre de la rigueur que les autorités mettaient à exiger qu'ils se confor-

massent aux mœurs russes, et ils voyaient avec peine que leurs épouses et leurs filles ne pouvaient conserver leurs usages nationaux et leurs costumes sans donner ombrage au gouvernement, et que pour lui complaire, il fallait qu'ils les affublasse de chiffons achetés chez les modistes de Moscou, et qu'ils leurs apprissent à walses avec les officiers russes.

Les défauts de l'administration civile auraient pu encore, à la rigueur, être tolérés, et la nouvelle génération, ne connaissant pas de temps meilleurs et ne se trouvant plus stimulée par les souvenirs d'une ancienne influence et grandeur, aurait pu se soumettre à la longue à une autorité qui n'avait été destructive que pour leurs pères, s'il n'eût existé une autre espèce de mal plus grand, ou du moins plus poignant. Dans la plupart de ces provinces, les mahométans avaient été les maîtres, et les chrétiens leurs sujets. Lorsque le pouvoir russe s'y fut consolidé, les chrétiens se virent naturellement favorisés; ils traitèrent par conséquent leurs anciens maîtres avec insolence, tournèrent leurs rites

religieux en dérision, et allèrent jusqu'à troubler parfois leurs cérémonies les plus sacrées. Le musulman vit une de ses mosquées changée en écurie, une autre en cabaret, et se trouvait encore raillé par les Arméniens à l'occasion des insultes préméditées que subissait son culte.

Les mollahs avaient beaucoup perdu de leur ancienne importance, et leurs revenus s'en étaient ressentis. La forme du gouvernement s'opposait à leurs intérêts, ils devinrent donc nécessairement les ennemis de ce gouvernement. Comme on avait négligé de les ménager, ils employèrent le seul moyen qui leur restait pour regagner leur pouvoir ou en conserver les restes, en tâchant de réveiller les sentimens religieux chez leurs ouailles. En agissant ainsi, ils ne pouvaient qu'inspirer de la haine contre le gouvernement qu'ils regardaient comme mécréant et par conséquent-infâme. La honte de subir le joug des étrangers infidèles devint le thème favori de leurs déclamations. Chaque outrage fait aux mahométans, chaque incident qui blessait

leurs sentimens ou préjugés, était représenté par eux comme la suite d'une attaque systématique dirigée contre la foi, et la conduite des officiers russes, des troupes sous leurs ordres et du gouvernement lui-même, n'était pas toujours de nature à réfuter ces raisonnemens. Les pèlerins qui fréquentaient les tombaux de Kerbelæ et de Nujif y portaient des récits exagérés des maux et des dangers que couraient les disciples de l'islam sous le joug moscovite, et soulevaient ainsi les inquiétudes du chef religieux des shéïtes. La presque totale extirpation du mahométanisme en Crimée servait d'exemple et de preuve pour justifier ces alarmes.

Dans cet état de choses, la guerre éclatait de temps en temps dans les montagnes et devenait toujours pour les montagnards mahométans une affaire de religion. Les hostilités étaient marquées, de part et d'autre, de la plus féroce barbarie. Un soldat russe s'avisait-il de dépasser ses lignes, bientôt on le voyait assassiné et son corps mutilé et déchiré; de petits détachemens se trouvaient écrasés et taillés en pièces. Le gé-

néral russe¹, espérant intimider les insurgés, usait de représailles et faisait exterminer des villages entiers, lorsqu'on soupçonnait de crime un seul de leurs habitans. Malheur aux enthousiastes religieux qui prêchaient « la guerre au nom de la foi ! » S'ils tombaient prisonniers, on les éventrait vivans, ou on les pendait par les pieds jusqu'à ce que la mort s'ensuivit. Cependant toutes ces barbaries retrempaient seulement l'esprit de résistance chez les montagnards, et inspi- raient en même temps la haine contre les Russes à toutes les classes des mahométans qui ne pre- naient point parti à la guerre.

Des individus isolés se dévouèrent à une mort certaine pour venger leurs frères immolés, et le général russe Lessanowitsch, fut assassiné avec plusieurs des officiers de sa suite, au milieu de ses propres gardes, par un fanatique qui était tout glorieux d'avoir ainsi mérité la palme du mar- tyre. Les Russes virent, dans leurs excursions de montagnes, des défilés défendus vigoureusement

¹ Yermoloff.

par des femmes, et des postes fortifiés de la ligne du Caucase furent plus d'une fois surpris et détruits par des tribus de Kabardiens. La route de Stavropol à Tiflis, leur principal chemin de communication, ne put être traversée qu'avec de l'artillerie, et la route de Bakou à Kizlar n'était accessible qu'à une armée. Les côtes de la mer Noire, depuis les frontières de la Mingrèlie jusqu'au bosphore Cimmérien, étaient en pleine révolte, et les Circassiens de l'Ouest n'ont jamais déposé leurs armes. La ville de Kizlar, située à l'embouchure du Térék, fut pillée par les Lesguis, et les vignes de la Kakhétie, au sud du Caucase, ne se trouvaient point à l'abri de leurs incursions. Tel était le succès du système russe « à concilier les différends qui déchiraient le Caucase et les provinces avoisinantes, » vingt-cinq années après l'incorporation de la Géorgie à l'empire.

Le traité de Goulistan n'avait point défini la ligne de frontière entre la Russie et la Perse de manière à ne laisser matière à controverse, et la désignation des commissaires pour la dé-

marcation définitive avait été retardée sous différens prétextes , jusqu'à ce que le souvenir de ce qui constituait le véritable sens du traité se fût affaibli et presque effacé. Aussi , lorsqu'on nomma enfin ces commissaires , on vit s'élever entre eux des disputes interminables , et le gouvernement de Géorgie réclamait d'insignifiants morceaux de terre avec autant d'opiniâtreté que si l'existence de l'empire russe en avait dépendu.

Ces discussions donnèrent lieu à de violentes disputes , soutenues d'un côté avec toute l'âcreté d'une fierté blessée , de l'autre , avec l'insolence d'un pouvoir qui sent sa force. Diverses lignes de frontières furent successivement proposées par l'une des deux parties , et rejetées par l'autre. Des commissaires se réunissaient , et se séparaient sans faire avancer l'affaire en litige ; les agens du prince royal venaient à Tiflis , on transmettait des instructions au chargé d'affaires russe à Tabriz , sans que la question eût fait le moindre progrès.

Enfin tout paraissait arrangé , et la proposi-

tion du chargé d'affaires russe avait été déjà acceptée par le prince royal, lorsqu'il se trouva que l'agent russe avait outre-passé ses instructions, et que le général Yermoloff refusa de ratifier les engagemens contractés par M. Mozarowitsch.

On crut de rechef avoir écarté tout sujet de différends, un engagement en forme ayant été agréé par l'agent du prince royal à Tiflis; mais le shah lui refusa sa sanction.

Pendant l'été de 1825, M. Mozarowitsch reparut au camp du shah dans le but d'obtenir la ratification des termes convenus entre Futteh Ali Khan et le général Yermoloff à Tiflis, mais il n'y réussit point. Dans l'automne de la même année, M. Mozarowitsch quitta la Perse, et bientôt le gouvernement de la Géorgie, agissant, d'après son dire, en vertu du traité conclu avec Futteh Ali Khan, occupa militairement le pays qui lui aurait été dévolu si le traité eût été ratifié.

Une partie de ce pays consistait en un terrain inhabité, appelé Gokcheh, qui borde le lac de Gokcheh ou Sevan, et dont on n'avait pas disputé la possession à la Perse depuis la conclusion

de la paix. Des piquets russes y avaient été placés quelques années auparavant, afin de prévenir la désertion des tribus nomades qui paissaient leurs troupeaux dans le voisinage; mais on retirait ces piquets pendant l'hiver. Sur les réclamations du prince royal au sujet de cette occupation militaire d'un territoire persan, le général Yermoloff répondit en convenant de la justice des observations du prince, mais s'excusa sur ce que cette mesure n'avait été prise que dans un intérêt commun aux deux pays, et offrit de retirer le détachement de ses troupes si son Altesse Royale le jugeait convenable.

La Russie continua néanmoins à occuper ce terrain, au mépris de toute raison et de toute justice, et expliquait cette occupation par un engagement qui n'avait pas été ratifié.

Aussitôt que la nouvelle de l'occupation de Gokcheh fut parvenue à la cour de Téhéran, un personnage de marque fut envoyé à Tiflis pour protester contre et demander une évacuation de ce terrain, au moins jusqu'à ce qu'on en eût appelé à l'empereur. On s'y refusa. L'envoyé per-

san demanda alors la permission de se rendre à Pétersbourg, mais il ne put non plus l'obtenir, et on lui répondit que la Russie n'abandonnerait le Gokcheh que lorsque la Perse lui aurait cédé le territoire de Kapan.

Kapan avait depuis la conclusion de la paix appartenu à la Perse, mais la Russie y avait aussi, depuis quelques années, élevé des prétentions que les commissaires de démarcation se trouvaient appelés à décider. Les droits de la Perse à la possession de Kapan étaient pour le moins aussi bien fondés que ceux de la Russie, et même plusieurs cartes russes officielles désignaient ce pays comme appartenant à la Perse : il était donc d'une injustice évidente de s'être emparé d'une propriété incontestable de la Perse, et de subordonner sa restitution à l'abandon des droits de cet état sur un autre point.

On annonça, sur ces entrefaites, la mort de l'empereur Alexandre; et la confusion qui s'ensuivit, lors de l'avènement de Constantin et de son abdication en faveur de Nicolas, suspendit toutes les discussions.

Aussitôt que le pouvoir de Nicolas fut établi, la Perse se prépara à envoyer une ambassade à Saint-Pétersbourg pour complimenter le nouvel empereur et arranger définitivement la question des frontières. Mais avant que ce projet eût pu être mis à exécution, on reçut la nouvelle que le prince Menzikoff était en route pour se rendre à la cour de Téhéran, y annoncer l'avènement de Nicolas et terminer les différends entre le gouvernement de Géorgie et la Perse.

La cour de Téhéran avait commencé à se convaincre de plus en plus que la Russie persévérerait dans l'intention d'agir en dépit de toute justice et de ne regarder que ses convenances et ses avantages dans toutes les questions relatives aux frontières. Les plus récentes représentations de la Perse avaient été traitées avec légèreté par le gouvernement de Géorgie, ou même en avaient provoqué des réponses arrogantes. On était allé jusqu'à insulter la personne du prince royal dans des lettres adressées à ses serviteurs, et tout paraissait indiquer que le général Yermoloff, si non l'empereur, voulait pousser les choses à

l'extrémité. En même temps, il se répandait un bruit que la tranquillité de l'empire russe venait d'être troublée, qu'une guerre civile désolait Saint-Pétersbourg, et que toutes les tribus du Caucase s'étaient levées en masse pour conquérir l'indépendance.

On n'ignorait point d'autre part que les abus des autorités russes en Géorgie, et leur déraisonnable intolérance à l'égard des opinions religieuses de ses habitans, y avaient produit de graves mécontentemens. Des chefs de tribus et de districts avaient même fait des propositions à la Perse et l'assuraient de leur coopération dans une guerre contre les Russes. Une foule de lettres, adressées par la population mahométane des provinces limitrophes au chef de leur religion en Perse, imploraient son intervention en leur faveur : aussi était-il venu en personne de son sanctuaire de Kerbelae, pour engager le shah à prendre les armes dans l'intérêt de la défense de la religion. Tout le clergé de la Perse se joignit à son chef, et les mosquées ne désemplissaient pas de personnes de toutes les classes prêtant une

oreille avide aux prédications énergiques des mollahs, tandis qu'on menaçait le shah de toutes les malédictions du ciel s'il ne prenait les armes pour la cause sacrée.

Telle était la situation des affaires lorsque le prince Menzikoff arriva dans le camp royal. Il fut traité avec honneur et distinction. Une négociation calme et modérée s'ouvrit aussitôt, avec le désir sincère de la part du shah de la voir terminée amicalement sur tous les points en discussion. On avait effectivement un vif espoir que tout s'arrangerait d'une manière satisfaisante, et s'il y avait quelques conseillers persans, qui, pour des vues personnelles, auraient voulu pousser le shah à la guerre, la plupart et les plus influens d'entre eux désiraient ardemment l'éviter. Le roi lui-même était de ce dernier avis; il avait donné, à la vérité, aux mollahs, l'assurance solennelle de déclarer la guerre à la Russie si celle-ci persistait à garder Gokchek, car alors il aurait cru la guerre suffisamment justifiée; cette assurance, néanmoins, ne lui avait été arrachée par lesdits

mollahs, auxquels il était incapable de rien refuser, que dans la conviction morale que l'envoyé russe abandonnerait plutôt une place sans importance, et dont son gouvernement s'était emparé sans aucun droit, que de souffrir que cette querelle fût décidée par le glaive.

Mais à toutes les demandes au sujet de l'évacuation de Gokcheh, l'envoyé russe répondait qu'il n'avait ni instructions ni aucun pouvoir à cet égard. Il fut proposé alors de laisser ladite place inoccupée de part et d'autre, jusqu'à la décision de l'empereur. Mais l'envoyé russe prétendit qu'il n'était pas autorisé non plus à y acquiescer, et mit fin à toute discussion en déclarant que ses instructions ne s'étendaient qu'à des modifications insignifiantes du malheureux traité non ratifié.

Ceux qui appelaient la guerre à grands cris sommèrent alors le shah de remplir ses engagements, s'il ne voulait manquer à ses sermens. Les mahométans de plusieurs provinces russes étaient déjà sous les armes, et les chrétiens eux-mêmes, dans une de ces provinces, offraient de

s'entendre avec la Perse. Les mollahs ranimèrent l'enthousiasme des troupes, et la guerre fut commencée. Toutefois, alors même que l'armée était déjà en marche vers les frontières, elle aurait été certainement rappelée, et la guerre n'aurait pas eu lieu, si le prince Menzikoff avait eu le pouvoir de faire évacuer Gokcheh.

Les événemens de la dernière guerre n'ont nullement autorisé la Perse à croire qu'elle puisse tenir en plein champ contre un ennemi aussi formidable que la Russie; et quoique dans plusieurs occasions ses troupes aient montré beaucoup de valeur, et prouvé combien elles avaient profité de la discipline introduite par les officiers français et anglais, il n'en est pas moins vrai que la perte rapide de plusieurs belles provinces, et l'impuissance de tous ses efforts pour ébranler l'autorité russe en Géorgie, ont dû indiquer à la Perse la nécessité de se concilier l'alliance d'une nation qu'elle se trouvait hors d'état de repousser comme ennemie.

Si, pendant les guerres que la Russie avait à

soutenir dans ses propres possessions contre les armées françaises, la Perse avait eu un général habile, et si son gouvernement avait seulement développé une énergie convenable dans cette occasion, il n'y a pas de doute qu'elle eût pu alors reconquérir quelques unes de ses anciennes provinces. Mais le prince royal qui commandait l'armée était trop jeune; d'ailleurs, un manque complet de combinaisons et d'énergie devait être la conséquence nécessaire de ces luttes continuelles que l'ambition personnelle ne cessait d'exciter en Perse parmi les nombreux princes et les membres de son gouvernement. Cette occasion fut donc perdue; et quand la Russie, enhardie par sa résistance victorieuse au plus puissant de ses ennemis, et devenue l'adversaire le plus redoutable pour la Perse, entreprit une nouvelle invasion dans ce pays, il ne resta plus au shah, obligé de soutenir seul la guerre, que d'accepter toutes les conditions qu'il plairait à la Russie de lui imposer.

Dans cet état de choses, il était évident que la Perse ne pouvait être portée à faire la guerre à

une puissance qui, au milieu des circonstances les plus défavorables, avait réussi à envahir et à s'approprier les plus belles et les plus fertiles de ses provinces; il était même probable que le shah serait prêt à souscrire plutôt à tous les plans de la Russie, que de s'exposer à renouveler des hostilités dont il avait eu déjà tant à souffrir.

Quant à la Russie, il paraîtrait qu'elle avait adopté dès lors pour principe de sa politique d'augmenter imperceptiblement son influence dans le conseil du prince royal, et, sûre que son appui serait un jour nécessaire pour l'établir sur le trône, elle ne doutait point que, dans ce cas, elle exercerait en Perse une autorité absolue. Mais bientôt la conduite rude, immodérée et injuste du gouvernement de la Géorgie, tant à l'égard de cette province qu'à l'égard de la Perse elle-même, poussa l'une et l'autre au désespoir. La Russie devait à la justice et à la modération (si elle avait le moindre désir de se montrer juste et modérée) d'examiner avec calme et impartialité les motifs des plaintes, et, s'ils

étaient fondés, de les faire cesser et désavouer. Au lieu de cela, toute réparation fut refusée, et quand on s'adressa à l'empereur, il ne voulut non plus écouter les griefs. Son envoyé arriva, mais déclara qu'il n'avait pas d'instructions pour le point le plus important, et qui depuis plus d'une année était le sujet d'une fâcheuse altercation entre les deux puissances. Il est certain que, loin du souverain, ses ministres sont presque toujours plus jaloux de son pouvoir et plus violens que le souverain lui-même; ils entrent en discussion avec toute la chaleur et toute la virulence des passions personnelles, tracassent et accablent de leur autorité le voisin plus faible auquel ils ont affaire; ici, cependant, l'injustice a été si palpable, l'agression si évidente, les négociations ont duré si long-temps, et les réclamations des plaignans ont été si urgentes, qu'il est impossible de supposer que l'empereur ait pu personnellement ignorer les faits, et, dans ce cas, rien ne saurait le disculper d'avoir participé aux vues hostiles du gouverneur général de la Géorgie.

L'envoyé russe quitta la cour du shah; et comme quelques mouvemens venaient d'être exécutés par l'armée sur les frontières du pays, on le retint un moment à Erivan, pour qu'il ne pût en informer son gouvernement. Il n'eut à se plaindre d'aucune autre offense, et aussitôt que les autorités de la frontière eurent annoncé à la cour cette arrestation, elles obtinrent l'ordre de la faire cesser. Cependant les manifestes de la Russie et les colonnes de ses journaux furent remplis de plaintes contre la conduite de la Perse, et contre cette violation du droit des gens. On en appelait aux sympathies de l'humanité en faveur de la Russie; et comme les Persans n'ont point de gazettes, toutes ces assertions restèrent sans réponse. La guerre contre la Perse éclata à une époque particulièrement favorable pour la Russie. Elle se trouvait alors en paix avec l'univers entier. Les esprits turbulens dans l'armée, qui venaient de livrer bataille à l'empereur dans les rues de Saint-Pétersbourg, et qu'il était impossible ou dangereux de poursuivre ou de punir, trouvèrent en Perse un

champ libre pour épuiser leur ardeur. La partie irritée de la nation, au lieu de couvrir des idées de guerre civile, eut un autre objet d'occupation; ceux dont la loyauté était devenue suspecte trouvèrent l'occasion de se réhabiliter auprès du gouvernement; le nouveau règne commença par des victoires et des conquêtes nouvelles; enfin le succès d'une prochaine expédition contre la Turquie, remise pour un moment, allait être assuré par l'abaissement et l'humiliation de la seule puissance asiatique que ses propres intérêts et dangers auraient pu pousser à faire cause commune avec la Porte; les trésors du shah renfermaient enfin assez d'or pour payer les frais de la guerre.

CHAPITRE VI.

Guerre entre la Russie et la Porte, en 1806. — Traité de Tilsitt. — Reprise des hostilités, en 1808. — Paix de Bukarest. — Congrès de Vienne. — Insurrection de la Grèce. — Congrès de Vérone. — Convention d'Akerman. — Traité de Londres, du 6 juillet 1827. — La Russie presse la guerre contre la Perse; et la termine avantageusement par le traité de Turkmantschaï. — Positions militaires que lui procure ce traité. — Guerre de 1828 et 1829 contre la Turquie. — Traité d'Andrinople. — Expédition concertée avec la Perse contre Khiva, empêchée par la révolution de Pologne. — Révolte de Mahomet Ali. — Traité d'Unkiar Skelessi, et ses conséquences pour les intérêts de la Grande-Bretagne.

LA révolution française, la mort de Catherine, la folie et l'incapacité de Paul, la fatale catastrophe qui termina son règne, l'ambition enfin et les succès militaires de Napoléon, avaient pendant un certain temps délivré la Turquie, sinon des intrigues, au moins des hostilités de la Russie. Mais, en 1806, l'influence toujours crois-

sante de cette dernière en Moldavie, en Valachie et en Servie; la manière immodérée dont elle l'exerçait au détriment de la Porte; ses prétentions à intervenir dans les affaires intérieures de ces provinces, qu'elle ne cessait jamais de faire valoir depuis que la révolte de Cantemir, en 1711, l'avait mise en relation avec leurs habitans; son obstination enfin à compléter ses régimens des îles Ioniennes, malgré l'opposition de la Porte, avec des recrues levées sur le territoire turc, et les torts graves qui en résultaient pour les côtes voisines desdites îles et pour les intérêts du Grand Seigneur; disposèrent la Turquie, peut-être sur l'instigation de la France, ou du moins d'accord avec les intentions de cette puissance, à déclarer la guerre à la Russie, qui, à cette époque, venait de prendre les armes pour défendre la Prusse envahie par Napoléon.

Pour dégager les troupes russes employées contre la Turquie, et pour offrir à l'empereur Alexandre le moyen d'augmenter ses forces dans le Nord contre l'armée française, le gouvernement anglais essaya d'imposer à la Porte, par la

force des armes, une paix désavantageuse ; mais il n'y réussit point. Les démonstrations de l'escadre anglaise contre Constantinople, et l'expédition d'Égypte (1806-7), appartiennent aux opérations les moins glorieuses pour les armes de la Grande-Bretagne ; mais elles n'eurent lieu que pour satisfaire aux engagements pris envers la Russie.

Néanmoins, à peine l'empereur Alexandre avait-il conclu les articles secrets du traité de Tilsit avec Napoléon, qu'aussitôt il accusa l'Angleterre d'avoir violé ses engagements, et cette prétendue violation lui servit de prétexte à une déclaration hostile et injurieuse pour la Grande-Bretagne. C'est ainsi qu'après avoir humilié la Russie à Friedland, Napoléon avait réussi à se l'attacher à Tilsit, en souffrant qu'elle s'indemnît des pertes qu'elle venait d'essuyer, par une portion de cette même Prusse dont elle avait pris la défense. Mais, tandis qu'il imposait à Alexandre l'obligation de prendre part à ses hostilités contre l'Angleterre, Napoléon connaissait trop l'importance de la Turquie, et le grand dan-

ger de voir la Russie s'agrandir de ce côté, pour ne pas couvrir la Porte de sa protection. Le traité qui rendit la Russie son alliée et ennemie de la Grande-Bretagne, stipula aussi l'évacuation immédiate de la Moldavie et de la Valachie.

La dernière guerre que la Porte avait soutenue contre la Russie fut désastreuse, comme toutes celles qui l'avaient précédée depuis Pierre I^{er}. Ses forteresses furent prises, ses provinces occupées, sa flotte détruite. La Servie prêta un secours actif aux Russes, et l'esprit turbulent des janissaires révoltés ébranla l'empire jusque dans ses fondemens. La Turquie cependant ne cessait point de combattre avec courage, quoique sans succès, et déployait contre l'ennemi victorieux une force de résistance dont aucun état peut-être, en des circonstances semblables, au milieu de commotions intérieures, n'aurait été capable. Néanmoins, il est probable que c'est l'intercession seule de Napoléon qui, dans cette occasion, lui épargna la perte de ses provinces au-delà du Danube, de même que les démonstrations sérieuses de la part de l'Angleterre et de la Prusse l'avaient

sauvée de plus grands maux encore , dans la guerre précédente.

La paix que Napoléon obtint pour la Turquie, à Tilsit, n'eut pas une longue durée. Les hostilités recommencèrent en 1808. Après plusieurs années d'une guerre où, définitivement, tous les avantages furent du côté de la Russie, cette puissance voyant, en 1812, son territoire envahi par Napoléon, sentit la nécessité de conclure un traité de paix à Bucharest, qui néanmoins poussa ses frontières jusque sur le Pruth, garantit à ses bâtimens de commerce la navigation sur le Danube, et à ses vaisseaux de guerre, le droit de remonter ce fleuve jusqu'à l'embouchure du Pruth, stipula une amnistie pour les Serviens qui avaient pris parti pour elle dans cette guerre, lui garantit la démolition des forteresses nouvellement élevées par les Turcs en Serbie, et engagea la Porte à lui offrir sa médiation vis-à-vis de la Perse. L'empereur, de son côté, consentit à restituer aux Turcs la ville d'Anapa et plusieurs autres places fortes sur la mer Noire, occupées pendant la guerre ; mais cet engagement ne fut

jamais rempli , et la mauvaise foi déployée par la Russie pour l'é luder devint une des causes de discorde qui , en définitif , amenèrent une lutte nouvelle.

Ainsi , après une guerre coûteuse et sanglante , qu'elle avait elle-même provoquée , la Russie fut , par l'intervention de Napoléon , encore une fois privée des résultats qu'elle se promettait de ses victoires sur la Turquie. La Bessarabie seule agrandit son territoire , mais elle obtint dans un moment critique l'avantage immense de faire marcher 80,000 hommes , des rives du Danube , contre l'armée française.

Les trois dernières guerres entre la Russie et la Turquie furent terminées par l'intervention , soit pacifique , soit belliqueuse , d'une ou de plusieurs puissances européennes en faveur de la Turquie ; car la nécessité de maintenir son indépendance , comme un des élémens de l'équilibre des forces en Europe , fut de tout temps regardée comme un axiome politique indisputable et que les grandes puissances étaient décidées à faire respecter.

Lasse des guerres qui l'avaient si long-temps accablée, et aspirant au repos, l'Europe chercha, au congrès de Vienne, à établir les relations internationales sur une base solide, à rendre par conséquent à plusieurs états leurs anciennes frontières, à restaurer l'indépendance de plusieurs autres, et à les unir tous par une alliance capable de leur assurer cette tranquillité qui était le premier de leurs vœux. La France avait été leur ennemi commun : aussi l'esprit d'hostilité envers elle, ou plutôt envers son dernier maître, forma-t-il le lien qui unissait tous les autres peuples. Il fut indispensable de la dépouiller des conquêtes dont elle s'était enrichie aux dépens de ses voisins et par l'abus de ses forces : c'était à la fois prudent et juste ; mais cette justice de la part des vainqueurs n'alla pas jusqu'à restituer de leur côté d'injustes acquisitions, et rétablir des royaumes indépendans qu'ils avaient eux-mêmes violemment renversés et démembrés. La France perdit ses conquêtes, et l'Angleterre restitua les colonies étrangères dont elle s'était emparée dans les deux hémisphères, mais la Rus-

siè ne rendit rien : elle garda la Finlande, la Pologne et toutes ses conquêtes en Turquie et en Perse, et à la seule proposition de restaurer l'ancienne Pologne, les puissances co-partageantes répondirent qu'elles avaient un million de soldats à y opposer. La Turquie ne prit aucune part dans ces négociations et ne gagna rien à ces arrangemens ; seulement elle n'eut plus à craindre de nouvelles hostilités pour le moment, tant le désir de la paix fut général ; la Russie d'ailleurs avait besoin de quelques années pour réparer ses forces épuisées par les derniers triomphes. Ce désir salutaire de conserver la paix avait même tellement pénétré dans tous les cabinets, qu'aucune puissance n'eût pu prendre les armes, sans se voir arrêtée dans ses projets par l'influence morale, sinon par les forces de la communauté européenne ; la Turquie donc, quoique ne faisant pas partie de l'alliance qui s'était chargée d'assurer la paix à l'univers, ne profita pas moins de cette force d'opinion qui aurait regardé comme un crime la première infraction à la paix générale. Toutes les nations s'engagèrent à

soumettre leurs querelles à la décision des grandes puissances conservatrices du repos public, et des congrès s'assemblaient de temps en temps, sur différens points de l'Europe, pour régler les difficultés et terminer amicalement les différends survenus entre les peuples.

Aucune guerre internationale ne venait donc troubler la paix de l'Europe; mais il y eut de graves commotions intérieures dans plusieurs pays méridionaux. L'Espagne fit une révolution, qui fut étouffée par les armées françaises. Le Portugal fut occupé par l'Angleterre pour contre-balancer l'influence française dans la Péninsule. Des révolutions en Italie furent également comprimées, non sans intervention étrangère; et l'insurrection de la Grèce engagea l'empire ottoman dans une longue lutte.

La Russie, pour arriver à son but, avait plus d'une fois fomenté la révolte en Grèce et dans les autres provinces chrétiennes de la Turquie. Elle avait prouvé aussi en toute occasion combien elle tenait à conserver des intelligences avec les Grecs, et, en 1821, c'étaient ses propres of-

ficiers, partis pour organiser une révolte en Turquie, qui y donnèrent la première impulsion au mouvement. Le gouvernement russe avait été le plus actif à former cette alliance conservatrice de la paix qui lui était alors si nécessaire; cependant après avoir facilité, si non excité, la révolte en Grèce, il n'en affecta pas moins de suivre toujours les mêmes principes, et offrit à la Porte des secours pour étouffer une révolte que celle-ci attribuait exclusivement à ses intrigues. Le Grand Seigneur ayant, sans hésiter, rejeté cette proposition, l'ambassadeur russe à Constantinople n'épargna plus aucun moyen pour amener une rupture, parce que la Turquie persistait à vouloir étouffer toute seule une insurrection contre laquelle la Russie lui avait offert son assistance.

La Russie ne se contenta pas d'accabler le gouvernement turc de toutes sortes d'indignités, et de suspendre ses relations diplomatiques avec lui, ses agens réveillèrent d'anciennes animosités entre la Perse et la Turquie, poussèrent le prince royal à envahir l'empire ottoman, malgré l'op-

position du shah et les conseils de la Grande-Bretagne, et essayèrent de justifier devant le père la désobéissance du fils. Toutes ces démarches prouvaient bien l'ardent désir de la Russie de provoquer une déclaration de guerre de la part de la Turquie, mais les vœux de l'Europe étaient encore constamment pour la paix, et le congrès de Vérone reconnut formellement au sultan le droit de refuser toute intervention étrangère entre lui et ses sujets, soit chrétiens, soit mahométans. La décision du congrès, dont la Russie devait être la dernière à récuser l'autorité, fut annoncée officiellement à la Porte par l'ambassadeur britannique, et dès lors la question paraissait être résolue. Mais bientôt la sympathie toujours croissante des populations chrétiennes de l'Europe pour les Grecs, accablés par des forces supérieures, parut pouvoir neutraliser les intentions pacifiques des gouvernemens, et enlever à la Turquie toute leur bienveillance et même l'espoir d'être jugée sans prévention. La Russie s'aperçut aussitôt de l'avantage que la popularité de la cause grecque ne

pouvait manquer de lui donner vis-à-vis des puissances contraires à ses projets, et alors il ne resta plus à celles-ci que l'alternative, ou de lui interdire par la force des armes toute intervention en faveur des Grecs, à laquelle elle semblait déterminée à recourir, ou de mettre un frein à son ambition, en s'associant avec elle pour négocier ensemble le rétablissement de la paix dans le Levant, de manière qu'en agissant d'accord pour obtenir cet objet avoué de ses sollicitudes, on pût limiter à cet objet seul son intervention. L'Angleterre et la France invitèrent donc l'empereur Nicolas, qui venait de monter sur le trône, à s'unir à elles pour rendre le repos à la Grèce. Par un protocole signé à Saint-Petersbourg, les trois puissances s'obligèrent de n'intervenir que d'une manière pacifique entre le sultan et ses sujets rebelles. Lorsque celui-ci refusa toute médiation de leur part, les trois puissances, se fondant sur le tort qu'éprouvait leur commerce dans la Méditerranée par suite de la piraterie des Grecs, conclurent un traité à Londres, le 6 juillet 1827, par lequel elles s'enga-

geaient réciproquement à rétablir, même par la guerre si elle devenait indispensable, la paix entre la Porte et les Grecs, à des conditions dictées à la fois aux deux parties. Cette convention stipulait cependant la suzeraineté de la Grèce et un tribut annuel en faveur du sultan.

Mais la Russie s'était réservé une discussion particulière avec la Porte : elle se disait fondée à lui demander l'exécution de certains articles du traité de Bucharest, par rapport au gouvernement intérieur des provinces chrétiennes du nord-est de la Turquie, tandis que celle-ci réclamait à son tour la restitution des forteresses sur la mer Noire que la Russie s'était engagée, par le même traité, d'affectuer, et qu'elle gardait néanmoins depuis quatorze années, en dépit des promesses les plus solennelles. La Porte parut ne pas vouloir se désister de ses droits; mais lorsque la Russie, prête à la guerre, lui présenta son ultimatum, elle accepta inopinément. Des plénipotentiaires se réunirent à Akerman en Bessarabie, et la Turquie y accepta la convention proposée par la Russie, à la condi-

tion expresse que celle-ci renoncera à son tour à toute intervention ¹ dans les affaires de la Grèce. Remarquons que la Russie y accéda quelques mois seulement après avoir signé le traité de Londres, qui l'obligeait, tout au contraire, à intervenir dans ces affaires, même par la force des armes, s'il était nécessaire.

Les ambassadeurs des trois puissances, en communiquant à la Porte les stipulations du traité de Londres, ne lui dissimulèrent point qu'en rejetant leur médiation, elle les forcerait « de recourir à des mesures qu'elles jugeraient les plus efficaces pour mettre fin à un état de choses incompatible aussi bien avec les vrais intérêts de la Sublime Porte elle-même, qu'avec la sécurité du commerce en général et la parfaite tranquillité de l'Europe ».

La Turquie vit dans cette note l'équivalent d'une déclaration de guerre, si elle refusait une proposition qui lui semblait également injuste et

¹ Le gouvernement turc a publiquement affirmé ce fait, et s'en est référé aux protocoles quant à son exactitude; la vérité de cette assertion ne fut pas publiquement démentie.

injurieuse. Aussi le sultan fit-il immédiatement des préparatifs de défense : il rassembla une armée à Constantinople, fortifia les batteries sur le Bosphore et les Dardanelles, renforça la garnison de Ténédos et s'occupa promptement des améliorations de la discipline parmi ses troupes. Les ambassadeurs des puissances les plus favorables à la Porte lui représentèrent en vain, à plusieurs reprises, la nécessité de céder ; elle persista obstinément dans la résolution de ne point sanctionner une intervention étrangère dans les affaires intérieures de son empire. Cependant il était évident qu'elle s'attendait à être attaquée par les puissances alliées : ses préparatifs de défense et son langage ne laissaient aucun doute à ce sujet. Le 10 septembre, le reis-effendi, interrogé par le dragoman de l'Angleterre sur les intentions de son gouvernement, répondit : « Dieu et mon droit, c'est la devise de l'Angleterre : quelle autre devise voulez-vous que nous choisissions, quand vous vous proposez de nous attaquer ? »

La nouvelle de la bataille de Navarin fut suivie de celle d'une attaque de l'île de Scy-

ros, par les Grecs. — La Porte Ottomane demanda satisfaction des pertes qu'elle avait subies, et de l'atteinte portée à son honneur; elle persista en même temps à rejeter l'intervention des puissances alliées dans les affaires de la Grèce, déclarant que, jusqu'à ce qu'on eût fait droit à ses demandes, elle interrompait toute relation avec leurs ambassadeurs. — En conséquence, ces fonctionnaires quittèrent Constantinople à la fin de décembre 1827, et le sultan ne put qu'en inférer qu'il se trouvait déjà en guerre avec l'Angleterre, la France et la Russie.

Les mesures que proposait la Russie pour donner effet au traité de Londres dévoilaient assez les résultats qu'elle désirait obtenir. — Elle proposait d'occuper la Moldavie et la Valachie au nom des trois puissances, et même de faire marcher une armée en Turquie, dans le but de « dicter la paix sous les murs du sérail. » — N'ayant point obtenu le consentement des autres puissances à des mesures si violentes, ni à des hostilités avouées contre la Porte, elle déclara que « quant à la manière d'exécuter cet acte (le

« traité de Londres), elle ne consulterait que ses « propres intérêts et convenances. » Elle fut cependant obligée de rétracter ensuite cette déclaration.

En septembre de la même année, l'empereur ordonna une nouvelle levée à raison d'une recrue par cinq cents habitans (pour la première fois, on astreignit aussi les Juifs à la conscription), et se prépara ainsi à la guerre qu'il méditait.

Mais la Russie, sentant que sa position en Asie serait critique au plus haut degré, si sa lutte avec la Turquie devait commencer avant qu'elle eût mis fin à celle avec la Perse, désirait terminer avant tout cette dernière; et les succès obtenus par ses troupes dans l'automne de 1827 la mirent en mesure de dicter des conditions au shah.

La guerre avec la Perse tirait son origine d'une violation du territoire persan par le gouverneur général de Géorgie, et de disputes sur la question des frontières, qui n'ont jamais été suffisamment déterminées sur tous les points, et

qui depuis douze ans se trouvaient être un objet de discussion, la possession de la rive droite ou méridionale de l'Araxe étant l'objet réclamé des deux parts.

Dans les négociations préliminaires au traité de Turkmantsehaï, par lequel cette guerre fut terminée (en février 1828), la Russie, en désavouant tout désir de conquête, et représentant comme injurieuse toute imputation de vues d'agrandissement de son territoire, qui, à l'entendre, se trouvait aussi étendu qu'elle pouvait seulement le désirer, alléguait cependant que la crainte d'une collision future avec la Perse l'obligeait à établir une ligne de frontière si nettement tracée, qu'elle ne pût plus fournir matière à aucune dispute, et qu'à cet effet elle ne pouvait balancer à adopter la ligne de l'Araxe comme la seule limite définitive.

La Perse fut, par conséquent, non seulement contrainte de payer tous les frais de la guerre, mais eut encore à céder les importantes et riches provinces d'Érivan et de Nukchivan, en y comprenant les deux forteresses d'Érivan et d'Ab-

basabad, par la raison que la tranquillité future des deux empires exigeait que le fleuve Araxe servit de frontière. Les sacrifices de la Perse étaient immenses, mais elle n'était plus en mesure de recommencer la guerre, et elle se consolait par l'espoir que, moyennant la perte de possessions d'une beaucoup plus grande valeur, elle recouvrerait au moins Talish et Moghan, provinces dont les Russes se trouvèrent expulsés par une révolte des habitans au commencement de la guerre, et qu'ils n'étaient pas parvenus depuis à occuper. — Mais cela n'entraînait guère dans les vues de la Russie; et quoique ces districts n'eussent pour elle aucune valeur, et lui occasionnassent au contraire une grande dépense annuelle, elle refusa de se désister de ses prétentions à leur égard, traita avec mépris les promesses du général Ritèscheff, et lorsqu'on lui rappela qu'elle avait exigé de la Perse la cession d'Érivan et de Nukchivan dans le but de fixer la frontière définitive sur l'Araxe, et qu'ici elle violait le principe justement reconnu, son unique réponse fut une menace de recom-

mencer les hostilités. La Perse, n'ayant point d'alternative, céda.

Le but de la Russie, en s'assurant de cette position, est assez évident. — L'Araxe est guéable à de courts intervalles, depuis Julfa, près de la grande route d'Érivan à Tabriz, jusqu'à un gué appelé Yeddee Bolouk : plus bas il ne l'est plus nulle part. — En conservant les districts de Talish et de Moghan, la Russie s'assurait donc des possessions au-delà de l'Araxe, s'étendant au midi jusqu'à la frontière de Ghilan, depuis le point où le fleuve cesse d'être guéable jusqu'à son embouchure dans la mer Caspienne : de cette manière, la partie la plus importante de la Perse se trouve exposée à une attaque dans chaque saison de l'année, et la Russie se met en position de s'emparer facilement du Ghilan. Une preuve suffisante de ce qu'elle convoite aussi cette dernière province se trouve dans le fait qu'il n'y a pas seulement deux ans elle menaça de l'occuper comme gage du paiement de l'indemnité de cinq cent mille tomans, due encore par la Perse.

La possession de Talish et de Moghan ne sau-

rait être d'aucune autre valeur pour la Russie, qu'en ce qu'elle lui facilite des agressions ultérieures, et, comme preuve de son importance sous ce rapport, on n'a qu'à citer la vigueur et l'esprit hostile des habitans de cette province qui avaient fait échouer tous les efforts de la Russie pour y établir son autorité déjà après la conclusion de la paix, et qui l'obligèrent de recourir sous ce rapport à l'aide de la Perse elle-même.

Dans la province de Nukchivan, cédée à la Russie, et sur la rive gauche de l'Araxe, se trouve la forteresse Abbasabad, construite par un ingénieur français au service de feu Abbas Mirza. La Russie, ne se contentant pas de la forteresse, exigea encore la mise en possession d'une sorte d'ouvrage inachevé, et destiné à servir de tête de pont sur la rive opposée; elle soutint que cela faisait partie de la forteresse, malgré qu'il n'y eût jamais eu de pont construit devant elle; et ayant obtenu cette redoute inachevée et intenable, elle établit là-dessus une autre exigence, celle d'une esplanade pour le

pont *futur* et on lui abandonna un rayon de deux lieues à cet effet.

Cette autre position au-delà de l'Araxe ouvre à la Russie l'entrée de la Perse par son flanc le plus rapproché de Khoé, la plus importante forteresse de toutes celles qui restent encore à cet état. Khoé commande la seule communication dont on puisse se servir entre la Perse et la Turquie, le seul chemin ouvert à leur commerce, et par conséquent à celui de l'Angleterre avec la Perse. — Son importance n'a point échappé à la Russie : aussi choisit-elle cette place comme gage du paiement de la dernière partie de l'indemnité qui seule pouvait procurer l'évacuation du territoire persan ; et après l'avoir occupée pendant sa guerre avec la Turquie en 1828, dans le but d'intercepter tous les rapports entre la Turquie et la Perse, ce n'est qu'après le paiement de la somme stipulée, qu'elle se vit forcée, avec bien de la répugnance, de la rendre.

Par le traité de Turknantschaï, la Perse s'engagea de nouveau à n'entretenir aucune marine

sur la mer Caspienne. Cette stipulation fut établie sur un droit de prescription qui attribuait à la Russie le privilège exclusif de posséder une marine sur une mer dont le traité la déclare en possession « *ab antiquo.* » — Cette ancienneté ne datait cependant que de treize ans, puisque la Russie n'acquiesça ce droit exclusif que par le traité de Goulistan, conclu en 1814.

La Turquie, en attendant, se sentant être en danger imminent d'être attaquée par les trois puissances signataires du traité de Londres, poursuivait ses préparatifs de guerre, et la Russie, d'autre part, ayant fini avec succès sa lutte avec la Perse, et en ayant reçu plus de deux millions de livres sterling (50 millions de francs) en espèces, ne fit plus mystère de son désir d'en venir à une rupture avec la Porte Ottomane. Elle avait entrepris en vain d'engager ses alliés dans des hostilités ouvertes avec l'empire turc, et ces mêmes alliés l'avaient, au contraire, forcée d'abandonner les projets qu'elle avait annoncés d'agir séparément. A Vérone, elle avait consenti à envisager la question grecque comme

une question d'intérieur pour la Turquie, et une question où aucune puissance étrangère n'avait le droit de s'immiscer. Elle s'était portée cependant au dernier degré d'arrogance et d'insolence, dans l'espoir de provoquer le ressentiment du sultan contre les outrages qu'elle multipliait à son égard. Enfin, après avoir plusieurs fois changé ses vues et sa tactique, épuisé toutes les formes possibles de provocation, et échoué dans tous les efforts pour arriver à son but, elle se décida, après avoir terminé sa guerre avec la Perse, d'en commencer une à tout prix avec la Turquie. Ses intentions là-dessus étaient devenues évidentes depuis long-temps, mais le motif n'en avait pas été bien apprécié. Il nous est dévoilé aujourd'hui. — Ce n'était ni sa sympathie pour les Grecs, ses coreligionnaires, qu'elle avait tant de fois excités à la révolte, et puis abandonnés à leur destin; ce n'était pas non plus un soudain libéralisme, qui la rendit amie et protectrice des droits populaires; c'était une ferme et invariable persévérance dans la politique de Pierre-le-Grand, politique consistant

à s'élever sur les ruines de la Turquie. Les réformes du sultan ayant réussi au-delà des espérances de ses amis ou des craintes de ses ennemis, la Russie s' alarma, et craignit de voir échapper sa proie, puisque ces améliorations intérieures d'une puissance voisine, jointes à la sympathie qu'elles excitaient en Europe, pouvaient, avec le temps, lui rendre toute attaque contre la Turquie dangereuse, et même sa conquête impossible.

La vivacité du sultan, qui, après la bataille de Navarin, le départ des ambassadeurs et les préparatifs de la Russie, ne douta plus qu'il ne se trouvât en guerre avec cette puissance, lui fournit le prétexte qu'elle convoitait tellement. La Porte, entourée d'ennemis, avait adressé une circulaire aux pachas commandant dans les provinces, dans laquelle elle en appelait au patriotisme des Turcs, et les engageait à s'armer pour la défense de leur pays et de leur religion. Elle les informait en même temps, non pas qu'elle avait été trompée par la Russie, ce qui était la vérité, mais qu'au contraire elle

avait réussi à tromper la Russie en signant la convention d'Akerman dans le seul but de gagner du temps.

Aussitôt cependant que la Porte put espérer d'éviter la guerre, elle s'adressa, par l'entremise du reiss-effendi, au cabinet russe, pour s'expliquer sur ce qu'il y avait d'offensant dans sa lettre aux pachas, ainsi que pour exprimer le désir de renouer ses anciennes relations avec le czar. — Mais on avait cherché depuis longtemps une occasion, et celle-ci une fois trouvée, Sa Majesté Impériale ne se sentit plus disposée à la négliger. La réponse à l'épître conciliatoire du reiss-effendi fut accompagnée d'une déclaration de guerre, et le comte de Nesselrode, dans sa lettre, restreint les causes de la querelle uniquement aux actes postérieurs au départ des ambassadeurs de Constantinople, car il parle *de sentimens et intentions amicales de la Russie envers la Porte encore à cette époque*. Les procédés subséquens du gouvernement turc envers la Russie et les Russes, quoique affectant davantage leurs intérêts, n'avaient pas ce-

pendant une autre nature que ceux adoptés à l'égard des autres puissances et de leurs sujets. La Russie n'avait donc d'autre grief à alléguer que la déclaration de la Porte dans sa circulaire aux pachas, déclaration qui contenait l'aveu d'avoir conclu la convention d'Akerman uniquement pour gagner du temps, mais que le gouvernement turc se montrait disposé à rétracter, ce qui, en tout cas, n'était pas plus inexcusable que la réserve mentale de la Russie, qui ne concluait aussi cette convention qu'à la condition expresse de ne pas se mêler des affaires de la Grèce, engagement qu'elle prit sans la moindre intention de le tenir; tandis que la Porte avait au contraire adopté la convention avec sincérité et bonne foi, malgré qu'elle se soit faussement accusée depuis d'en avoir manqué. Un autre sujet de plaintes de la Russie contre la Turquie, était que cette dernière tâchait de mettre des obstacles à la conclusion de sa paix avec la Perse. Cette accusation, qui n'est appuyée sur aucune preuve, n'était certes pas de nature à être élevée par un gouvernement qui,

peu d'années auparavant, avait engagé ces mêmes Persans à faire la guerre aux Turcs.

Mais il serait inutile de s'étendre davantage sur cette question : le vrai motif de la Russie pour désirer une guerre avec la Turquie fut exposé par elle-même d'une manière qui n'admet aucun doute, et qui rend superflu tout autre argument.

Cette guerre, la plus désastreuse que la Turquie ait jamais soutenue, fut terminée par le traité d'Andrinople. L'empereur Nicolas, par égard pour la jalousie des autres puissances européennes, avait publiquement désavoué tout désir de conquêtes; cependant il obtint, par ce traité, Anapa et Poti, avec une étendue considérable de côtes de la mer Noire, une partie du pachalic d'Akhilska, les deux forteresses d'Akhilska et d'Akhilkillaki¹, et les îles formées par les bouches du Danube; *il stipula* la destruction de la forteresse turque de Géorgiewo et l'abandon de la rive droite du Danube, à la distance de quelques lieues de ce fleuve; il essaya d'établir une véritable

¹ D'autres écrivent *Akhaltzik* et *Akhalhaliki*.

séparation entre la Moldavie, la Valachie et la Turquie, à l'aide de réglemens sanitaires faits pour lier ces principautés à la Russie et de l'approbation donnée par la Porte à toutes les mesures de gouvernement adoptées pour ces provinces, pendant leur occupation par les Russes ; il éloigna enfin, moitié de force, moitié par l'influence du clergé, des milliers de familles arméniennes des provinces turques d'Asie, et les fit passer sur son territoire, comme il l'avait fait tout récemment en Perse, laissant des districts entiers sans population, et sacrifiant par les grandes fatigues et privations, inséparables de cette émigration forcée, les personnes âgées, infirmes, faibles et sans ressources.

La Russie établit pour tous ses sujets, en Turquie, une véritable irresponsabilité à l'égard des autorités du pays, chargea la Porte d'une immense dette, sous le titre d'indemnité de guerre et de commerce, et retint au bout du compte la Moldavie, la Valachie et Silistrie, comme gage de paiemens que la Turquie ne pouvait espérer de solder avant bien des années. Ayant

par ce traité imposé à la Turquie l'acceptation du protocole du 22 mars, qui assurait à cette dernière la suzeraineté de la Grèce et un tribut annuel de ce pays, la Russie employa depuis toute son influence à procurer à la Grèce son entière indépendance et à violer, par elle-même ainsi que par ses alliés, l'arrangement qu'elle avait rendu partie intégrante du traité d'Andrinople.

La Grèce fut à la fin tout-à-fait séparée de la Turquie et érigée en pays indépendant sous la présidence du comte Capo d'Istria, ancien ministre au service de la Russie.

Dans le cours de sa guerre contre les Turcs, en Asie, la Russie avait développé des projets nouveaux et étendus pour de futures conquêtes. Le pachalic turc de Bagdad se trouvait depuis bien des années entre les mains d'un corps de Géorgiens, qui comme les Mamelouks, en Égypte, avaient usurpé tous les pouvoirs du gouvernement, et n'avaient laissé d'autre alternative à la Porte que de sanctionner et de reconnaître pour autorité légitime celle qu'un d'entre eux parvenait à acquérir. Le pacha de Bagdad, à l'époque de

l'invasion des Russes en Arménie-turque, était un certain Daud ou David, Géorgien très énergique et ambitieux, qui ne visait qu'à établir sa propre indépendance. Un frère du pacha qui avait continué à habiter son pays natal, la Géorgie, et se trouvait par conséquent sujet russe, s'occupait d'un petit commerce entre Tiflis et Bagdad, et devint le moyen de communication entre ses maîtres et son frère. Presque tous les postes de confiance du pachalic étaient occupés par des Géorgiens, qui se trouvaient en relation avec leur propre pays, et dont beaucoup de parens les plus proches servaient en Russie. L'influence des autorités de Géorgie commença donc à se faire sentir à Bagdad, et lorsque le général Paskevitch se trouva à Erzerum, sur les rives d'une des branches de l'Euphrate, et non loin du Tigris, il conçut le projet de descendre ces deux fleuves et d'occuper la capitale moderne de l'Assyrie et de la Mésopotamie. Mais les succès du général Diebitsch sur le Bâlcans avaient placé la Russie dans une position tellement avantageuse, quoique avec si peu de moyens pour la maintenir,

qu'on jugea imprudent de risquer désormais un échec en Asie : on abandonna donc pour quelque temps cette entreprise.

La Russie ne perdait aussi aucune occasion pour se mettre en relation avec les chefs du Kurdistan ; mais ces rudes montagnards , quoique ayant cédé parfois à l'influence dominante , donnèrent néanmoins en mainte occasion des preuves de fidélité à leur souverain , et d'un esprit mâle et intelligent , qui leur font le plus grand honneur. Tymour , pacha de Van , envoya à l'approche des Russes un message au prince royal de Perse , en offrant de remettre entre ses mains le pachalic , à la charge seulement de le protéger contre les Russes , et de le rendre à la Porte à la fin de la guerre.

C'est ainsi que la Russie , par une longue série d'hostilités et d'intrigues , a non seulement conquis une vaste étendue de territoire turc , tant en Asie qu'en Europe , mais encore réalisé la séparation complète de la Grèce et entamé virtuellement celle de la Servie , de la Valachie et de la Moldavie ; elle s'était proposé de plus l'occupation de Bagdad , et parvint à établir des

relations secrètes avec ce pachalic, ainsi qu'avec le Kurdistan.

A peine fut-elle affranchie, par le traité d'Andrinople, de sa guerre avec la Turquie, qu'elle se mit à concerter des mesures avec le gouvernement persan pour faire la conquête de la principauté de Khiva, sur les bords orientaux de la mer Caspienne, et elle avait déjà réuni des troupes à Orembourg, pour cette expédition, quand la révolution de Pologne la força de leur donner un autre emploi

Sa lutte avec la Pologne, et les mouvemens populaires en Europe, détournèrent pendant quelque temps l'attention de la Russie des affaires d'Orient; mais ces événemens furent bientôt suivis par une révolution dans une partie de l'empire ottoman, qui rappela ses armées en Turquie. Le pacha d'Égypte s'était révolté, et avait envahi la Syrie et une partie de l'Asie-Mineure; le trône ottoman se trouva ébranlé, et le sultan se vit forcé de chercher des secours étrangers, pour résister à un vassal victorieux; la Russie à cette occasion non seulement lui offrit son

assistance, mais le pressa à plusieurs reprises de l'accepter. Il avait, néanmoins, trop de bonnes raisons de se méfier de la bonne foi de la Russie, et préféra s'adresser à ce sujet à l'Angleterre et à la France. Mais la stupide lésinerie de notre politique avait réduit notre flotte à l'impuissance de protéger nos intérêts nationaux, surtout dans l'époque de troubles et de commotions qui nous entouraient alors. Une partie de notre chétive marine se trouvait employée en Portugal, une autre sur les côtes de la Hollande, et lorsqu'il y allait de l'existence de la Turquie, nous n'avions que quelques frégates dans la Méditerranée. La France était presque également faible : le sultan tourna donc en vain ses regards du côté des gouvernemens qui ne possédaient pas les moyens de le secourir. N'ayant d'autre alternative, il accepta les secours offerts par la Russie, dont la flotte et l'armée, réunies avec une incroyable célérité, se virent ainsi pour la première fois dans le Bosphore.

Décidée à ne pas souffrir que Constantinople, les Dardanelles et le Bosphore, devinssent la proie

d'une autre puissance que la sienne , la Russie annonça l'intention de les défendre ; mais loin de s'inquiéter des forces et de la future sécurité du souverain qu'elle avait pris sous sa protection, elle laissa aux autres puissances , qui se virent obligées d'intervenir, la charge d'imposer des limites au pacha victorieux , et des conditions qu'il regardait comme contraires à ses intérêts ; quant à la Russie, tout en l'empêchant de se saisir de la portion qu'elle envisageait déjà comme sienne, elle le laissa d'ailleurs complètement libre de s'approprier tout ce qu'il était en son pouvoir de garder. Une fois le péril écarté, elle retira ses flottes et ses armées , et un manifeste de l'empereur annonça à l'Europe et à l'Asie sa rare modération et magnanimité qui, seules, l'empêchèrent de s'emparer de la capitale d'un souverain ami qui l'avait appelé à son aide, et qui aurait trouvé, dans chaque nation européenne, un allié prêt à venger une trahison si elle eût été tentée.

Mais ce fut en signant le traité d'Unkiar Skelessi que la Russie extorqua le prix de son assis-

tance et de sa modération. Ce traité devint une alliance défensive, par laquelle la Turquie se trouvait dans l'obligation de fournir des secours matériels à la Russie si celle-ci se trouvait attaquée, et la Russie à son tour se chargeait de protéger la Turquie contre tous ses ennemis à l'avenir.

Par un article secret, ou plutôt additionnel, la Turquie, au lieu de secours militaires à fournir à la Russie, s'engagea à fermer le passage des Dardanelles aux vaisseaux de guerre étrangers.

Toutes les puissances maritimes d'Europe avaient bien reconnu ou admis le droit de la Turquie, de fermer les Dardanelles et le Bosphore aux vaisseaux de guerre étrangers, mais ce droit ne se trouvait admis que dans la supposition qu'il serait appliqué à tous les pavillons également, comme nécessaire à la sécurité de la Turquie, que tous les états de l'Europe étaient également intéressés à préserver. — Or l'effet du traité est, quant à la navigation des Dardanelles, de transférer à la Russie le droit d'y exiger l'exclusion des vaisseaux de guerre, puisque la Tur-

quie ne peut désormais les admettre lorsque la Russie se trouve en guerre avec une puissance maritime quelconque.

D'autre part, l'alliance étant mutuellement défensive, la Russie entraîne la Turquie dans chacune de ses propres guerres, et comme ceci implique nécessairement une coopération, la Turquie ne pourra refuser d'ouvrir le détroit aux flottes de l'allié avec lequel elle doit, selon les traités, concourir à un but commun.

Les nations maritimes de l'Europe convenaient de laisser au pouvoir de la Turquie le contrôle de la navigation dans ses propres détroits, mais elles n'ont pu voir avec indifférence et n'ont jamais entendu admettre l'acquisition usurpée de ce droit par la Russie, et il serait évidemment funeste si elle pouvait le garder.

Ce traité n'est pas moins important sous un autre point de vue. La manière dont la Russie a effectué la conquête de presque tous les pays qu'elle a envahis depuis le règne de Pierre I^{er}, a été de les prendre d'abord sous sa protection, puis d'y fomenter des dissensions intestines, et

enfin de les annexer à son empire , sous prétexte de mettre un terme à des désordres qu'elle avait elle-même créés ou tolérés. Le traité d'Unkiar Skelessi procure virtuellement à la Russie un *protectorat* sur la Turquie.

Malgré l'opposition des autres puissances , la Russie a poursuivi constamment et avec succès la subversion totale de l'empire ottoman et l'acquisition de Constantinople , des Dardanelles et du Bosphore. Elle a conquis sur la Turquie des provinces très étendues ; elle s'est efforcée de détacher d'elle la Moldavie , la Valachie et la Serbie , et a favorisé l'émancipation de l'Égypte et de la Syrie de l'autorité du sultan. Cependant la Russie et la Turquie restaient toujours ainsi en opposition l'une vis-à-vis de l'autre , et aussi long-temps qu'elles gardaient cette attitude , chaque pas fait par le plus fort , pour subjuguier le plus faible , était nécessairement un acte de violence. Des agressions continuelles ne peuvent avoir lieu sans entacher le caractère de l'agresseur , sans attirer l'attention des autres parties , et sans leur procurer des moyens d'intervenir.

Mais il se trouve toujours un terme dans ce progrès d'envahissement, où la résistance finit, et où commence le protectorat, terme au-delà duquel la force et la violence deviennent superflues, et où l'absence de collisions n'offre aucune occasion à un tiers d'intervenir. Pour une puissance qui doit craindre une opposition quelconque dans sa carrière de conquêtes, le pas qui la met en mesure de franchir le terme dont nous venons de parler est le plus important de tous : aussi la Russie, par sa vieille expérience, en connaissait bien toute la valeur. Il y avait deux moyens pour la Russie de parvenir à son but : en continuant les hostilités elle n'aurait fait que provoquer l'intervention des autres puissances, qui avait eu lieu plus d'une fois avec succès, puisque la Turquie faisait cause commune avec elles ; mais une manière plus insidieuse et plus efficace à la fois d'amener l'assujettissement de la Porte fut de la placer sous sa protection, et, la forçant de se mettre en collision avec les ennemis de la Russie et ses propres amis, de se rendre maîtresse de ses ressources, et d'exclure en même

temps toute intervention des autres puissances, puisqu'on évitait ainsi toute collision. C'était là le résultat que la Russie cherchait à obtenir par le traité d'Unkiar Skelessi. C'était là le prix qu'elle demandait pour ses secours magnanimes et désintéressés; et, rassurée sur le succès de son plan, elle se retira en triomphe après ce qu'elle envisageait comme la conquête d'un empire sans effusion de sang.

Mais la jalousie de l'Europe se réveilla enfin; le traité avait transpiré, l'Angleterre et la France protestèrent contre la fraude. La Russie, tout en conservant le ton hautain et impérial qu'elle prend lorsqu'elle ne peut justifier ses actes, sentit bien cependant qu'un sacrifice réel ou apparent pouvait seul apaiser le juste ressentiment des autres puissances: satisfaite donc pour le moment d'avoir détaché de la Porte la Valachie et la Moldavie, elle offrit d'évacuer ces provinces, après avoir préalablement stipulé qu'il ne serait plus permis aux troupes turques d'y rentrer ni à aucun musulman d'y résider. Pour ce qui regarde des cessions additionnelles de ter-

ritoire en Asie , la Russie ne les demandait que dans le dessein d'obtenir « *une ligne de démarcation entre les deux empires dans l'Est, qui pût prévenir toute espèce de dispute ou de discussion* », et mettre un terme aux brigandages que les tribus voisines commettaient habituellement ; » c'est-à-dire, une ligne de démarcation qui assurât à la Russie la possession des passages difficiles. Ce n'est qu'à cette condition que Sa Majesté Impériale consentit à renoncer au tiers de l'indemnité, équivalant à près d'un million sterling, qu'elle avait cependant déjà promis de remettre à la Porte lors de la négociation du traité d'Unkiar Skelessi, et sans demander alors des cessions additionnelles de territoire. Le reste de l'indemnité allait être payé en plus petites sommes, et Silistrie, que la Russie retenait comme gage du total de l'indemnité, devait rester de cette manière plus long-temps entre ses mains.

¹ C'était précisément le même langage que celui qu'elle avait tenu à la Perse. Voyez page 144.

La Russie occupe ainsi des positions au-delà de l'Araxe en Perse, et du Danube en Turquie; a des indemnités à toucher dans les deux pays; est exclusivement en possession de la mer Caspienne; commande sur la mer Noire; s'est constituée gardienne des embouchures du Kur sur l'une de ces deux mers et du Danube sur l'autre, désire enfin être protectrice du sultan et garantir le trône du successeur du shah, dans le but évident ou même avoué de s'appropriier les deux empires.

Tandis que la position occupée par la Russie dans la Turquie d'Europe menace Constantinople et les Dardanelles, elle a su prendre dans la Turquie d'Asie une attitude qui menace l'Arménie; elle s'est emparée des passages de montagnes qui séparent cette province de la Géorgie, et des forteresses qui défendaient la frontière ottomane. Elle menace par chacun de ses mouvements d'interrrompre la seule ligne de communication par laquelle le commerce anglais transporte en Perse, à travers la Turquie, des marchandises pour une valeur annuelle d'environ un

million sterling et demi. Elle n'est déjà qu'à trois lieues de cette route, et à environ sept lieues de Trébizonde, port où elle conduit. La marche qu'elle suivrait, si cette route et ce port se trouvaient sous sa domination, est facile à deviner d'après son système commercial actuel ainsi que d'après la circonstance qu'elle est notre rivale sur les marchés de la Perse, et qu'elle a déjà entravé notre transit à travers la Géorgie, parce qu'il gênait son commerce exclusif sur la mer Caspienne.

Le commerce de la Perse n'est toutefois qu'une partie insignifiante de ce que l'Angleterre aurait à perdre si la Russie se mettait en possession des Dardanelles.

Les intérêts que nous avons ici en jeu sont innombrables, et nous reconnaissons leur importance lorsque nous avons déclaré que nous maintiendrions l'indépendance de la Turquie. Mais pour être en mesure de défendre cette indépendance, dont nous reconnaissons tout le prix, il nous faut non seulement obtenir des garanties de la part de la seule puissance européenne qui la

menace aujourd'hui, il nous faut encore contribuer, autant qu'il est en notre pouvoir, à l'amélioration du bien-être intérieur de la Turquie et à l'augmentation de sa force et de ses ressources. La paix de l'Europe ne saurait être maintenue qu'aussi long-temps que la Turquie sera conservée; car si en effet l'empire ottoman « tombe en pièces » comme quelques uns le supposent, le partage de ses débris ne s'effectuerait pas sans effusion de sang. La seule chance de préserver la paix, c'est donc de préserver l'intégrité de la Turquie. Ceux qui voudraient nous persuader « qu'elle tombe en pièces » jugent bien différemment des conséquences et des résultats des changemens récents dans son système, que ceux qui l'ont observée de plus près et qui ont le plus grand intérêt à ce que ses jours soient déjà comptés. Tandis qu'en Angleterre la Turquie est supposée tomber en décadence, la Russie trouve dans l'accroissement de ses forces un motif pour l'attaquer. C'est parce qu'on ignorait les forces de la Turquie et qu'on n'appréciait pas suffisamment ses ressources, que les puissances intéressées à

sa conservation restèrent si long-temps indifférentes à la révolte du pacha d'Égypte , et l'on ne pourrâ remédier aux effets d'une si grande catastrophe qu'en facilitant la réunion des parties virtuellement séparées par le démembrement qui a eu lieu. Tout ce qui tend à l'affaiblissement de la Turquie est aussi favorable à la Russie que nuisible au reste de l'Europe. L'Égypte et la Syrie, érigées en puissance hostile à la Turquie, ont porté le coup le plus rude à l'empire ottoman. La Russie tendait déjà vers ce but en 1772, et ses efforts n'échouèrent que par l'arrogance d'Alexis Orloff, qui demandait que l'Ali Pacha d'alors se reconnût sujet de l'impératrice Catherine. Le but que, par cette seule raison, la Russie a manqué d'atteindre à cette époque, fut accompli en 1833, et personne ne parut se rappeler que cela avait été un des projets russes depuis plus d'un demi-siècle.

Le pacha actuel de l'Égypte n'est pas un souverain indépendant, il relève du sultan. Quelle puissance européenne peut donc avoir intérêt à le pousser à la désobéissance ou à faciliter ses

agressions? Assurément aucune de celles qui désirent l'intégrité, l'indépendance et la force de la Turquie; car, pour atteindre ce dernier but, elles devraient plutôt forcer le pacha à l'obéissance envers son souverain, et mettre un frein à toute tentative d'affaiblir un empire dont la conservation est tellement dans l'intérêt de l'Europe. Si Mahommed Ali, soit de concert avec la Russie, soit en ne poursuivant que ses propres plans, rend l'empire ottoman moins capable de se défendre contre la Russie, il agit d'une manière incompatible avec la tranquillité future du monde; et s'il parvenait à mettre la Turquie tout-à-fait hors d'état de se défendre, il serait l'ennemi non seulement de la Turquie mais de l'Europe entière. Heureusement il n'est pas une seule des puissances maritimes de cette partie du globe qui ne soit en état de réprimer et de punir son ambition. Les ressources de l'Egypte, déjà épuisées en grande partie par la barbarie de son système, sont jusqu'à présent les seuls nerfs auxquels tient sa force. Il tarde à la Syrie, désabusée des erreurs qui amenèrent son assujettis-

sement à Ibrahim, de rentrer sous le régime plus doux du sultan, et c'est pour l'Égypte un allié douteux et un serviteur mécontent. L'Égypte n'offre de ressources qu'autant que son commerce extérieur n'est pas inquiété, et elle ne peut compter sur la possession de la Syrie qu'aussi long-temps que les vaisseaux du pacha pourront longer ses côtes et assurer leurs communications avec Alexandrie. Quelques frégates suffiraient pour bloquer les ports du pacha et anéantir ses revenus. S'il mettait sa flotte en mer, le meilleur gage de son obéissance envers le sultan serait de pouvoir en tout temps détruire cette flotte, sans laquelle il lui serait impossible de se défendre, même contre les efforts seuls de la Porte. Si sa flotte se trouvait dans le port d'Alexandrie, elle ne pourrait en sortir en état de tenir la mer et d'offrir de la résistance : par conséquent elle ne lui serait plus utile. Ainsi la seule faculté de le tenir en échec est déjà d'une telle importance, qu'en la connaissant seulement, jamais le pacha ne s'avisera de s'exposer

à ce qu'on l'emploie contre lui, une fois qu'il sera convaincu qu'on le ferait.

La Grèce a obtenu une existence indépendante et a été politiquement séparée de la Turquie ; mais les intérêts de ces deux pays ne peuvent jamais être séparés, et l'indépendance de la Turquie sera pour la Grèce long-temps encore une condition indispensable de la sienne propre. Leurs relations commerciales leur sont réciproquement avantageuses, et ne peuvent être améliorées qu'en s'entr'aidant à consolider la tranquillité intérieure et les relations amicales qui servent également les intérêts de ces deux pays. Il en est de même de tout arrangement tendant à faciliter leurs rapports et la liberté de commerce entre eux. La Turquie doit sentir que le ressentiment non seulement ne lui serait d'aucun avantage, mais augmenterait encore de beaucoup le mal dont elle se plaint ; la Grèce, d'autre part, ayant passé par la triste expérience de bien d'autres systèmes, a appris à ses dépens que les griefs qu'elle

reprochait à la Turquie n'avaient été ni si flagrants ni si extraordinaires qu'elle se les représentait. Ceux qui désirent la prospérité de ces deux nations à la fois ne devraient chercher qu'à mitiger leur irritation et à semer parmi elles des germes de concorde et d'amitié.

Nous dépasserions les limites assignées à ces observations, si nous voulions entrer dans l'examen des arrangemens commerciaux au moyen desquels les nations intéressées à la conservation de la Turquie pourraient contribuer au bien-être de sa population, et faciliter les améliorations que son souverain a déjà commencé à y introduire ; il faut cependant espérer que ces objets importans, et toutes les données commerciales sur nos relations avec la Turquie, seront développés autant qu'ils le méritent par quelque écrivain, juge compétent dans ces matières.

Nous devons faire attention, en examinant une question quelconque de notre commerce

avec l'étranger, que ce qui importe le plus au peuple de la Grande-Bretagne, ce n'est pas le profit du marchand, mais la quantité de la main-d'œuvre anglaise dont on peut disposer à un prix raisonnable, ou, en d'autres termes, la quantité des bras qui peuvent être employés et des bouches qui peuvent ainsi être nourries en Angleterre. Le profit du marchand n'est qu'une considération secondaire ; mais là où il est considérable, nous pouvons, sans doute, être sûrs que la consommation augmentera aussi proportionnellement. L'objet principal, c'est de procurer à nos classes ouvrières un travail suffisant. C'est plutôt parce que les droits restrictifs dans les pays étrangers diminuent la quantité de ce qu'on y consomme, en élevant le prix payé par le consommateur, que cette opération est nuisible à l'Angleterre, que par égard au tort qu'ils font à nos marchands : les classes laborieuses de notre population sont donc le plus intéressées au maintien en Asie d'un système commercial libre de toutes restrictions, et il est du devoir de notre gouver-

(177)

nement d'empêcher que ce système n'y soit remplacé par le système le plus restrictif de l'Europe¹.

¹ Un tableau comparatif du nombre d'individus en Angleterre qui subsistent de la vente des produits de leur travail en Russie et en Turquie, serait un document statistique fort précieux.

CHAPITRE VII.

Systeme et vrai but de la Russie dans ses envahissemens successifs en Orient. — L'Angleterre doit s'y opposer dans l'intérêt de son commerce, aussi bien que dans celui de la sécurité de ses possessions de l'Inde. — Examen des dangers qui menacent la domination anglaise dans ce pays. — Importance de la Perse sous ce rapport. — Moyens de relever les forces et d'assurer l'indépendance de la Perse.

LA Russie s'est tellement montrée avide d'agrandissement et a montré tant de ténacité à conserver ses nouvelles conquêtes, fût-ce même au prix d'énormes sacrifices pécuniaires, qu'il est difficile d'attribuer cette tendance à la seule valeur intrinsèque de ces acquisitions; il est évident qu'elle les considère comme moyen et non comme but; et la position qu'elle s'est assurée par ses traités avec la Perse et la Turquie offre des indices non équivoques qu'elle se prépare à de nouveaux empiétemens. Toute son histoire, et sa position actuelle, réfutent les professions de

foi quelconques par lesquelles elle voudrait établir son indifférence en fait de conquêtes et d'agrandissemens. Ce n'est pas seulement par des envahissemens directs que la Russie peut détruire l'indépendance de la Perse et de la Turquie et s'approprier les ressources de ces deux pays ; car pour renverser les gouvernemens existans , et s'établir par la force des armes à leur place , elle se verrait entraînée dans une lutte prolongée , et obligée à l'emploi fréquent et continu de ses forces physiques ; ce système finirait par épuiser ses propres ressources et celles du pays conquis avant que sa domination pût y être consolidée ; une semblable conduite , d'ailleurs , ne manquerait pas d'exciter les alarmes des autres puissances , et peut-être de les déterminer à lui opposer une résistance active ; elle a donc préféré suivre une marche beaucoup plus prudente.

Elle s'est bornée à se renfermer dans un système d'empiétemens successifs , dont aucun n'était assez important pour interrompre ses relations amicales avec les grandes puissances de

l'Europe, ou de paraître considéré en lui-même un sacrifice fatal pour l'état sur lequel on le faisait, et elle a ainsi fondé sur la supériorité reconnue de ses moyens matériels, aussi bien que sur le succès de ses armes et de ses intrigues, une influence toujours croissante dans les conseils des nations qu'elle a vaincues.

Il est dans la nature de sa politique de maintenir les gouvernemens existans, mais en les empêchant de se fortifier, et d'imposer son influence à leur faiblesse, jusqu'à ce qu'elle acquière une force d'autorité souveraine. La Russie gouverne ainsi les nations par l'intermédiaire de leurs souverains naturels, avant que d'incorporer leur territoire à ses propres possessions. En agissant ainsi, elle n'a pas besoin d'user de violence ; nulle collision n'a lieu, et *là où il n'y a point de collision, il n'y a pas non plus d'occasion pour que les autres nations puissent intervenir.* Aucun changement apparent ne se fait de cette manière dans les institutions qui régissent les habitans, et les ressources de ces pays, n'étant ni entamées ni affaiblies, restent à

la disposition de la Russie bien plus complètement que si elle s'en était emparée par force ouverte. Ce n'est point là une vaine théorie ; car telle fut précisément la marche qu'elle a suivie dans toutes ses conquêtes ; elle s'en est servie de nos jours pour arriver jusqu'à l'asservissement presque total de la Turquie , et elle l'a adoptée de même vis-à-vis de la Perse. Là , comme en Turquie , le système russe consiste à résoudre toute question politique ou commerciale non d'après la nature ou la justice inhérente à la question , mais selon la clémence ou le déplaisir de l'empereur. Un ton hautain perce dans toutes les discussions grandes ou petites auxquelles la Russie prend part , et on tâche soigneusement de faire sentir aux Persans l'humiliation de leur souverain.

Que cela provienne du caractère de son gouvernement , de la force des circonstances , ou de la poursuite intelligente d'un but déterminé d'avance , toujours est-il incontestable que la Russie s'est successivement avancée , et s'avance de plus en plus vers la conquête de la Perse et de

la Turquie, et que si l'on abandonne ces pays à eux-mêmes, il n'auront plus bientôt ni pouvoir physique pour repousser les agressions, ni courage moral pour résister à l'influence de la Russie.

Il est donc de toute nécessité que la Russie rencontre une résistance plus forte que celle que ces deux pays peuvent opposer à ses empiétements ; résistance qui lui fasse comprendre que, sur ce point, elle aura affaire à des puissances d'une autre nature, et que ses progrès vont devenir plus difficiles et plus dangereux que jusqu'ici : autrement la Turquie et la Perse subiront définitivement son joug.

L'intérêt par lequel la Grande-Bretagne tient à la conservation de la Perse se rapporte plus immédiatement à ses possessions aux Indes, tandis que celui de la conservation de la Turquie se lie davantage à l'état actuel de l'Europe ; mais ces deux objets ont entre eux un rapport si intime, que le sacrifice de l'un ou de l'autre entraîne nécessairement la perte de tous les deux. Les ressources de la Perse, abandonnées à la Russie, suffiraient pour neutraliser tout ce qui reste encore

au sultan de pouvoir en Asie ; et de même les ressources de la Turquie, une fois entrées dans les mains de la Russie, renverseraient l'empire persan sans coup férir. L'intérêt donc que nous portons à ces deux pays se résume dans chacun d'eux, et ce double intérêt, envisagé sous toutes ses faces, politique et commerciale, en Europe et en Asie, est peut-être aussi important qu'aucun autre que nous puissions avoir à défendre en dehors de nos îles.

Il est superflu d'entrer ici dans l'examen des conséquences qui résulteraient pour l'Angleterre de l'envahissement de la Turquie par la Russie : les déclarations tant de fois répétées du souverain de la Grande-Bretagne, qu'il veillerait à la conservation de l'indépendance de l'empire ottoman, prouvent suffisamment l'importance qui s'y attache, mais il convient de dire ici quelques mots au sujet de la Perse.

Nous avons des intérêts commerciaux fort importants et qui le deviennent tous les jours davantage en Perse, où la Russie est notre rivale sur les marchés du pays. Dans les deux dernières années, nos manufactures ont fourni à la Perse des mar-

chandises pour la valeur annuelle d'un million et demi de livres sterling ; l'année passée, cette valeur s'est élevée jusqu'à près de deux millions. Ce commerce à grandi, sans être même protégé par un traité, parce qu'il était libre de toutes restrictions onéreuses, mais il n'augmentait qu'à mesure que celui de la Russie baissait ; si la Russie parvient donc à exercer sa domination à ce sujet, notre commerce persan ne pourra longtemps se soutenir.

On pourrait soutenir que l'invasion des Indes par une armée russe partant du point de ses frontières actuelles pour se frayer un passage jusqu'à l'Indus et renverser notre empire par un « *coup de main* » est impraticable, ou du moins réclamerait de si fortes dépenses et de si vastes préparatifs qu'une semblable entreprise perd toute probabilité. Mais les difficultés de l'expédition provenant surtout de la distance qui sépare nos frontières de celles de la Russie, de la facilité avec laquelle nous serions à même de multiplier les obstacles sur une ligne d'opérations aussi longue et aussi

pénible, et de ce que nous pourrions, dans un plus court espace de temps, lancer par mer nos troupes dans les Indes, que la Russie ne serait en état d'y faire arriver par terre les siennes, plus la Russie s'approche du Sud, plus elle écarte ces difficultés, et une fois que les ressources de la Perse seraient à sa disposition, et que par-là Hérat se trouverait devenu sa frontière méridionale, l'invasion des Indes ne rencontrerait plus d'obstacles insurmontables.

Pour mettre en mouvement, dans toutes les directions, cinquante mille hommes d'infanterie Persane composée peut-être des meilleures troupes possibles, sous la direction d'officiers russes; pour les faire accompagner par cinquante pièces d'artillerie persane en bon état effectif, et par un nombre presque illimité de cavalerie irrégulière, il ne faudrait à la Russie que douze mois de temps, à compter de l'époque où elle serait devenue maîtresse des ressources de la Perse, et où ses propres forces lui auraient donné une telle influence que dans l'éventualité d'une guerre avec l'Angleterre, la Perse serait forcée

de faire cause commune avec elle, et d'offrir à sa disposition les ressources militaires du pays.

Du moment que la Russie occuperait cette position, nous serions obligés d'augmenter le nombre de nos troupes européennes, aux Indes, de manière à être prêts à tenir tête aux éventualités résultant de ce rapprochement des forces russes. Ce serait une augmentation considérable de nos dépenses, augmentation qui deviendrait permanente si la Russie se trouvait à Hérat, puisque dans ce cas nous serions dans l'impossibilité d'envoyer nos troupes aux Indes aussi vite par mer, qu'elle pourrait faire marcher les siennes par terre.

En dehors de ces considérations militaires, il y en a d'autres non moins importantes. De ses frontières actuelles, la Russie non seulement ne peut pas faire une invasion dans les Indes, mais elle ne saurait même y exercer une influence inquiétante, puisque celle-ci se borne à la Perse et à l'Afghanistan; mais si elle s'établissait à Hérat, l'influence qu'elle exercerait aux Indes, même en temps de paix, serait telle, qu'elle rendrait l'ad-

ministration de ce pays bien plus épineuse et plus difficile qu'elle ne l'est à présent. Ceux qui connaissent le mieux les Indes sentiront le changement qui y surviendrait dans notre position par la seule probabilité d'une collision avec une puissance égale en forces à la nôtre ¹.

Les insurrections deviendraient plus fréquentes et plus formidables ; le revenu public, dans plusieurs endroits, serait perçu avec difficulté ; dans d'autres, on ne le paierait même pas du tout. Une sorte d'incertitude s'emparerait des esprits, et chaque perturbation dans les provinces du nord-ouest, chaque mouvement sur l'Indus ou au-delà assumerait un caractère nouveau par suite de la proximité d'un puissant et nouveau voisin, auquel tous les mécontents ne manqueraient pas d'avoir recours. Si nos embarras financiers dans l'Inde sont déjà aujourd'hui un sujet fréquent

¹ L'esprit qui s'est manifesté dans les Indes pendant la guerre avec les Birmans, lorsque le résultat de la lutte fut considéré comme douteux, suffira pour appuyer ce que nous venons d'affirmer ; encore faut-il se rappeler que ce n'était alors qu'une question de succès d'une seule expédition.

d'inquiétude , quelle ne serait pas notre situation lorsque d'un côté nos revenus diminueraient , et de l'autre nos dépenses s'augmenteraient de plusieurs millions ?

Indépendamment donc du danger d'une invasion imminente, dès que la Russie se serait avancée jusqu'à Hérat, c'est-à-dire disposerait de toutes les ressources de la Perse , le système entier de notre gouvernement dans l'Inde serait ébranlé, *quand même la Russie agirait vis-à-vis de nous avec plus de modération et de bonne foi, et nous enverrait moins d'agens secrets que jusqu'ici.*

La faculté que possède la Grande-Bretagne de ruiner le commerce de la Russie, et avec celui-ci les richesses de sa noblesse et la tranquillité de son gouvernement, l'a mise à même de contraindre la Russie à entrer dans la coalition contre la France, ce que l'empereur Alexandre eût désiré d'éviter. Les clameurs de la noblesse russe dont les revenus se trouvaient anéantis par la cessation de son commerce avec l'Angleterre, et le souvenir de la fin tragique de son père lorsqu'il voulut persévérer dans son

système, forcèrent Alexandre à céder, bien que cette concession l'exposât à la vengeance du despote qui gouvernait alors la France.

Cette même faculté continue d'être, entre les mains de l'Angleterre, un des freins les plus efficaces qu'elle puisse opposer à l'ambition de la Russie, et l'un des moyens les plus salutaires dont elle soit en possession pour l'avantage commun des nations comparativement plus faibles. La force de la Russie, exclusivement militaire, ne saurait être directement mise en œuvre contre nous : le contrôle que nous pouvons exercer sur son commerce reste donc ainsi sans contre-poids. Mais aussitôt que ses armées pourraient être portées vers les Indes, elle aurait réussi à se procurer ce contre-poids, et à mettre ses relations avec nous sur un pied plus avantageux que jusqu'ici.

On a dit que la perte des Indes ne causerait pas un tort sérieux à la Grande-Bretagne, et que nous pouvons nous passer d'employer des efforts extraordinaires pour les conserver; mais en admettant, pour un moment,

que ces assertions fussent fondées, les conclusions qu'on en tire se trouveraient encore erronées.

Nous avons conquis l'Inde, et, comme conséquence nécessaire de cette conquête, nous nous sommes chargés de l'administration de ce pays en nous y mettant à la place des gouvernemens que nous y avons trouvés : nous avons donc, de cette manière, assumé sur nous la responsabilité de protéger ceux qui se sont soumis à notre régime, contre la violence extérieure aussi bien que contre l'anarchie. Voilà un devoir sacré, et l'intérêt de nos peuples exige que nous ne négligions aucun moyen honorable pour nous en acquitter. Si donc nous abandonnions aujourd'hui l'Inde, nous ne la laisserions plus dans l'état dans lequel nous l'avons trouvée. Si nous l'évacuions, demain, non seulement elle se trouverait placée dans des circonstances beaucoup plus fâcheuses que celles sous l'empire desquelles nous l'avions occupée, mais elle se trouverait dans la condition la plus déplorable du monde. Et fût-il prouvé, par impossible, que la posses-

sion de l'Inde n'a plus aucune valeur pour l'Angleterre, notre obligation morale de la défendre, jusqu'à ce qu'elle soit capable de se gouverner elle-même, resterait toujours entière.

Si, par conséquent, les progrès de la Russie vers les provinces méridionales de la Perse (ou, ce qui revient au même, l'acquisition d'un empire absolu sur les ressources de cet état) menacent la tranquillité intérieure de l'Inde et la sécurité de ses habitans (quand même il ne s'agirait pas encore de leur conquête), ne serait-ce pas un abandon de nos devoirs envers eux que de laisser faire la Russie, lorsque nous avons les moyens de l'empêcher ?

L'indépendance de la Perse est visiblement le seul obstacle qui ne permet pas encore à la Russie d'occuper une position qui détruirait en Asie le pouvoir du sultan, qu'elle a déjà ébranlé en Europe; qui ruinerait notre commerce dans l'Asie centrale, diminuerait nos revenus et augmenterait les embarras de nos finances aux Indes; bouleverserait tout notre système de gouvernement en temps de paix, et nous menacerait d'invasion

en temps de guerre; qui donnerait enfin à la Russie le pouvoir d'opposer à notre supériorité maritime et commerciale la faculté d'ébranler notre empire en Orient.

La Grande-Bretagne a donc un intérêt évident à protéger l'indépendance de la Perse, et elle ne peut souffrir que cet intérêt soit mis en péril, sans exposer les Indes aux malheurs que tout gouvernement doit épargner à ses sujets, et sans voir diminuer son influence en Europe aussi bien que sa puissance en Asie¹.

¹ On a soutenu que nous devrions plutôt désirer que redouter l'agrandissement territorial de la Russie, puisque l'extension d'un empire implique son affaiblissement, et puisque ainsi la conquête de la Perse et de la Turquie ne ferait que hâter la chute de la Russie.

Mais l'histoire offre-t-elle un seul exemple de la dissolution subite d'un empire par suite d'une telle cause? La chute des grands états formés à la hâte par des chefs militaires, tels qu'Alexandre ou Nadir, ne fut que le partage du butin en l'absence de ceux qui seuls avaient maintenu la discipline dans le camp, n'a donc aucune analogie avec la question qui nous occupe. On dit que l'agrandissement fut la cause de la chute de l'empire romain; il serait bien facile de prouver

Quiconque connaît la position de la Perse conviendra qu'elle n'a prolongé son existence indépendante, jusqu'à nos jours, que grâce à la protection et aux secours de l'Angleterre; l'extension néanmoins des frontières et de l'influence de la Russie, en dépit de l'assistance que nous accordions à la Perse, prouve que cette assistance était loin de suffire à la réalisation de notre but, et que la conservation de ce qui reste de ce pays exige un système bien plus efficace.

On a tout lieu de croire que cet objet si désirable pourrait encore être atteint. L'une des causes de l'affaiblissement de la Perse, sous le règne du dernier shah, fut son système de ne confier le gouvernement des provinces qu'à ses fils. Au commencement de son règne, redoutant plutôt les révolutions que les inva-

que c'est une erreur; mais en admettant cette assertion comme vraie, nous demanderons à notre tour combien il a fallu de siècles pour que cette cause produisît un pareil résultat. Sommes-nous résignés à attendre tout aussi long-temps la destruction de la Russie, et à subir en attendant toutes les conséquences de son agrandissement?

sions , son but principal avait été de concentrer tous les pouvoirs entre les mains de sa propre famille , afin de détruire l'influence des nobles qui lui paraissaient dangereux , et de remplacer de fait l'ancienne aristocratie du pays par ses propres fils. Il y réussit , et le résultat répondit à son attente , mais il perdit de vue les conséquences plus éloignées. Les princes , à mesure qu'ils s'élevèrent , profitèrent de leur parenté avec le souverain pour méconnaître l'autorité des ministres ; et sentant que le shah ne saurait rabaisser leur dignité sans faire du tort en quelque sorte à la sienne , ils comptèrent sur l'impunité que leur assurait leur position et éludèrent la responsabilité qui doit toujours peser sur les serviteurs de l'état , en appelant de la justice du monarque à la tendresse démesurée du père. Les peuples soumis à leur gouvernement n'avaient pas le courage de se plaindre des excès commis par des princes du sang , et même les ministres osaient rarement dénoncer au shah la conduite déréglée de ses enfans. C'est ainsi que chaque prince devint le chef irresponsable de sa province , et comme

ils ambitionnaient tous l'éclat et la magnificence royale, comme chacun d'eux avait hérité de l'avarice et de la débauche, vices reconnus de leur père, le pays se trouva bientôt sous le poids d'un régime insupportable. Les princes ne songeaient qu'à amasser des richesses et à se livrer aux jouissances d'une vie somptueuse, se laissant dominer, soit par leurs penchans naturels et la passion d'imiter les habitudes de leur père, soit par le besoin de se préparer au combat que sa mort rendrait inévitable, et par le sentiment de l'incertitude même du pouvoir dont ils étaient investis. Les paysans furent écrasés d'impôts exorbitans, les dépenses militaires réduites aux proportions les plus exiguës, et les troupes qu'on rassemblait de temps en temps se virent dépouillées de la moitié de leur paie, malgré que le shah l'acquittât en entier. Les recettes qui devaient être versées dans le trésor royal se trouvaient arriérées sous différens prétextes, et finissaient par manquer entièrement ou en partie. Le revenu du shah se trouva réduit à un tel point que, pendant les sept dernières années de sa vie, il

n'a jamais pu suffire à l'entretien du petit nombre de troupes payées par le trésor, ni pourvoir aux énormes dépenses de sa maison dont il s'était grevé lui-même.

C'est ainsi qu'on sema le mécontentement dans toutes les classes; l'armée saisissait souvent l'occasion de faire ressentir le traitement qu'elle endurait, en abandonnant sur les champs de bataille ceux qui, à ses yeux, avaient perdu tous leurs droits à sa reconnaissance ou à ses services. Mais ce n'était pas tout. Chaque prince avait des prétentions au trône (qui, depuis long-temps, en Perse, avait été le prix du plus fort), et méditait sa propre élévation aussi bien que l'abaissement de ses rivaux, c'est-à-dire de ses frères. Les succès obtenus par l'un d'eux, même contre des ennemis étrangers, déplaisaient toujours aux autres, puisqu'ils augmentaient sa réputation; dominés par la jalousie, ils se trahissaient mutuellement pendant la guerre avec aussi peu de scrupule que si les intérêts nationaux n'y étaient pas du tout en jeu.

Il en résulta que la Perse, au lieu d'être un

royaume compacte, dégénéra en une confédération incohérente de petites principautés, incapables d'agir de concert, ou même de coopérer loyalement et fructueusement à leur défense réciproque.

Dans la dernière guerre avec les Russes, le feu prince royal se vit réduit, au bout de quelques mois, aux ressources de la seule province d'Azerbïjan, pour faire face à toute la puissance de la Russie, et avait autant à craindre des intrigues de ses frères, sur ses derrières, que des forces de l'ennemi qu'il avait devant lui. Dans de pareilles circonstances, le succès des Russes n'a guère rien de surprenant et ne préjuge nullement de la force de la résistance que la Perse pourrait déployer dans tout autre état de choses. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que la Russie ait été si près de manquer son but. Lorsque les hostilités éclatèrent, la Russie ne se trouvait en guerre nulle autre part. Elle rassembla en Géorgie, avec la plus grande célérité, la fleur de ses troupes, les meilleurs généraux, un état-major des plus distingués; elle employa contre la Perse tous les

moyens agressifs dont elle pouvait disposer. Néanmoins la lutte avait duré près de deux années et continuait à être douteuse, jusqu'à ce que la trahison eut amené la reddition de Tabriz. Cela paraît une énigme, et cependant cela s'explique de la manière la plus simple du monde. La puissance de la Russie est très grande, mais ses forces pour attaquer la Perse sont comparative-ment fort petites, puisqu'elles sont bornées par les ressources qu'offre la Géorgie, province dont on est obligé de tirer toutes les provisions et tous les moyens de transport pour l'armée qui opère au sud du Caucase. Les efforts de la Russie ont donc été si puissamment paralysés par cette nécessité, que pendant tout le cours de sa dernière guerre avec la Perse, elle n'a pu jamais rassembler dix mille hommes dans un seul corps, ni en garder pendant un mois plus de la moitié. Voilà l'exacte mesure des forces que la Russie, dans l'état actuel de ses provinces géorgiennes, peut employer pour subjuguier la Perse; mais il nous est impossible de calculer la résistance que cette dernière pourrait offrir si elle était unie.

Ceux qui semblaient avoir le plus grand intérêt à la défendre devinrent ses plus redoutables ennemis, et elle succomba sous le poids d'une maladie intérieure, qui la priva de toutes les forces nécessaires pour repousser les attaques de la Russie. Quoiqu'elle ait échappé à cette crise sans être définitivement subjuguée, les élémens de discorde et les causes de désorganisation n'ont pas cessé de s'accumuler dans son sein. Le gouvernement avait été affaibli et avili, son autorité devint donc d'autant plus imparfaite et précaire. L'Angleterre effectua un changement dans son traité avec la Perse, qui parut trahir le désir de se débarrasser d'un allié trop faible. L'héritier du trône fut contraint de se concilier les bonnes grâces et de rechercher l'appui d'une puissance qu'il s'était efforcé en vain de combattre ; et au moment où tout le monde n'entrevoyait le salut de l'empire que dans un changement de gouvernement propre à y ramener l'union, les meilleurs amis de la Perse ne pouvaient, d'autre part, se dissimuler que ce changement même pouvait devenir dangereux pour l'indépendance

du pays, si la mort du shah y donnant le signal d'une guerre civile les Russes y étaient appelés à décider la question et à disposer du trône : cette seule idée détruisait l'espoir de toutes les améliorations, et l'opinion commença à prévaloir que la dernière heure de la Perse avait sonné.

Peu de monde conserva l'espoir de la sauver ; ceux qui étaient de cet avis croyaient cependant qu'Abbas Mirza pouvait seul encore compter sur ses propres ressources et les secours que l'Angleterre se déciderait à lui accorder. La confiance qu'inspirèrent ses succès à Yezd, Kirman et Khorassan, ne s'éteignit même pas après sa mort. La prompte reconnaissance des droits de son jeune fils par l'Angleterre, l'arrivée opportune d'officiers anglais venant des Indes, le ton ferme que la Grande-Bretagne déploya vis-à-vis de la Russie relativement à la Perse, les secours pécuniaires qu'elle lui promit et accorda éventuellement, convinquirent Mahommed Mirza que l'Angleterre était réellement intéressée à ses succès, et le portèrent à compter sur ses propres

ressources et sur l'assistance britannique dont il n'avait rien à craindre; tandis qu'en recherchant la protection de la Russie, plus efficace peut-être mais aussi bien plus dangereuse, il ne ferait que risquer son indépendance et se placer en opposition avec son peuple.

Nous voyons donc très positivement que la Perse reste fidèle à elle-même, qu'elle n'est pas indifférente à son indépendance, et que sa confiance dans les secours de l'Angleterre suffit pour l'encourager à la défendre. Mais si le langage de l'Angleterre vis-à-vis de la Russie n'avait pas garanti à la Perse qu'elle ne serait plus seule à lutter contre un ennemi dont l'influence l'écrasait de son poids; si la Perse n'avait pas la conviction que l'Angleterre ne permettra plus à la Russie d'occuper son territoire, en garantie du paiement de l'indemnité arriérée, et ne consentira pas à ce que cette occupation amène un démembrement; bref, si elle n'avait pas senti que le gouvernement britannique prenait un véritable intérêt à soutenir son indépendance, la Perse, sans aucun doute, l'aurait déjà perdue.

Aussi long-temps qu'il était probable que la mort du shah fournirait à la Russie une occasion d'intervenir en Perse pour y régler la succession à la couronne, l'Angleterre avait un motif évident de tarder à s'engager dans des dépenses considérables ou dans une responsabilité quelconque, relativement aux améliorations dans l'état d'un pays qu'on pouvait voir nous échapper sans retour, dès que le décès du shah et les disputes de succession, que tout le monde entrevoyait, eussent fourni à la Russie l'occasion d'y faire entrer ses troupes. Mais aujourd'hui, lorsque cette crise est déjà passée, lorsque la succession se trouve réglée d'après un droit héréditaire reconnu, le moment semble propice à l'introduction, dans les affaires intérieures et extérieures de la Perse, d'un système propre à assurer à ses institutions et à son indépendance plus de stabilité et de sécurité qu'elles n'en ont possédé jusqu'ici.

Le shah actuel trouvera indispensable, pour sa propre sécurité, d'ôter à presque tous ses oncles leurs gouvernemens, et de les rem-

placer par des fonctionnaires responsables. Les ressources disponibles de l'empire se concentreront ainsi entre ses propres mains; tandis que le pouvoir de protéger les paysans contre les exactions et l'arbitraire lui servira de puissant moyen à cet effet. Le changement opéré dans l'administration des provinces permettra d'accorder aux paysans le plus grand bienfait en établissant une assiette fixe pour leurs redevances, sans quoi il est impossible d'attacher le peuple à son souverain, et d'assurer au gouvernement la sécurité pendant la paix et des forces pendant la guerre.

La Perse, placée dans un contact immédiat avec une puissance dont elle a déjà été forcée de reconnaître la supériorité, et ne possédant qu'un seul allié réel, l'Angleterre, a désormais à choisir ou de faire des concessions à la Russie, quelle que soit leur nature et leur valeur, pour se ménager son amitié, ou de s'opposer à ses exigences quand elles se trouveront injustes et injurieuses, dans l'espoir que l'influence et les secours de son allié suffiront pour préserver

son indépendance. Elle ne peut néanmoins risquer de prendre cette dernière détermination sans savoir à quoi s'en tenir sur les secours présumés de l'allié dont nous parlons. Si elle n'a rien à attendre de l'Angleterre, elle sera obligée nécessairement de conclure que toute résistance de sa part vis-à-vis de la Russie serait inutile, et elle se mettra dès ce moment en mesure de satisfaire à toutes ses exigences. Tous ceux qui composent son gouvernement se prêteront désormais aux volontés de l'influence devenue toute-puissante.

Si les chefs actuels de la Perse n'avaient en vue que leur intérêt personnel, sans égard pour les sentimens actuels et les considérations d'avenir de leur peuple, il est fort peu douteux qu'ils ne dussent abandonner toute idée de résister à la Russie. Ce n'est que le sentiment du devoir envers leur nation et leur religion, ce n'est que l'esprit de patriotisme qui les a portés jusqu'ici à suivre une route opposée, et, s'ils n'ont pas de chances de résister avec succès, ce même sentiment du devoir ne devra-t-il pas les porter plutôt

à faire des arrangemens aussi avantageux que possible avec la puissance qui finira (selon leur conviction en ce cas) par les gouverner, qu'à prolonger leur lutte inutile pour l'indépendance?

La prudence ne permet donc pas de compter trop long-temps sur le patriotisme des hommes qui gouvernent la Perse, quelque honorable que soit l'amour de l'indépendance qu'ils ont témoigné jusqu'ici. Dès qu'ils perdront tout espoir d'être appuyés par l'Angleterre, dès qu'ils verront qu'au lieu d'une assistance active contre la Russie, nous ne leur offrons que les communications et les conseils de l'amitié, ils se rapprocheront nécessairement de ce dernier état. La Perse n'estime l'alliance de l'Angleterre qu'autant qu'elle peut la servir contre la Russie; dans le cas contraire, elle n'est pour elle d'aucune valeur politique.

La Perse partage assez naturellement l'opinion que la Russie est la plus formidable puissance de l'Europe, et elle a été renforcée dans cette conviction, en apprenant que les succès des Russes en Turquie, et leur protectorat établi sur cette

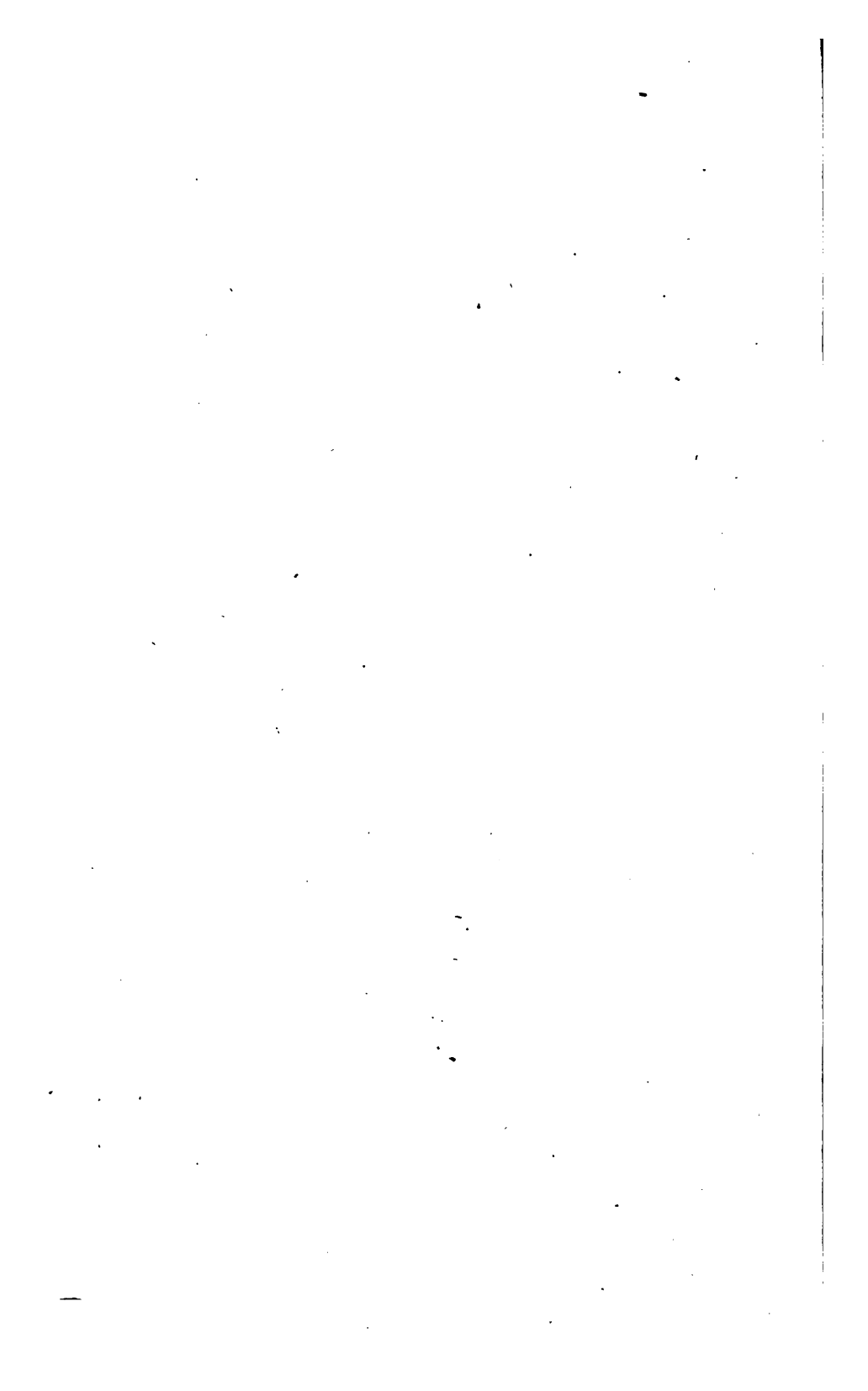
puissance par le traité du 8 juillet 1833, déplurent à l'Angleterre et à la France, provoquèrent des remontrances de leur part, mais n'en furent point ébranlés.

La cour de Perse ne manqua pas d'en tirer la conséquence, que l'Angleterre et la France réunies ne se sentaient pas de force à lutter contre la Russie, et elle déplora cette impuissance comme un indice de ce que sa propre position présentait de désespéré.

Nous ne devrions pas négliger aussi les états situés entre la Perse et l'Inde. Toute la population mahométane de l'Asie centrale redoute la puissance russe, et cherche à s'appuyer sur l'Angleterre. C'est lorsque la première ligne de défense est encore intacte, et non pas sous le feu du canon ennemi, qu'il nous faut préparer notre seconde. Nos relations commerciales en Asie s'étendent de jour en jour¹, et les sentimens de bienveillance pour l'Angleterre s'y animent et

¹ L'Asie centrale consomme aujourd'hui annuellement pour trois millions et demi de nos marchandises.

s'y répandent à mesure que nos communications se multiplient. On sait que notre but est de défendre et non pas d'attaquer, — de conserver et non pas de détruire; — mais si la Perse était perdue pour nous, tout esprit de résistance contre la Russie s'éteindrait, et les ressources de la Perse, maniées par l'adresse et l'intelligence de ceux qui s'en seraient emparés, suffiraient pour la conquête définitive de l'Asie centrale, depuis la mer Caspienne jusqu'à l'Oxus et l'Indus. Il s'agit de décider si ces ressources doivent être employées à notre profit ou à notre préjudice; si nous devons les abandonner à nos ennemis, avec la certitude d'avoir à dépenser annuellement des millions pour nous créer des contre-poids d'une efficacité douteuse, ou bien s'il nous convient de nous procurer, au prix de milliers, ce qui nous épargnera, du moins pour nombre d'années, le sacrifice de millions. Certes, ce n'est pas là une question qu'il s'agirait sérieusement d'avoir à décider!



CONCLUSION.

UN coup d'œil sur la carte démontrera que la Russie a étendu ses frontières dans toutes les directions ; il n'est pas jusqu'à la mer Caspienne , qui semblait présenter un obstacle à son agrandissement, qu'elle n'ait tournée à son avantage en se l'appropriant. A l'époque où elle démembreait des pays civilisés, en Europe et en Asie, pour augmenter ses domaines, les plaines de la Tartarie excitaient encore sa cupidité. Insatiable dans ses désirs, elle s'est transportée jusqu'en Amérique, où, en violation directe de ses engagements avec l'Angleterre, elle conteste à nos marchands le droit de naviguer sur les fleuves dont l'embouchure se trouve sur la côte occidentale de cet hémisphère. Les acquisitions qu'elle a faites sur la Suède sont plus grandes que tout ce qui reste de cet ancien royaume ; celles sur la Pologne égalent en étendue tout l'empire d'Autriche ; le territoire ravi

à la Turquie, en Europe, équivaut à toutes les possessions de la Prusse, moins les provinces rhénanes; les conquêtes russes sur la Turquie, en Asie, égalent en dimension les petits états de l'Allemagne, les provinces rhénanes de la Prusse, la Belgique et la Hollande réunies; les pays arrachés à la Perse approchent de l'étendue de l'Angleterre; ceux acquis en Tartarie renfermeraient la Turquie d'Europe, la Grèce, l'Italie et l'Espagne; enfin tout ce qu'elle a acquis dans le courant de 64 années, depuis 1772, surpasse, en étendue et en importance, son empire entier en Europe avant cette époque.

Voilà des faits incontestables, et qui sont de nature à frapper de stupeur tout homme qui, jusqu'alors, n'y aurait pas réfléchi, et à arrêter l'attention de quiconque veut raisonner sur l'état actuel de l'Europe et de l'Asie.

Chacune de ces conquêtes, excepté peut-être celles en Tartarie, a été faite contre les vues, les intentions et les intérêts de l'Angleterre. Le démembrement de la Suède, le partage de la Pologne, la conquête des provinces turques et

persanes, ont été également préjudiciables aux intérêts britanniques; et quoique quelques-uns de ces actes aient trouvé, temporairement et pour un prix convenu, faveur à Vienne et à Berlin, aujourd'hui, ces états mêmes qui ont participé aux rapines de la Russie ne peuvent plus les envisager qu'avec inquiétude.

La force et les ressources de la Russie consistent dans les pays à l'ouest du Volga, et non point dans les déserts de la Sibérie; son empire en Europe a été presque doublé au bout d'un peu plus que d'un demi-siècle. Dans l'espace de 64 ans, elle poussa ses frontières de trois cents lieues vers Vienne, Berlin, Dresde, Munich et Paris; elle se rapprocha de cent soixante-dix lieues de Constantinople; elle s'empara de la capitale de la Pologne et se plaça à peu de lieues de celle de la Suède¹, dont, à l'avènement de Pierre-le-Grand, elle se trouvait éloignée encore

¹ La Russie fortifie actuellement l'île d'Aland, à peu de distance de Stockholm, et force les Polonais, courbés sous leurs chaînes, de river celles de la Suède.

de plus de cent lieues. Depuis ce temps-là, elle s'avança de près de quatre cents lieues vers les Indes ainsi que vers la capitale de la Perse. Le régiment qui stationne aujourd'hui à l'extrémité de sa frontière, à l'ouest de la mer Caspienne, aurait à franchir la même distance pour retourner à Moscou que pour aller à Attock sur l'Indus, et se trouve plus éloigné de Saint-Petersbourg que de Lahore, capitale des Seiks. Les bataillons de la garde impériale, à l'armée de Perse, s'apercevaient, à la cessation des hostilités, qu'ils étaient aussi près de Hérat que des rives du Don; qu'ils avaient déjà accompli la moitié du chemin de leur capitale à Delhi, et que, par conséquent, il y avait de leur camp la même distance à parcourir pour revenir à Saint-Petersbourg que pour s'avancer jusqu'à la capitale de l'Hindostan. La Gazette de Moscou menace, en attendant, de dicter à Calcutta le prochain traité de paix avec l'Angleterre, et la Russie ne cesse d'offrir à ses frais au gouvernement persan ses officiers d'instruction, ses armes et son artillerie, au moment où ses propres bataillons se tiennent

prêts à entrer en Perse , dès que le shah se verra porté à réclamer leur assistance.

Ainsi , au moment où elle accuse les gouvernemens de l'Europe , plus libéraux que le sien , du désir de renverser les institutions existantes , c'est la Russie qui mine elle-même les trônes qui se trouvent à sa portée. C'est elle qui a renversé celui de la Pologne. Depuis la bataille de Narwa , elle n'a cessé de troubler et de mutiler la Suède , tantôt par la force , tantôt par l'intrigue ; depuis la bataille de Pultawa , elle a toujours travaillé à la ruine de la Turquie ; depuis la paix de Nystadt , elle a constamment poursuivi ses conquêtes en Perse. Ses intrigues en Allemagne , et ses projets ambitieux , sont une source d'alarmes continuelles pour l'Autriche. La France se trouve menacée d'une invasion parce qu'on veut lui imposer un gouvernement qu'elle repousse. On veut faire acoroire aux Grecs que leur pays ne jouira de la tranquillité que lorsqu'il deviendra une simple province russe. La Prusse n'achète la modération de la Russie à son égard qu'en se pliant aux desseins

et jusqu'aux caprices de l'empereur. Des restrictions hostiles sont dirigées contre le commerce de l'Angleterre, et on menace ouvertement d'attaquer son empire en Orient. Dans les déserts de la Tartarie, à l'est et à l'ouest de la mer Caspienne, au nord et au sud de la mer Noire, au centre de l'Europe comme dans la Baltique, partout nous trouvons que la Russie est notre adversaire infatigable et heureux ; avec un territoire plus étendu que celui qui a jamais appartenu à une seule couronne, la Russie ne cesse d'avoir soif des conquêtes et dirige toute son énergie non vers des améliorations intérieures, mais vers de nouveaux envahissemens territoriaux.

Lorsque les souverains de l'Europe exigeaient et obtenaient à deux reprises l'abdication de Napoléon, comment justifiaient-ils leur droit de changer une dynastie en France ? N'envisageaient-ils pas ce changement comme indispensable à leur sécurité ? N'ont-ils pas déclaré que le règne de Napoléon était incompatible avec la tranquillité de l'Europe ; que l'histoire entière de sa vie

le montrait incapable de mettre un frein à son ambition et de laisser en paix les autres états, et que, par conséquent, toutes ses protestations pacifiques et modérées ne méritaient aucune confiance? Ses vues étaient-elles plus envahissantes, son ambition plus démesurée, ses ruses plus perfides, ses attaques moins provoquées, ou ses conquêtes plus étendues que celles de la Russie? Ou bien le mal serait-il moindre, lorsqu'il est accompli par une série de souverains, que lorsqu'il ne dépend que de la vie d'un seul homme?

Le droit d'intervention dans les affaires des états indépendans se fonde sur le seul principe que, comme notre propre conservation se trouve notre premier devoir, elle l'emporte sur toutes nos autres obligations. Pour que l'application de ce principe soit justé, il faut prouver qu'il y a danger non pour les intérêts secondaires, mais pour les intérêts vitaux de l'état qui l'invoque. Or les questions internationales se fondent sur l'équité et non pas sur des lois positives. — Il y a sous ce rapport des parties, mais point de juges

et de tribunaux. Tout ce que les peuples peuvent donc exiger, c'est qu'il y ait une telle évidence de danger, qu'elle ne puisse être méconnue par aucun esprit impartial. Si donc l'acquisition par la Russie d'un pouvoir suprême sur les forces et les ressources de la Turquie et de la Perse (or l'un implique l'autre), se trouvait dangereuse pour l'existence de l'Autriche, pour le commerce et les possessions de l'Angleterre dans l'Inde, pour la tranquillité des états méridionaux de l'Europe, et pour la France en particulier; si cette acquisition donnait à la Russie une prépondérance incompatible avec l'indépendance et les libertés de plus d'un peuple, il est certainement hors de doute que les puissances européennes ont le droit de prendre toutes les mesures possibles pour prévenir un mal aussi grave, et que l'évidence de pareils projets de la part de la Russie leur fournit déjà tous les motifs pour s'opposer non seulement à leur réalisation, mais encore à tout ce qui pourrait visiblement les favoriser. — Lorsque nous sommes dans le cas de sonder les motifs et les inten-

tions d'un individu ou d'une masse d'hommes quelconque, leur histoire antérieure et leurs qualités caractéristiques forment un élément principal de notre jugement. Si nous voyons qu'un gouvernement a poursuivi sans relâche un objet important à travers plusieurs règnes et pendant l'espace de tout un siècle ; qu'il a sacrifié à cet effet la vie d'un million de ses sujets et des sommes immenses d'argent ; si nous le voyons renouveler tous les ans ses efforts et accumuler ses moyens d'action, avancer constamment dans la même direction et se servir toujours des mêmes moyens ; il nous est impossible de douter qu'il ne continue à nourrir les mêmes intentions, et lorsqu'il les désavoue, c'est par des actes et non pas par des paroles qu'il pourra jamais nous prouver un véritable changement dans sa politique : — or voilà la position de la Russie à l'égard de ses voisins ; — voilà ses vues et ses desseins.

Mais on objectera que le danger attaché à l'heureuse réussite de ces desseins est encore douteux. Le moyen le plus facile d'éclairer ce

doute est de se demander quel parti prendraient les nations européennes, et l'Angleterre en particulier, si la Russie s'emparait de Constantinople. L'Autriche a parlé de deux cent mille hommes qu'elle emploierait pour s'y opposer. L'Angleterre et la France ne paraissent pas vouloir s'y soumettre un seul moment. Si donc ces puissances sont déterminées d'avance à avoir recours aux armes pour remédier au mal lorsqu'il arriverait, elles admettent par-là que ce mal est immitable, puisqu'il justifierait le recours à de pareils moyens, et elles sont par conséquent obligées de s'opposer à tout ce qui mènerait évidemment à la réalisation de ce mal. Les suites en seront toujours les mêmes s'il résulte de la force ou de l'intrigue, et il est aussi nécessaire de résister à l'une comme à l'autre.

Si la Russie refuse de donner aux autres puissances des garanties pour l'avenir, que les voies de sa politique et le soin de leur propre sûreté les autorisent à demander, il deviendra évident que non seulement elle est déterminée à per-

sister dans ses desseins , mais que d'ailleurs elle n'a aucun égard pour la paix de l'Europe, qu'elle affecte d'avoir le désir sincère de conserver. Si les autres états épient d'un œil jaloux tous ses procédés, c'est que ses actes et la position qu'elle occupe justifient cette conduite de leur part. Si ses protestations de modération sont reçues avec méfiance , elle doit sentir que l'abus qu'elle en a fait jusqu'ici en a détruit toute la valeur, et que dorénavant ce sont ses actes et non pas ses paroles qui décideront de ce qu'on pensera de ses vues. Le seul état en Europe qui cherche à s'agrandir aux dépens de ses voisins , c'est la Russie. Le seul état dont la prépondérance et l'ambition menacent de troubler la tranquillité générale, c'est la Russie. L'unique puissance qui cherche à faire crouler des gouvernemens existans , c'est la Russie. Toutes les nations désirent maintenir l'indépendance des autres pays, conserver les choses comme elles sont, et reconstruire plutôt qu'abattre les édifices sociaux. La Russie seule menace de renverser des trônes, de bouleverser des empires, et de subjuguér des

nations jusqu'ici indépendantes. C'est donc à elle qu'il appartient d'assurer la tranquillité du monde, en abandonnant la position menaçante qu'elle occupe, et à fournir ainsi des garanties de ses futures intentions, qui permettraient à l'Europe de se reposer avec sécurité.

Le traité d'Unkiar Skelessi, l'occupation prolongée de Silistrie, la domination sur les bouches du Danube, la position de la Russie en Moldavie et en Valachie, sont autant d'indices de sa détermination à poursuivre la politique dont elle n'a pas dévié depuis un siècle.

Si la Russie ne cherche pas à s'agrandir du côté de la Perse, si elle ne tend à s'emparer ni d'aucune portion de son territoire, ni d'une influence exclusive dans ses conseils, elle n'a qu'à prouver sa sincérité en satisfaisant aux engagements du général Ritescheff, et en restituant à la Perse les districts situés au-delà de l'Araxe; qu'elle renonce donc à la domination du passage de ce fleuve à Abbasabad, qui n'est ni nécessaire ni même utile à sa défense, et ne peut servir que pour l'attaque; qu'elle abandonne son droit

de navigation exclusive sur la mer Caspienne, qu'elle permette enfin à la Perse de se servir des eaux qui baignent ses propres rivages, pour avoir des moyens d'observation sur sa frontière.

Tout cela doit être fait, non comme prix de concessions nouvelles et plus importantes, mais comme gage quelconque de la sincérité des professions de foi si modérées de la Russie. Si elle ne fait rien pour faire naître chez les autres puissances un sentiment de sécurité, si elle renouvelle seulement ses protestations, comment pourrait-on jamais y ajouter foi ?

La Grande-Bretagne n'a d'autres intérêts en Turquie et en Perse que ceux de leur intégrité et de leur indépendance. Elle n'y prépare aucunement des moyens d'agression, elle ne cherche qu'à y repousser les agressions de la Russie.

Si la Russie n'avait jamais franchi le Caucase, les rapports entre l'Angleterre et la Perse n'auraient jamais été que purement commerciaux. C'est l'ambition de la Russie qui nous impose la

tâche d'y préserver ce qui est évidemment nécessaire à notre sécurité. — Si elle ne veut nous donner aucune garantie pour l'avenir, elle ne saurait avoir droit de se plaindre quand nous aurons recours à tous les moyens possibles pour entraver la marche qu'elle poursuit avec tant de persévérance. Si elle s'efforce de justifier ses agressions, comment pourra-t-elle se récrier contre des mesures de défense, quelque vigoureuses qu'elles soient?

L'intégrité et l'indépendance de la Perse sont nécessaires pour la sécurité des Indes et de l'Europe, et tout essai de porter atteinte à l'une est un coup porté à l'autre, — un acte d'hostilité patente envers l'Angleterre.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE I^{er}.

Pierre I^{er}, fondateur de l'agrandissement de la Russie en Orient. — Prise d'Azof. — Désastreuse campagne du Pruth, et perte d'Azof. — Mission et entreprise sur Khiva. — Affaires de Perse. — Armement de Pierre I^{er} contre ce pays. — Conquêtes sur les bords de la mer Caspienne. — Traité conclu par Ismaël Beg. — Mort de Pierre I^{er}. — Avènement de Nadir Shah en Perse..... Page 1

CHAPITRE II.

Relations des Russes avec les Tscherkesses (Circassiens), les Nogais et les Kalmouks. — Conversion des Ossétiens au christianisme. — Situation de la Géorgie, et premiers rapports de ce pays avec la Russie. — Guerre entre la Russie et la Turquie, terminée par le traité de Kutschuk Kaynardgi. — Progrès de la première de ces puissances du côté du Caucase. — Ses intrigues en Perse..... 31

CHAPITRE III.

La Russie conquiert la Crimée au milieu de la paix. — Héraclius, roi de la Géorgie, et Salomon, prince de l'Iméretie, se reconnaissent vassaux de l'impératrice Catherine. — Guerre de Catherine et de Joseph II contre les Turcs. — Intervention des autres puissances. — Paix de Jassy. — Projet d'une invasion aux Indes. — La Russie commence toujours par exercer son protectorat sur les peuples qu'elle prétend subjuguier. Page 54

CHAPITRE IV.

Campagne des Russes en Perse sous Valérien Zouboff. — Mort d'Héraclius. — Un ukase de Paul I^{er} incorpore la Géorgie à l'empire. — Tsitsianoff, gouverneur général des provinces trans-caucasiennes. — Ses campagnes contre les Persans. — Le shah recherche l'alliance de Napoléon. — Mission du général Gardanne. — L'Angleterre triomphe de l'influence française en Perse. — Traité de Goulistan entre la Perse et la Russie. 75

CHAPITRE V.

Conséquences du traité de Goulistan. — Expulsion des chefs mahométans dans les nouvelles acquisitions de la

Russie. — Vexations exercées envers les autres classes des habitans, — Guerres contre les montagnards du Caucase. — Disputes avec la Perse sur la question des frontières. — Mission du prince Menzikoff. — Rupture entre la Perse et la Russie..... Page 98

CHAPITRE VI.

Guerre entre la Russie et la Porte, en 1806. — Traité de Tilsit. — Reprise des hostilités, en 1808. — Paix de Bucharest. — Congrès de Vienne. — Insurrection de la Grèce. — Congrès de Vérone. — Convention d'Akerman. — Traité de Londres, du 6 juillet 1827. — La Russie presse la guerre contre la Perse, et la termine avantageusement par le traité de Turkmentschaï. — Positions militaires que lui procure ce traité. — Guerre de 1828 et 1829 contre la Turquie. — Traité d'Andrinople. — Expédition concertée avec la Perse contre Khiva, empêchée par la révolution de Pologne. — Révolte de Mahomet Ali. — Traité d'Unkiar Skelessi, et ses conséquences pour les intérêts de la Grande-Bretagne. . . 127

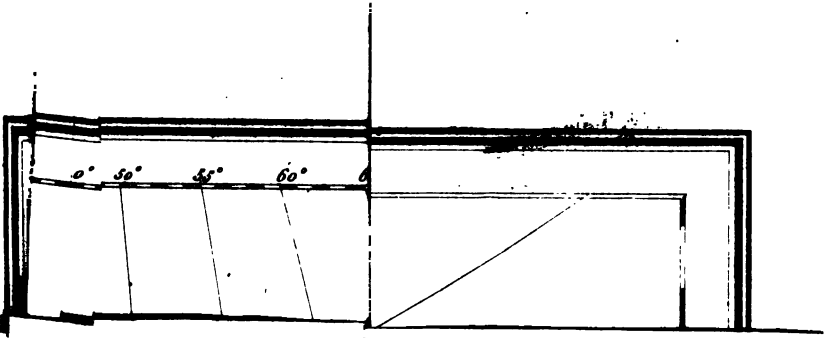
CHAPITRE VII.

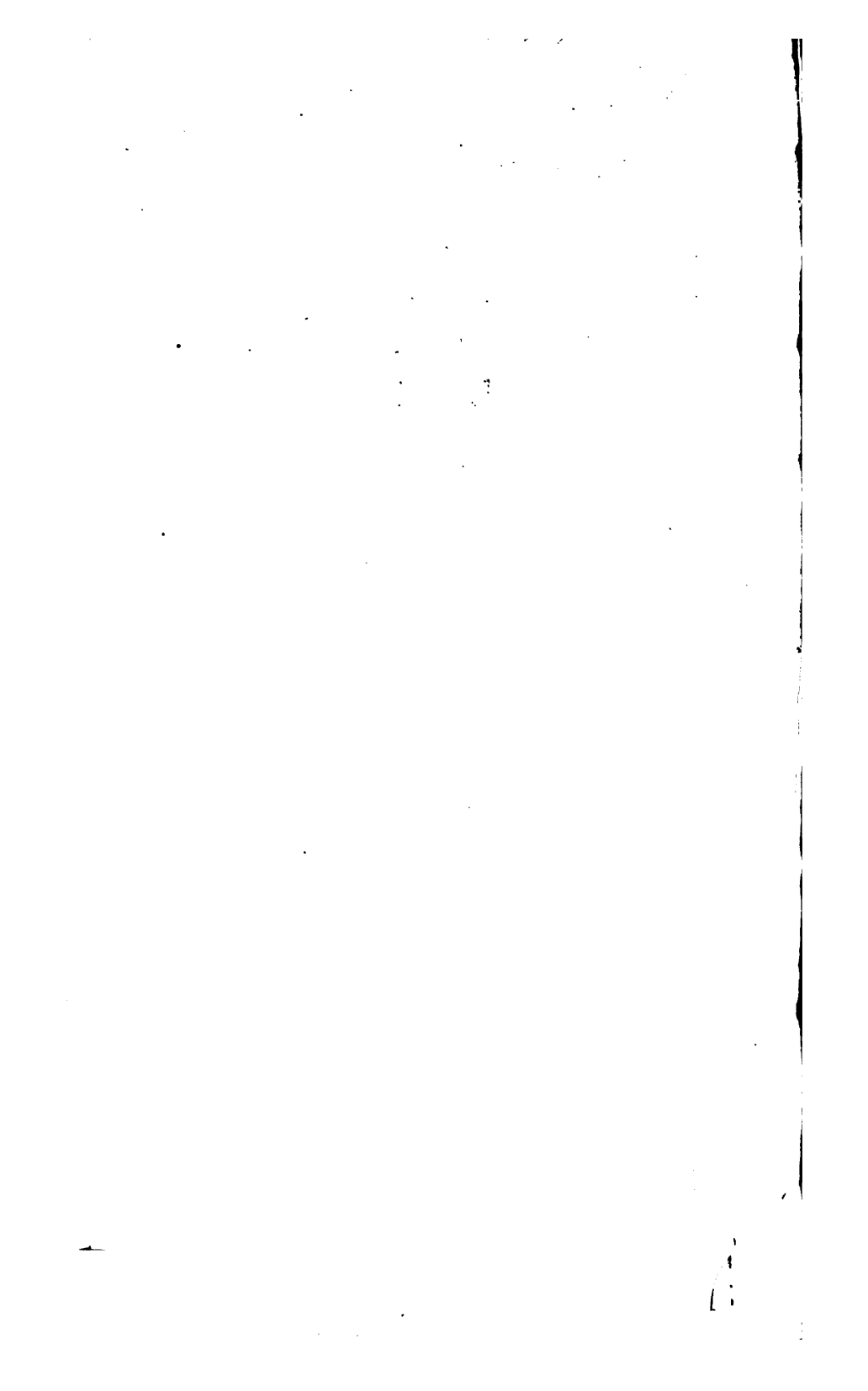
Système et vrai but de la Russie dans ses envahissemens successifs en Orient. — L'Angleterre doit s'y opposer dans l'intérêt de son commerce, aussi bien que dans

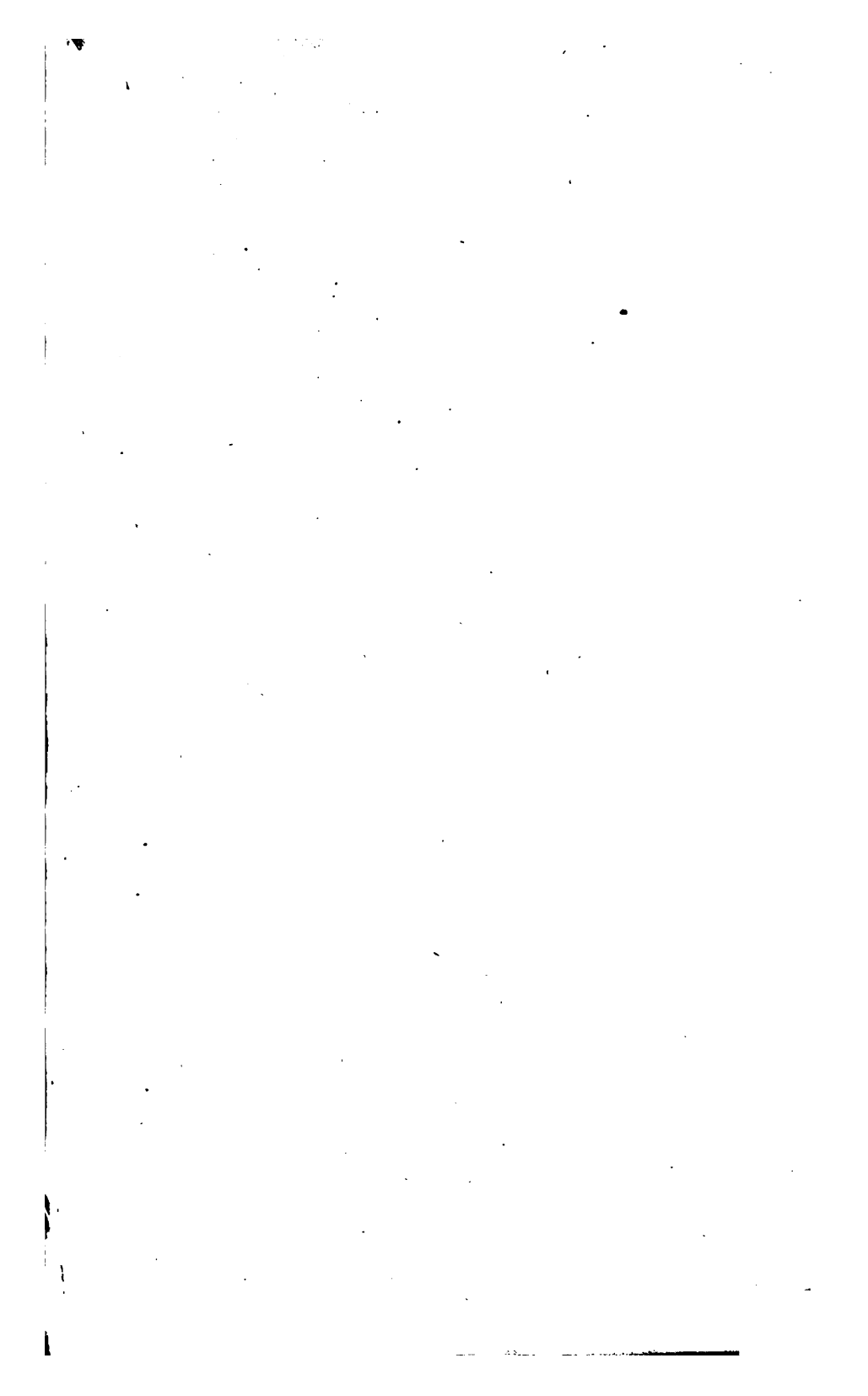
celui de la sécurité de ses possessions de l'Inde. — Examen des dangers qui menacent la domination anglaise dans ce pays. — Importance de la Perse sous ce rapport. — Moyens de relever les forces et d'assurer l'indépendance de la Perse..... Page 178

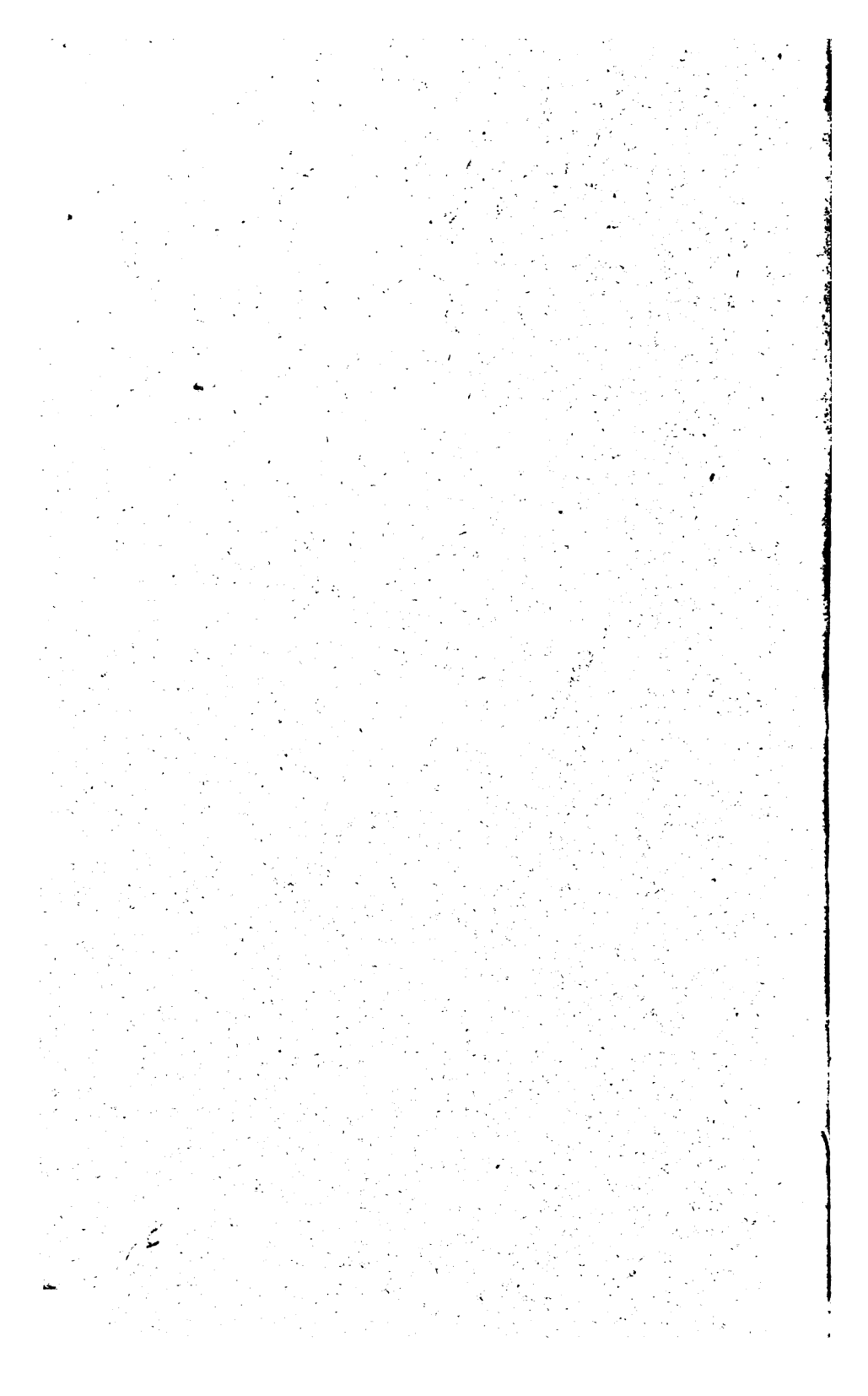
CONCLUSION..... 209

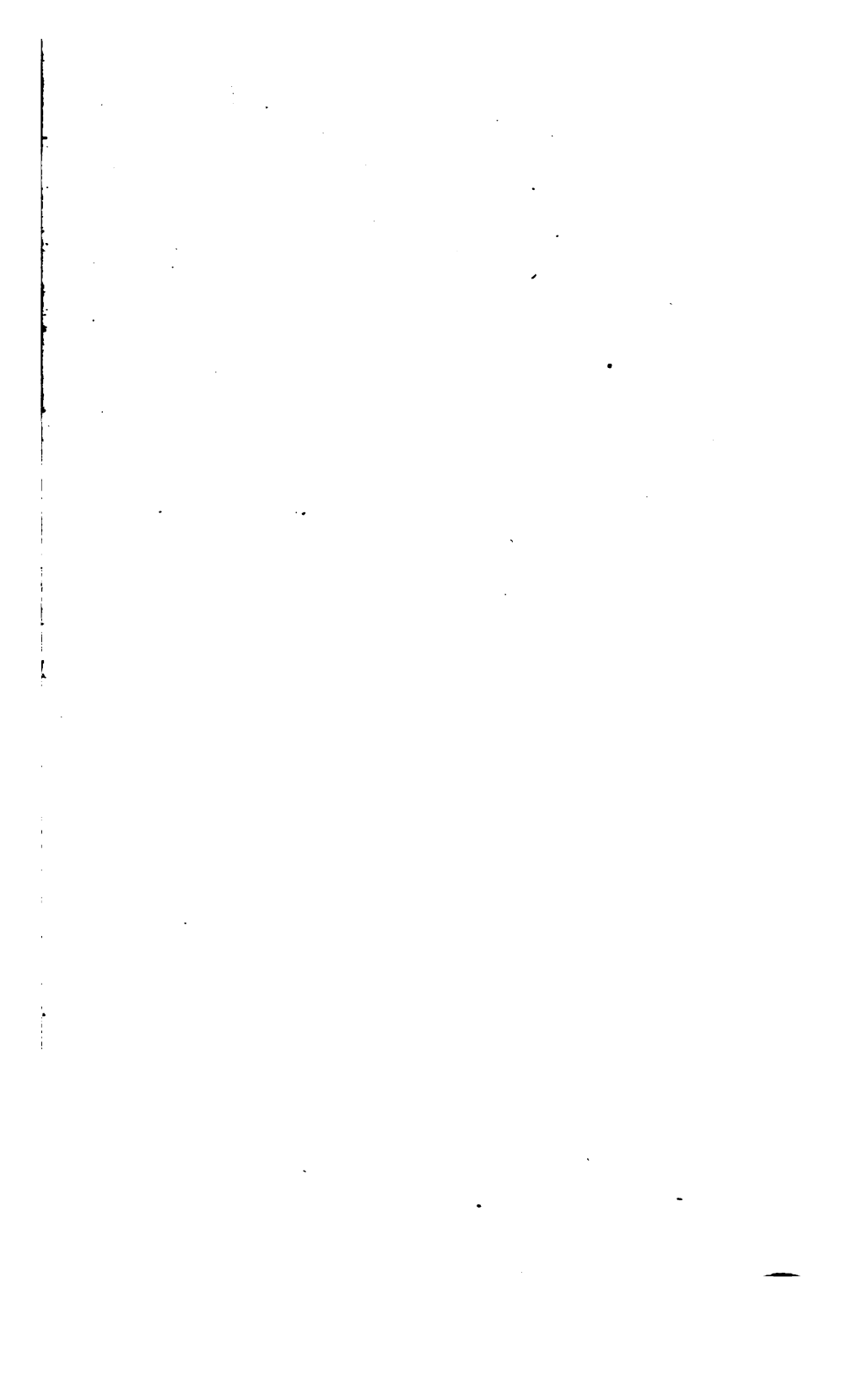
FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

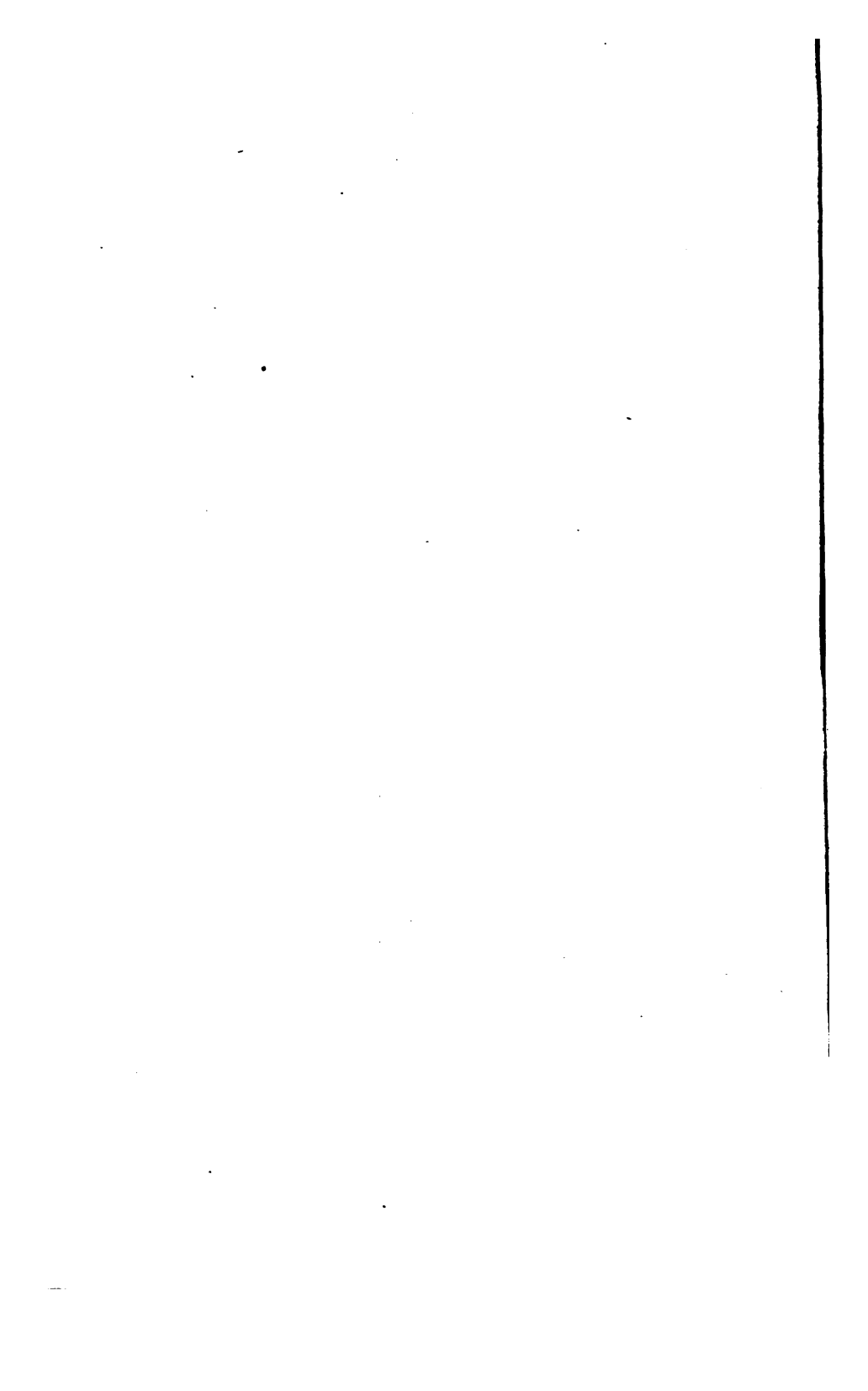


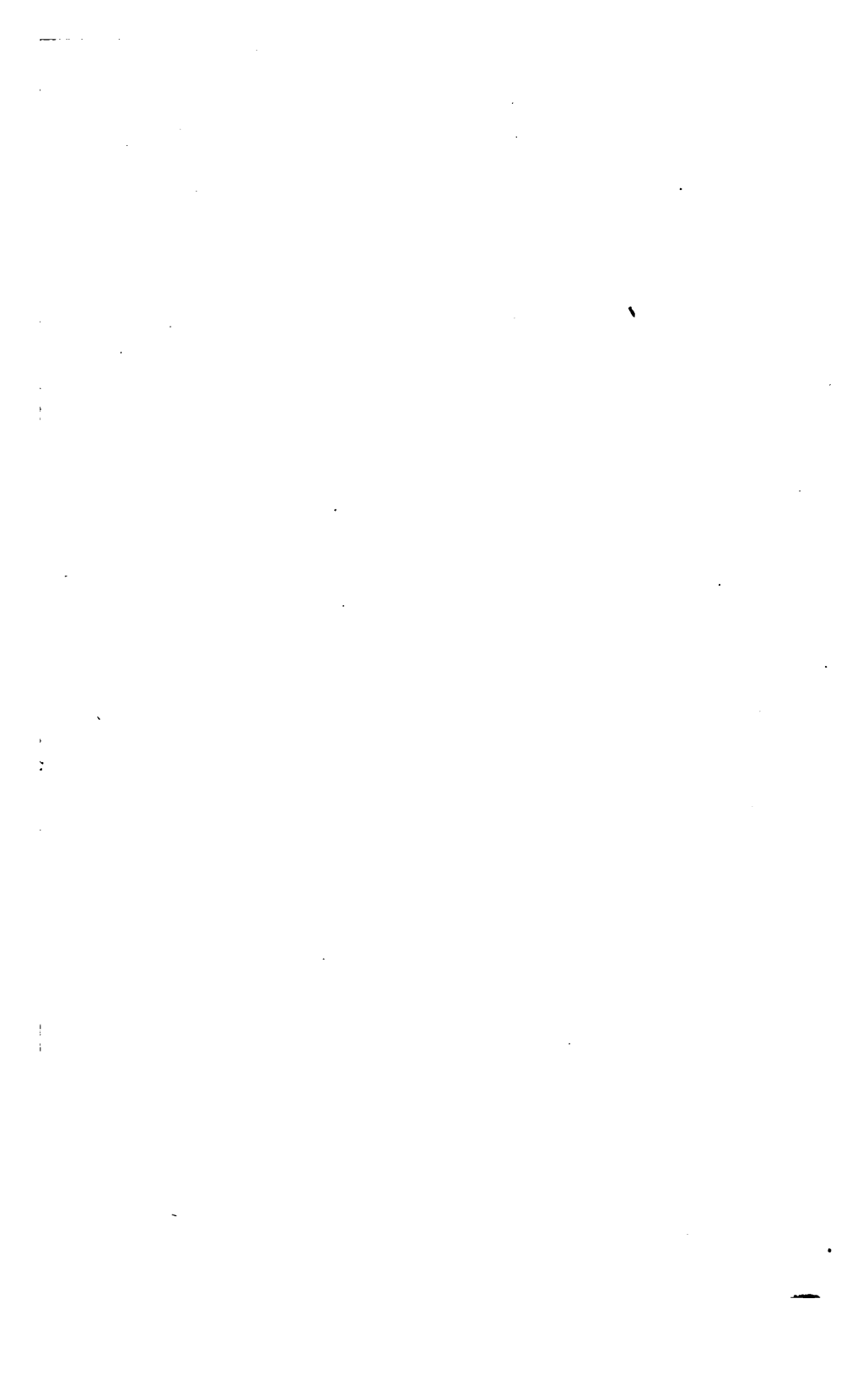


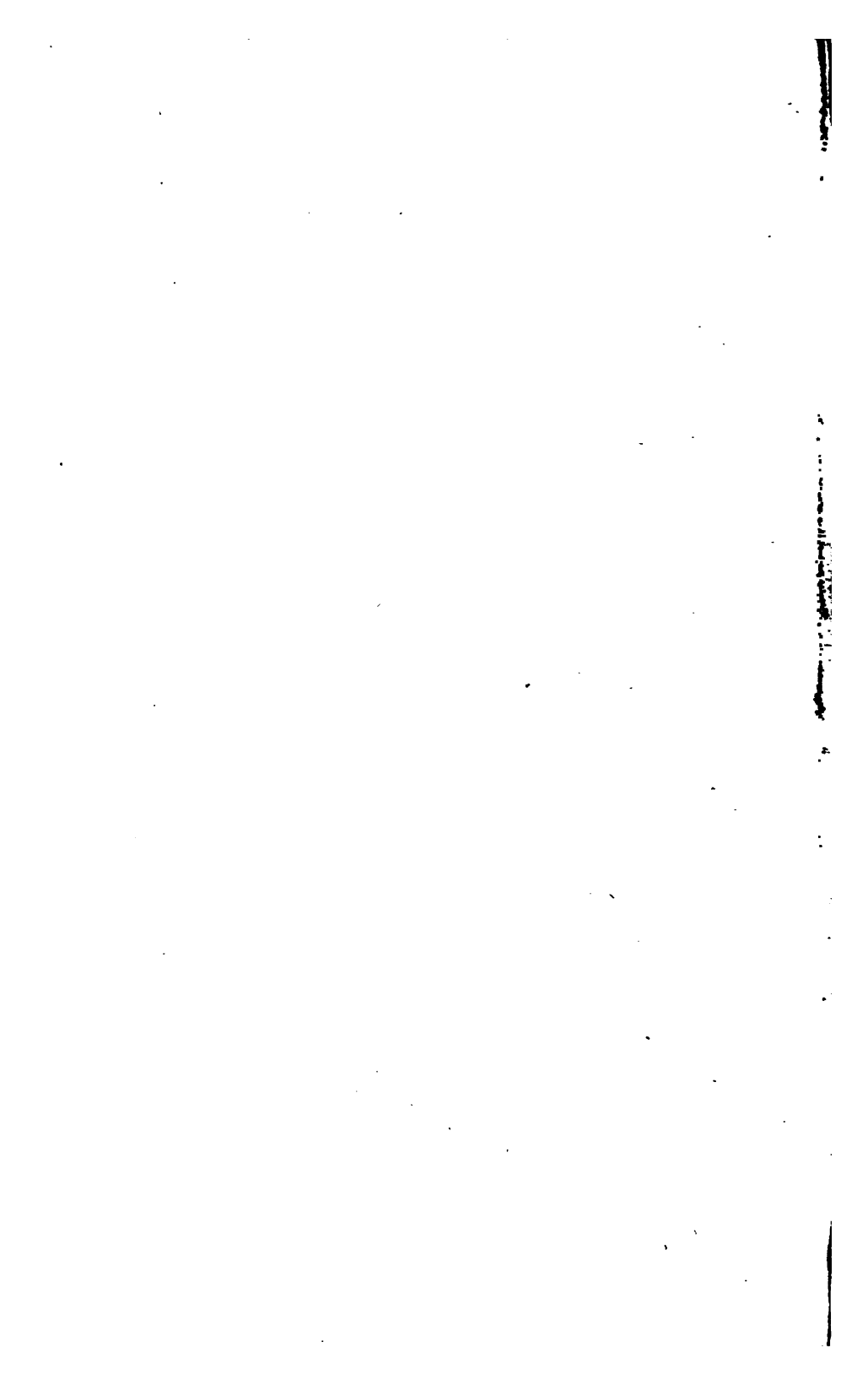












MAY 18 1931

DUE JAN 19 '37

